

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Système fiscal de la République Turque

ET LA

Réforme Financière de la loi du 17 Février 1925

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES SUIVANTES

Sera soutenu le Lundi 24 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

Tahsin MOUHIDDIN

LICENCIÉ EN DROIT DE LA FACULTÉ DE CONSTANTINOPLE

Président : M. ALLIX.

Suffragants } MM. RIST, *Professeur.*
AFTALION, *Professeur*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14 RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (V°)

1930

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Le Système fiscal de la République Turque

ET LA

Réforme Financière de la loi du 17 Février 1925

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES SUIVANTES

Sera soutenu le Lundi 24 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

Tahsin MOUHIDDIN

LICENCIÉ EN DROIT DE LA FACULTÉ DE CONSTANTINOPLE

Président : M. ALLIX.

Suffragants { MM. RIST, *Professeur.*
AFTALION, *Professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1930

*Tous droits de reproduction, traduction et adaptation, expressément réservés
pour tous pays*



AU GRAND LIBÉRATEUR DE LA TURQUIE

GAZI MUSTAFA KEMAL PACHA

ET A L'AUTEUR DE LA RÉFORME FISCALE

ISMET PACHA

En témoignage de ma grande admiration.

INTRODUCTION

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES SUR LES IMPÔTS DE L'ANCIEN RÉGIME

Le système fiscal de l'ancien Régime Turc était surtout remarquable par les trois principales tares dont il était affligé :

- 1) L'inégalité entre les contribuables tures ;
- 2) l'immunité dont jouissaient les étrangers ;
- 3) la limitation qui était imposée à la souveraineté ottomane en matière de tarification douanière.

La Turquie était autrefois un pays essentiellement agricole ; l'industrie et le commerce n'y étaient pas développés, c'est pourquoi le paysan est l'unique contribuable de l'Empire. Les recettes du budget sont constituées avec les deniers des fils de la terre ; (nous reviendrons sur ce point en étudiant la « dîme » impôt très lourd que supportaient les agriculteurs et qui frappait la plupart des produits du sol.)

En outre, sans parler du cas spécial des étrangers, la loi faisait une distinction, au point de vue

de l'impôt, entre les habitants des villes et ceux des campagnes. En effet, ces derniers étaient frappés par un plus grand nombre d'impôts et à un tarif plus élevé que les citadins.

La classe rurale était assujettie :

1° à la « dîme : « impôt payable *en nature*, égal à 12.50 % de la récolte ;

2° à l'impôt foncier des propriétés non bâties, calculé d'après la valeur de la terre ;

3° à l'impôt foncier des propriétés bâties, basé sur le revenu de l'immeuble ;

4° à l'impôt sur le bétail, contribution sur le capital employé à l'exploitation.

Dans les villes, il n'y avait que deux sortes d'impôts sur le capital ou le revenu :

1° l'impôt foncier des propriétés bâties, atteignant les propriétaires, à l'exclusion des locataires ; le tarif en était le même que celui supporté par les paysans ;

2° un impôt sur le revenu, à un tarif variant de 1 à 5 %, par conséquent bien moins lourd que la dîme.

Il y avait ainsi une inégalité flagrante entre les deux classes. Cette situation était la conséquence directe de la constitution monarchique sous laquelle vivait le peuple turc. L'existence de toutes sortes de privilèges est en effet inhérente

à un tel régime. La République a supprimé toutes les distinctions de classes et proclamé le principe que les recettes nécessaires aux besoins de l'Etat doivent être perçues sur les citoyens proportionnellement à leurs ressources.

En ce qui concerne les étrangers, les « capitulations » étaient la source de leur situation privilégiée qui consistait dans une exemption totale de l'impôt (1). Ce privilège, incompatible avec la souveraineté de l'Etat a disparu en vertu du traité de Lausanne le 24 juillet 1923. Déjà, auparavant, la Porte avait protesté à maintes reprises, auprès des puissances étrangères contre ce régime tout à fait anormal, mais d'ailleurs sans aucun succès.

De même, des capitulations découlait la restriction imposée à l'Empire Turc dans son droit d'établir des droits de douanes. Les douanes turques ne pouvaient jamais avoir qu'un caractère exclusivement fiscal. Il leur était interdit d'être protectrices du commerce et de l'industrie nationale, comme celles des autres pays. C'est pour-

(1) Les étrangers payaient les impôts indirects comme les nationaux ; en matière d'impôts directs ils n'étaient soumis qu'à certains impôts avec le consentement de leur gouvernement. Par conséquent, ils bénéficiaient de plusieurs exemptions, car l'Etat en créant un impôt nouveau ne pouvait le percevoir que par ses nationaux faute du consentement de la part des pays capitulaires.

quoi ces deux branches de l'activité économique sont restées constamment dans un état très arriéré, jusqu'à la suppression des capitulations.

La République a créé, d'ailleurs, un grand nombre de monopoles pour hâter l'essor commercial et industriel de la nouvelle Turquie, ainsi que nous le verrons.

L'étude détaillée des impôts de l'ancien Régime est indispensable pour permettre d'apprécier la véritable portée de la réforme réalisée par le Gouvernement actuel. C'est pourquoi nous consacrerons à cette étude la première partie du présent travail. Nous retracerons ensuite dans une deuxième partie, l'histoire de la grande réforme fiscale de 1925, et nous aborderons enfin dans la troisième partie l'étude des nouveaux impôts.

BIBLIOGRAPHIE

LES THÈSES DE DOCTORAT EN DROIT

La conception de l'impôt chez les Musulmans, Paris, 1930, Mehmed-el-Emary.

Essai historique et technique sur la dette publique ottomane, Paris, 1927, Adib Roumani.

Essai sur les causes de la cadence de l'empire ottoman, Paris, 1929, Abdoullah-Zéki.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

Les contributions indirectes, Paris, 1930, Allix et Lecerclé.

Législation française des finances et science financière, Paris, 1927, Allix.

Science financière et législation financière turque, Constantinople, 1923, Hassan Tahsin.

Essai sur l'Histoire financière de la Turquie, Paris, 1903 (du velang).

Cours élémentaire de science des finances, Paris, 1912, Gaston Jèze.

Manuel de législation financière, Paris, 1925, Girault.

OUVRAGES SPÉCIAUX

Les impôts turcs sous l'ancien régime, Constantinople, 1907, Hassan Tashin.

Les finances de la Turquie, 1902, Constantinople, Djavid bey.

Compte rendu annuel du Conseil d'administration de la dette publique ottomane. Science financière (doctorat). Allix, Paris, 1927-1928.

Revue de science et de législation financière, Paris, 1912.

Histoire des doctrines économiques (doctorat), Paris, 1927-1928, Deschamps.

Conseil d'administration de la dette publique ottomane. Rapport général sur la gestion des dîmes. Aghnam et revenu divers, Constantinople.

Les lois (publication du *Journal officiel*) et les règlements d'administration publique (publication du Ministère des Finances, Direction du revenu).

La loi du 30 septembre 1336 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 3 avril 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 1^{er} juin 1927 et son règlement d'administration publique.

La loi du 27 février 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 25 juin 1927 et son règlement d'administration publique.

La loi du 2 février 1340 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 25 janvier 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 24 janvier 1927 et son règlement d'administration publique.

La loi du 14 juin 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 13 juin 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 15 avril 1338 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 19 avril 1298 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 22 avril 1340 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 12 avril 1341 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 13 février 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 30 avril 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 15 avril 1338 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 10 avril 1340 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 7 juin 1920 et son règlement d'administration publique.

La loi du 28 mai 1928 et son règlement d'administration publique.

La loi du 23 avril 1340 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 31 juin 1927 et son règlement d'administration publique.

La loi du 1^{er} mars 1340 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 1^{er} juin 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 3 avril 1330 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 1^{er} mars 1341 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 8 avril 1340 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 18 mai 1929 et son règlement d'administration publique.

La loi du 31 mai 1926 et son règlement d'administration publique.

La loi du 10 juin 1929 et son règlement d'administration publique.

La loi du 6 mars 1340 (de l'Hégire) et son règlement d'administration publique.

La loi du 24 avril 1929 et son règlement d'administration publique.

Le règlement de la dîme, en date du 17 janvier 1287 (de l'Hégire).

Les convention spassées entre le Gouvernement turc et les ociétés.

La convention de l'affermage du 7 septembre 1926.

La convention de l'affermage du 3 juin 1926.

La convention de l'affermage du 17 juillet 1927.

La convention de l'affermage du 11 juillet 1339 (de l'Hégire).

PREMIÈRE PARTIE

Les Impôts en Turquie au temps de la Monarchie absolue

CHAPITRE UNIQUE

LES RECETTES DE L'ÉTAT SOUS L'ANCIEN RÉGIME
POUVAIENT ÊTRE CLASSÉES EN SEPT CATÉGORIES :
1° LES IMPÔTS DIRECTS. — 2° LES IMPÔTS INDI-
RECTS. — 3° LES MONOPOLES. — 4° LES DOUANES.
5° LE TIMBRE ET L'ENREGISTREMENT. — 6° LES
RECETTES ADMINISTRATIVES. — 7° LES TRIBUTS
PAYÉS PAR LES PROVINCES VASSALES.

§ I. — Les Impôts directs.

*L'impôt foncier des propriétés bâties perçu dans
la Capitale de l'Empire Ottoman (muçaggafât
verghissi).*

Les habitants de la Capitale jouissaient jus-
qu'en 1875 de nombreux privilèges : ils étaient
exemptés du service militaire et de l'impôt sur
le revenu.

Après cette date, ils ont été assujettis à l'impôt
foncier des immeubles bâtis, égal à 8 % de la
valeur de la maison, lorsqu'elle était habitée par

son propriétaire, 10 % si celle-ci était louée, 5 % si sa valeur ne dépassait pas 20.000 piastres.

Trois surtaxes s'ajoutaient au principal de cette contribution, l'une égale à 5 % du montant de la cotisation du contribuable était perçue au titre de l'instruction publique, une autre, égale à 6 % dudit montant, était destinée à la défense nationale, enfin, une autre de 2.50 % correspondait aux frais de recouvrement.

Le capital taxé était évalué d'après le loyer et il était fixé à 12 ou 15 fois la valeur de ce dernier pour les maisons en bois et à 15 ou 20 fois pour les maisons en pierres.

Les locaux qui n'étaient pas loués étaient l'objet d'une évaluation par comparaison.

Les opérations de l'assiette étaient confiées à une commission composée d'un fonctionnaire du cadastre, d'un agent de l'administration des finances, d'un ingénieur, de deux arpenteurs et d'un propriétaire élu par les propriétaires des immeubles compris dans la circonscription. Pour les maisons louées, cette commission avait le pouvoir de vérifier la déclaration du propriétaire et de la rejeter, le cas échéant.

*L'impôt foncier des propriétés bâties perçu
dans les vilayets.*

Cet impôt était en tous points analogue à celui établi dans la capitale.

L'impôt sur le Revenu (Temettu verghissi).

C'était une taxe sur la profession acquittée par toute personne exerçant un commerce, art ou métier, y compris les fonctionnaires.

Le taux en était variable, il était généralement de 5 % du montant des bénéfices, traitements ou salaires de l'année.

Le revenu du redevable était déterminé par une commission composée de quatre experts assermentés : deux choisis par l'Administration des finances, deux désignés par le Conseil municipal, ou, à défaut, par le Conseil général.

En cas de partage des voix, un cinquième expert, nommé par le ministre des finances, jouait le rôle d'arbitre avec voix prépondérante.

Les habitants de Constantinople étaient exemptés de cet impôt avant 1875. Le Trésor était ainsi privé d'une des meilleures parties de la matière imposable. Les commerçants ne payaient, à la place, qu'une taxe corporative.

*La taxe d'exonération du service militaire
(bedel nâqdy).*

Cet impôt a son origine dans le Hatti Humayoun de 1856. Primitivement, les chrétiens payaient une capitation, qui avait été supprimée lorsque

l'obligation au service militaire avait été étendue à tous les sujets ottomans.

Mais comme il avait été impossible d'obtenir, dans l'armée, la fusion des deux éléments musulmans et non musulmans, on avait dû renoncer à ce système et accorder aux chrétiens la faculté de s'exonérer du service moyennant une taxe de remplacement. C'était un impôt acquitté par les communes à raison de 50 livres (1) par 135 habitants, cette contribution étant répartie uniquement entre les sujets non musulmans.

A Constantinople, cette taxe n'était pas perçue, la population de la Capitale étant exemptée du service militaire.

L'impôt d'Aghnam (la taxe sur le bétail).

Cette contribution, dénommée par le mot arabe ghanem au pluriel, qui signifie brebis, consistait en un droit de 3.50 à 5 piastres par tête de bétail, sur les moutons, chèvres, porcs, chameaux, buffles.

Chaque année les autorités locales procédaient à un recensement qui servait de base à cet impôt.

(1) La livre turque valait 22 fr. 78 avant la guerre mondiale, actuellement elle vaut 12 fr. 15.

L'impôt sur la Pêche (1).

C'était un impôt levé à Constantinople sur la pêche dans le Bosphore et la mer de Marmara.

Le recouvrement en était effectué par le Conseil d'administration de la Dette publique ottomane, moyennant une commission de 5 %.

Tous les pêcheurs étaient tenus d'amener leur pêche à la Halle aux poissons, où elle était vendue aux enchères. L'administration percevait 20 % du produit de la vente à titre fiscal et 3 % pour les frais de criées et de surveillance. Elle prélevait également un droit pour la délivrance de permis de pêche, de circulation et d'exportation.

(1) Cet impôt avait produit en 1909 les sommes suivantes (1) :

Droit sur les ventes.....	71.632 livres.
Droit sur les permis de pêche.....	1.262 —
Droit sur les permis de circulation et d'exportation.....	4.775 —
Droits divers.....	10.134 —
TOTAL.....	87.803 livres.

Voici un tableau des recettes brutes depuis 1882 :

1882	22.636	1900	50.504
1885	37.477	1905	63.924
1890	47.309	1907	71.287
1895	46.337	1909	77.803

(1) Ces chiffres et les suivants sont extraits du compte rendu publié chaque année par le Conseil d'Administration de la dette publique ottomane.

L'impôt foncier des propriétés non bâties
(crâzy emlâk verghissi).

Sous l'ancien régime, il y avait deux sortes d'impôt sur la terre : l'un, sur les produits du sol : la dîme ; l'autre, sur le sol lui-même ; l'impôt foncier, calculé d'après la valeur de l'immeuble, qui était appréciée par une commission composée d'un fonctionnaire de l'administration des finances, d'un agent du cadastre, de deux arpenteurs et d'un représentant des propriétaires de la circonscription, élu par le conseil général ou, à défaut, par le conseil municipal.

Cette commission devait prendre en considération les éléments suivants : étendue du terrain, fertilité, situation, irrigation.

Le taux de l'impôt était de 6 pour mille et par an de la valeur du domaine. Il y avait un droit supplémentaire de 3 pour mille perçu au titre de la défense nationale, un autre de 1 pour mille prélevé au profit de la banque agricole et enfin un troisième de 1 pour mille, également au bénéfice des localités.

A un tel tarif cette contribution était très légère. C'est qu'en effet la terre avait d'autre part à supporter la dîme qui était un impôt très lourd comme nous le verrons. Dans le nouveau régime, la dîme ayant disparu, l'impôt foncier a vu son taux considérablement relevé.

Les droits de succession et de mutation
(vérâcet ve intigal).

Seuls étaient assujettis à ces droits sous l'ancien régime, les immeubles et les biens considérés comme immeubles par destination, ainsi que les fonds de commerce et les sources d'eau potable.

L'impôt était basé sur la valeur du bien transmis. Pour les terres, on consultait le chiffre porté sur les registres de l'administration du cadastre.

Le taux de la contribution variait suivant le barême que voici :

Mutation par décès : entre ascendants et descendants.	1.50 %
Entre conjoints.	3 %
ou entre	
Entre collatéraux vifs à titre gratuit.	
Au premier degré (frères et sœurs et leurs descendants)	4 %
Entre autres parents.	6 %
Legs à des tiers.	5 %
Donations à des tiers.	5 %

Les bénéficiaires de la succession de la donation ou du legs devaient avertir l'administration dans le mois du décès ou de la passation de l'acte. A défaut de l'accomplissement de cette formalité

dans le délai prescrit ; les assujettis supportaient le double des droits.

C'est à l'administration du cadastre que la déclaration était adressée.

Toute fraude était impossible, car le cadastre était par ailleurs appelé à intervenir pour tout acte intéressant les immeubles : gage, cession, etc., de sorte que les redevables qui auraient voulu dissimuler la mutation auraient été dans l'impossibilité, par la suite, de disposer des biens recueillis.

L'impôt était payable en trois ans par tiers.

La dîme (achâr).

Ainsi que nous l'avons indiqué ci-dessus, la dîme était un impôt en nature prélevé sur les produits du sol. Le payement en nature, qui avait l'apparence d'une facilité accordée au contribuable, était, en réalité, une cause de ruine pour lui.

Le paysan n'avait pas le droit, en effet, de rentrer sa récolte tant que les collecteurs de l'impôt n'étaient pas venus en faire le recensement. Or ces derniers faisaient attendre leur visite pendant parfois plusieurs semaines, de sorte que les moissons avaient le temps de pourrir à l'humidité. Il arrivait même que les agents du fisc ajournaient leur passage jusqu'à l'époque de la

dernière récolte, et ne venaient qu'au moment des vendanges pour vérifier la récolte de blé (1).

En principe, tous les produits étaient soumis à la dîme : les exceptions étaient très rares. Le règlement de la dîme en date du 17 janvier 1287 (de l'Hégire) mentionne seulement :

Les produits des jardins entourant les maisons d'habitation en ville ou à la campagne et ne dépassant pas un hectare et clôturées.

Les légumes frais : épinards, laitues, romaines, pourpiers, camomille, qui ne sauraient être conservés plus de quelques jours, et que l'Etat ne pourrait vendre assez rapidement ; enfin, le bois

(1) Le paiement de la dîme en nature qui semblait un avantage accordé aux contribuables en facilitant leur libération est devenu pour eux une cause de ruine du fait de la négligence ou de la mauvaise volonté des collecteurs. En effet, les paysans n'avaient pas le droit de rentrer leurs récoltes avant que l'agent du fisc ne soit venu l'évaluer sur place et relever la part du Trésor. Ce fonctionnaire fait attendre sa visite quelquefois plusieurs semaines pendant que les moissons pourrissent sur place par suite de l'humidité et des intempéries. Il est arrivé que, devant percevoir les dîmes de produits récoltés à des époques différentes comme le blé et les raisins, il différait sa deuxième tournée jusqu'à l'époque des vendanges et laissait le blé se détériorer à l'humidité ou devenir la proie des sauterelles, puis il faisait le prélèvement du 1/10^e, de façon très arbitraire. La dîme se trouvait ainsi singulièrement grossie par la manière dont elle était perçue. Elle arrivait à prélever 1/6, 1/4, et même la moitié des produits de la terre et de l'élevage des bestiaux.

et le charbon, parce que le commerce en était aux mains des paysans les plus pauvres, ceux qui n'étaient pas assez riches pour s'adonner à la culture. Ils transportaient ces combustibles à dos d'âne ou de cheval et gagnaient très péniblement leur vie, de sorte que la perception de la dîme aurait été très difficile et le poids de l'impôt excessif pour eux.

Quant aux produits des jardins, ils étaient exemptés parce que l'on considérait que ces produits étaient destinés, non à la vente, mais à la consommation domestique. Cette exemption rappelle celle qui existe en France sous le nom de privilège des bouilleurs de crû.

Origine.

La dîme a une origine religieuse : dans les pays musulmans, toute la législation a sa source dans le coran qui est à la fois un code religieux, civil, militaire et administratif. La loi de Mahomet contient les principes du système fiscal qui était en vigueur au début du xix^e siècle.

D'après le droit divin, toutes les terres appartiennent à Dieu, et leurs détenteurs n'en sont que les usufruitiers ; ils doivent donc payer une sorte de loyer, ce sera l'impôt foncier, et abandonner une part de la récolte, ce sera la dîme.

Les différentes réformes qui se sont succédées dans l'Empire n'ont rien changé à l'assiette de l'impôt ni à son mode de perception. Les seules modifications qu'il ait reçues sont des augmentations de tarif : aux 10 % primitifs sont venus s'ajouter :

1 % pour la banque agricole ;

0.50 % pour l'instruction publique ;

0.40 % pour les armements militaires ;

0.40 % pour la réfection de la Flotte ; soit au total 2.50 % ce qui porte le taux véritable de la dîme à 12.50 pour 100.

Quant à son mode de paiement, la dîme était soumise à un régime fort arriéré, ainsi qu'on a pu le remarquer, puisque le contribuable devait se libérer en nature ce qui est évidemment le procédé le moins avantageux à la fois pour le Trésor et pour le redevable. Pour le fisc, il nécessite d'immenses entrepôts et entraîne des risques énormes de pertes, au moment de la réalisation des stocks ; pour les assujettis, l'impôt est injuste, puisqu'il est d'autant plus lourd que la culture est plus intensive c'est-à-dire comporte plus de frais d'engrais (1).

Pour éluder les difficultés que ce mode de libération entraîne pour le Trésor, l'Empire avait

(1) Voir Jéze, Cours élémentaire de Sc. des Finances, Paris 1912, p. 823.

adopté pour la perception de la dîme le système de l'Affermage. Chaque année le fisc mettait en adjudication le produit de la dîme dans chaque village.

Dans chaque département, les assemblées locales fixaient chaque année la date à laquelle la vente du produit de la dîme aurait lieu.

Un avis est adressé à chaque village qui doit en accuser réception.

Au jour fixé, les candidats adjudicataires doivent se rendre au siège de la commission, composée de l'assemblée locale elle-même, présidée par le gouverneur du département, assisté des fonctionnaires civils et financiers.

Cette commission cède la dîme au plus fort enchérisseur ; si les prix proposés ne lui paraissent pas suffisants étant donnés les renseignements qu'elle possède sur la récolte et les résultats de l'exercice précédent, elle ne procède pas à la cession.

La dîme de l'olive était cédée pour deux ans.

Pour pouvoir être déclaré adjudicataire, il fallait remplir deux conditions :

1° Une condition de capacité personnelle, savoir :

a) être âgé de vingt ans au moins.

b) être sujet de l'Empire ottoman.

c) n'avoir jamais été condamné.

d) n'être ni fonctionnaire ni employé de l'Etat, en service, ou destitué, ceci, afin d'écarter tout abus de pouvoir dans l'adjudication.

2° Une condition de solvabilité.

Pour la garantie du prix convenu, il fallait d'abord payer immédiatement un tiers de la somme, et pour le reste donner une caution solvable ou, à défaut, des gages tels que biens meubles ou titres. En outre il fallait signer un engagement écrit.

Les habitants de chaque village pouvaient aussi acheter la dîme de leur village. Ils avaient tout avantage à le faire pour échapper au contrôle rigide des agents du fermier ou du fisc.

Dans ce cas, c'était le village, considéré comme personne morale, qui se portait adjudicataire, représenté par certains de ses habitants mandatés par la collectivité. Le village était soumis à la même condition de solvabilité que l'adjudicataire, simple particulier.

Le prix était recueilli auprès de chaque habitant proportionnellement à l'importance de sa récolte.

Le fermier de la dîme, soit qu'il ait été déclaré adjudicataire d'un seul ou de plusieurs villages, envoyait ses préposés vérifier les récoltes et sur-

veiller les contribuables pour prévenir la contrebande.

Les fermiers recevaient de l'Etat le droit de réprimer pénalement la fraude et la contrebande, en dressant des procès-verbaux, et en citant les contrevenants devant les tribunaux répressifs.

Lorsque la dîme n'avait pu être adjugée à un particulier dans telle ou telle localité, soit parce qu'il n'y avait eu aucun amateur, soit parce que le prix proposé avait paru insuffisant, l'état procédait lui-même à la perception de l'impôt.

En temps de guerre, il arrivait que la dîme devait être levée de cette manière dans la généralité des localités.

L'état avait des collecteurs surveillés par des contrôleurs, ces derniers, à raison d'un par 15 villages.

Les denrées étaient rassemblées dans le grenier du village, puis ensuite dans le grenier de la ville la plus proche, le transport étant assuré par les paysans eux-mêmes, moyennant, d'ailleurs, une indemnité, si la durée du transport dépassait une heure.

L'Etat utilisait les céréales pour l'alimentation de ses troupes et l'excédent était vendu au bazar, sans formalités spéciales, au détail ou en gros.

§ II. — Les impôts indirects.

Les contributions indirectes donnaient un produit très inférieur à celui des contributions directes. C'est qu'en effet elles atteignaient beaucoup moins les agriculteurs que les citadins et la population imposable était donc bien plus réduite. D'autre part, la taxation des boissons ne donnait que de très maigres résultats, à cause des prescriptions du Coran, interdisant la consommation du vin et de l'alcool. Enfin, la plus grande des recettes de cette catégorie était affectée, en vertu des traités, à l'amortissement de la Dette publique ottomane. En 1897 les produits des impôts directs étaient de 10.531.000 livres turques, au contraire les impôts indirects rapportaient 4.737.000 livres turques, le seul chiffre important était fourni par les douanes qui figurent dans le total pour 3.166.000 livres turques soit près de la moitié.

L'Impôt sur les Spiritueux.

Il y avait trois sortes de taxes sur les spiritueux :

- 1° le droit sur les vins, bières et eaux-de-vie ;
- 2° le droit sur les alcools indigènes et étrangers ;
- 3° le « Beiyés » ou licence des débitants de boissons.

Le droit sur les vins était une taxe de 15 % ad valorem sur le produit de chaque vendange. Il se superposait à l'impôt foncier qui était de 6 pour mille et à la dîme qui était de 12.50 % sur la quantité récoltée, de sorte que le viticulteur supportait, au total, une contribution de près de 30 % sur son bénéfice brut.

Les producteurs jouissaient d'une franchise du droit sur 200 hectos.

La récolte était évaluée par le conseil de la commune et par celui du département au sein duquel les producteurs avaient un représentant pour la circonstance (1).

A cette époque, en Turquie, la profession viticole était très discréditée à cause des prescriptions du Coran qui en interdisait l'accès aux musulmans. Seuls les grecs ou les arméniens pouvaient s'y adonner. Les sujets mahométans devaient se cantonner dans l'industrie du raisin sec qui est beaucoup moins rémunératrice, puisqu'elle ne comporte presque pas de main d'œuvre et se

(1) Ces assemblées locales dont nous avons déjà parlé à maintes reprises avaient été créées en Turquie à l'instar des conseils municipaux et généraux qui existent dans l'organisation administrative française. Ils étaient élus et avaient dans leurs attributions les affaires de la commune et du département : répartition de l'impôt, réparation des routes, écoles, etc... Ils étaient présidés par les représentants du pouvoir central dans la commune et dans le département.

résume, en somme, dans la vente de la matière première, sans transformation. Au point de vue économique, cette situation était très fâcheuse, car le sol de la Turquie est très fertile en raisin. Aussi le nouveau gouvernement fait-il tout ce qu'il peut pour développer, au contraire, la viticulture. Nous verrons, comment, à cet effet, le nouveau régime a pratiqué le monopole.

L'impôt sur les vins avait produit en 1909 109.712 livres turques pour une production de 82.774.337 hectos. L'exportation avait atteint 540 hectos.

L'impôt sur les alcools.

Comme pour le vin, ce droit était de 15 % ad valorem de la récolte, évaluée par le Conseil du Caza.

Pendant la période de chômage les alambics étaient placés sous scellés.

Cette industrie était très défavorisée à cause de l'absence de droits de douane, ce qui donnait libre cours à la concurrence étrangère.

Les alcools importés étaient frappés d'un droit de consommation sans préjudice du droit de douane. Pour les alcools fabriqués à l'intérieur, ce droit de consommation était perçu à la fabrique, le liquide ne pouvant circuler sans un permis spécial.

Le produit de cet impôt était modique. En 1909, il avait atteint 120.803 livres turques pour une consommation de 24 millions de litres dont 13 importés de l'Etranger.

Quant au droit sur les bières qui était, comme pour les vins, de 15 % ad valorem, il faut noter que la fabrication de cette boisson n'était permise que dans certaines villes, savoir Constantinople, Smyrne, Salonique et Beyrouth.

Beiyé ou licence des débitants de boissons.

C'était une contribution égale à 25 % de la valeur locative de la boutique occupée par le débitant.

En étaient exempts : les marchands de vins à emporter, les hôtels et restaurants, les marchands en gros.

Le produit de cet impôt était de 945.805 livres turques en 1909.

§ III. — Les Monopoles.

Il n'y avait sous l'ancien régime que deux monopoles. Nous en avons, au contraire, treize aujourd'hui (1).

(1) Voir essai historique et technique sur la dette publique ottomane Paris 1927, Roumanie, page 165 et suivantes.

Le monopole du sel.

L'empire ottoman avait une très grande étendue de côtes et se trouvait ainsi très riche en marais salants. Il y avait aussi un grand nombre de lacs salés en Asie Mineure, notamment auprès de Smyrne, Beyrouth, Bagdad, Alep, Angora, Koniah, etc...

La Porte avait créé le monopole du Sel en 1806. Mais elle avait toujours eu beaucoup de peine à lutter contre la contrebande à cause de l'étendue et de la multiplicité des lieux de production. La fabrication et la distribution du produit était, d'autre part, rendue très difficile pour la même cause, sans parler de la pénurie des moyens de transports.

Le monopole avait été cédé au Conseil d'administration de la Dette publique Ottomane. Cet organe avait énergiquement travaillé à réduire la contrebande. Il avait notamment traité avec le gouvernement de l'île de Samos, laquelle était exclue du monopole, ce qui était une porte ouverte à la fraude, et il avait obtenu d'y exploiter seul les salines, moyennant une redevance de 1.500 livres turques par an. Il avait de même traité avec le gouvernement autonome de Crète en 1901.

Le monopole du tabac.

Primitivement, le tabac était frappé d'un droit de consommation perçu au moyen de l'apposition d'une bande et qui s'élevait à des sommes allant de 5 à 30 piastres, suivant la qualité. Les détaillants payaient, d'autre part, une licence ou Beiyjé.

C'est en 1872 que fut créé le monopole des Tabacs qui fut concédé aux banquiers de Galata qui en tiraient un produit de 643.257 livres turques. Le décret de Mouhareme rétrocéda ce monopole au conseil d'administration de la Dette publique ottomane. Le conseil avait la faculté d'en affermer l'exploitation à une entreprise privée, à condition d'en répartir le bénéfice entre l'Etat, la Dette et la société, d'après des règles contenues dans la cession.

Le Conseil exploita d'abord lui-même et encaissa ainsi d'abord 727.000 livres turques. Mais il préféra ensuite se décharger de l'aléa résultant des frais de surveillance et de répression et dès 1863 il traita avec une compagnie privée qui prit le nom de régie co-intéressée des tabacs ottomans. C'était une société anonyme constituée pour 30 ans avec un capital de 4.400.000 livres turques divisé en 200 mille actions de 500 francs dont la moitié était entièrement versée. Cette société entra

en activité en juillet 1881. Elle devait verser une redevance annuelle de 750.000 livres turques. Sur le produit net, après déduction de la redevance et des frais d'administration, on prélevait la somme nécessaire pour servir un intérêt de 8 % au capital-action effectivement versé. Les parts de fondateurs recevaient 5 % du surplus, l'excédent était réparti de la manière suivante :

sur les frs, 500.000 liv. T à la dette 35 0/0 à l'Etat 30 0/0 à la S 35					
— 2°	—	34	—	39	— 27
— 3°	—	30	—	52	— 18
— 4°	—	20	—	70	— 70
au-delà de 2,000,000		15	—	75	— 10

On avait fait augmenter progressivement la quote-part revenant à l'Etat, pour intéresser ce dernier à la répression de la contrebande.

La Société avait le monopole de la fabrication de la vente des produits consommés dans l'Empire. Elle percevait, de même, le droit de consommation sur les produits importés et la taxe sur les produits exportés en Egypte, Tunisie, Perse, Crète et à Samos. C'est elle également qui récoltait le droit de licence des détaillants. Elle avait dû racheter tous les stocks existant dans les fabriques privées.

La culture n'était soumise à aucune restriction.

Les planteurs devaient seulement demander à la régie une autorisation qui ne pouvait leur être refusée que si l'espace à cultiver était inférieur à 450 mètres carrés. Ils étaient tenus, d'autre part, de déposer toute leur récolte dans les entrepôts surveillés par la Régie.

Au début, les recettes du monopole furent loin d'être brillantes, tant la contrebande était active. Mais à partir de 1889, la situation commença à s'améliorer sensiblement.

Ce système avait beaucoup d'avantages pour le Conseil d'administration de la Dette publique Ottomane, qui était déchargé de tout aléa. Il obtenait un revenu fixe qui lui était toujours assuré même dans les plus mauvaises années, et, en outre, une part dans les super-bénéfices qui s'accroissaient d'année en année.

D'autre part, ce régime intéressait à la fois le gouvernement, la régie et la Dette aux progrès du monopole et ils n'ont pas manqué, en fait, d'unir leurs efforts pour en augmenter le rendement.

La concession a pris fin le 1^{er} janvier 1914 et depuis cette date c'est l'Etat qui a pris lui-même en charge la gestion du monopole.

§ IV. — Les Douanes (1)

Depuis 1861, les droits de douanes étaient uniformément de 8 % *ad valorem* sur toutes les marchandises importées et de 1 % sur les produits exportés. Il y avait, en outre, un droit de 2 % *ad valorem* sur le frêt voyageant d'un port à l'autre de l'Empire.

La sublime Porte voulut en 1907 porter les tarifs à 11 et à 4 % respectivement. Mais comme, en vertu des capitulations, il fallait l'assentiment des puissances, celles-ci subordonnèrent leur approbation à la réalisation d'un certain nombre de réformes financières intéressant la Macédoine. Les droits ayant donc été relevés à dater du 13 juillet 1907, les recettes supplémentaires furent réparties entre le Conseil d'administration de la Dette publique Ottomane et l'Etat à raison de 75 % à l'Etat et 25 % au Conseil.

L'Etat turc devait employer sa part à améliorer la situation de trois villayets de la Macédoine.

(1) Les capitulations conclues en 1673 et en 1740 fixèrent le droit de douane à 3 % *ad valorem*. Ce régime dura jusqu'en 1838, date à laquelle fut conclue avec l'Angleterre le traité de commerce de Balta-Liman. Ce traité qui n'était en somme qu'une capitulation déguisée et qui fut suivie d'actes similaires avec d'autres puissances, porta le droit à 5 %. D'autres traités conclus en 1861 portèrent ce droit à 8 %, mais ce droit invariable était également insuffisant pour lutter contre la concurrence étrangère.

A partir du 13 juillet 1907 les produits de cette surtaxe ont atteint les chiffres suivants :

1907-08.	544.799 liv. T	dont 136.247 à la dette.
1908-09.	917.478.	— 229.609 —
1909-10.	1.092.093	— 260.747 —

En 1910 l'empire voulut encore augmenter les tarifs douaniers. A la suite des négociations engagées avec les puissances il réussit à porter de 11 à 15 % les droits à l'importation (1). (Le droit de Tombéki).

Il faut faire une place à part au tabac importé de Perse et appelé le Tombéki. Il se fume dans

(1) Les capitulations et dans une époque relativement récente les différents traités de commerce qui n'étaient en somme que des capitulations déguisées puisqu'ils ont été conclus sous la menace de faire retour au régime douanier des capitulations furent fatals au développement économique de l'empire ottoman. En effet le système de tarification uniforme *ad valorem* présentait un vice capital pour ceux qui voulaient développer l'industrie du pays : le droit d'importation de 11 % dans son application aux manufactures étrangères offrait une protection insuffisante pour encourager les industries ottomanes tandis que dans son application aux matières premières étrangères dont il augmentait le prix ce droit désavantagea les industries ottomanes dans leur concurrence avec l'étranger. Pour être libre économiquement, il faut être maître de ses tarifs de façon à pouvoir les modifier selon les besoins du pays et du moment. Or tel n'était pas le cas du gouvernement ottoman à qui les puissances étrangères avaient imposé un tarif unique à toutes les marchandises sans distinction. Des tarifs différentiels per-

le narghilé. Il était frappé à l'entrée d'un droit dont le produit était versé au Conseil de la Dette publique Ottomane jusqu'à concurrence de 50.000 livres turques.

§ 5. — Le Timbre et l'Enregistrement.

Le droit d'enregistrement.

Ce droit était recouvré par l'administration du cadastre à l'occasion de tout acte dont l'objet était de transférer la propriété à titre définitif par vente, échange, donation ou partage, ou de la grever de charges telles que : hypothèques, etc.

Il ne portait que sur les immeubles ou les biens assimilés à des immeubles, savoir les fonds de commerce et les sources d'eau potable.

Les transferts résultant d'une transaction amiable n'étaient pas seuls taxés. Il y avait aussi les actes judiciaires, les mutations résultant d'un jugement.

Le droit qui était toujours proportionnel avait un tarif variable suivant la nature de l'opération ; le taux était de 30 pour 1000 pour les ventes et pour les échanges ;

mettent seuls de protéger utilement l'industrie et le commerce d'un pays. Ainsi cette situation économique déplorable de l'empire ottoman fut une des causes principales de sa décadence.

De 20 pour 1000 pour les partages.

Les ventes de terres ne supportaient qu'un droit de 20 pour mille.

Les hypothèques supportaient un droit de 20 pour mille.

La valeur du bien transmis ou hypothéqué était appréciée par l'administration.

Le paiement pouvait être fractionné en trois versements en trois ans.

Au cas où les contribuables omettaient de déclarer la mutation, ils supportaient une amende consistant dans le double du droit.

D'autre part, certains actes étaient assujettis à la formalité de l'enregistrement, savoir, les décisions des tribunaux, et les actes authentiques. Pour les actes sous seings privés, cette formalité était facultative.

Le droit de Timbre.

La loi relative au *Timbre* frappait tous les actes sous seings privés, les contrats entre particuliers, les transactions commerciales et les créations des sociétés. C'était la loi du 23 décembre 1894. En 1899 il fut créé une surcharge de timbre dont le produit était affecté au service de l'immigration musulmane.

Jusqu'au 20 février 1905 les étrangers étaient

exempts du droit de timbre. Les journaux paraissant à Constantinople étaient toujours exempts :

Les recettes du timbre de 1882 à 1909 ont donné les chiffres que voici :

1882.....	146.761	1900.....	225.926
1885.....	138.589	1905.....	439.264
1890.....	205.979	1908.....	377.682
1895.....	224.908	1909.....	420.364

§ 6. — Des Tributs.

Les tributs payés par les provinces vassales en échange d'une certaine autonomie ou de certains privilèges tenaient une assez grande place dans le budget de l'ancienne Turquie.

La redevance de *Chypre* existait depuis le traité de Berlin de 1878 qui avait conféré à l'Angleterre le droit d'occuper ce territoire. Cette redevance s'élevait à la somme de 114,680 livres turques.

Il convient de signaler aussi le tribut payé par l'Egypte et ceux de la Roumélie orientale de Samos et du Mont Athos.

§ 7. — Les Recettes administratives.

Les impôts que nous avons étudiés ci-dessus étaient tous perçus par l'administration des finances et rentraient dans le budget général.

Il y avait d'autres recettes recouvrées par les différents départements ministériels. Elles n'entraient pas dans les ressources du budget général mais étaient employées par chaque département à ses besoins propres. Ce régime entraînait d'ailleurs des abus, car il aboutissait à écarter tout contrôle sur cette gestion financière.

Il y avait d'abord la taxe d'exonération du service militaire perçue par le ministère de la guerre à raison de 50 livres turques par tête sur les non musulmans ?

De même le produit du monopole des poudres et salpêtres appartenait exclusivement à cette administration.

Les amendes recouvrées par la gendarmerie étaient encaissées par ce département ministériel puis le ministère de l'intérieur recueillait les bénéfices de l'exploitation de l'usine à gaz de Dalma Batché qui procurait l'éclairage de Constantinople et qui avait été cédée en 1909 à la ville de Constantinople les redevances de la Compagnie du Mahoussé concessionnaire d'une entreprise de transport sur le Bosphore appartenait au ministère de l'intérieur.

Le ministère de la Marine avait le produit des péages des ponts de la Corne d'Or, qui furent ensuite abandonnés à la Ville de Constantinople en 1908.

Au ministère de l'Intérieur, encore, appartenaient les droits perçus à l'occasion de la délivrance des passeports. On peut s'étonner de ce que cette recette n'aille pas plutôt au département des affaires étrangères. Mais en Turquie le passeport était nécessaire non seulement pour se rendre à l'étranger mais aussi pour aller d'une province à l'autre de l'Empire. Ce régime procurait de sérieux bénéfices à l'Etat, au détriment toutefois des facilités de la circulation.

En 1896, les passeports ont disparu à l'intérieur.

Le ministère de la justice bénéficiait du produit des taxes de justice et des amendes, et des droits perçus par le service de l'Etat civil.

Les postes et télégraphes alimentaient le ministère du même nom.

Le ministère des affaires étrangères avait le produit des taxes frappant la délivrance des passeports pour l'extérieur.

Le ministère des travaux publics percevait des prestations en nature ou en argent pour l'entretien des routes ; le ministère du commerce, les redevances des mines d'Héraclée et de Zoncil-dack) ; le ministère de l'Agriculture, les revenus des domaines ; l'administration sanitaire, les droits de tonnages et les taxes sanitaires recueillis dans les ports.

Nous avons dressé dans le tableau ci-dessous

l'état des recettes de l'Empire pour l'exercice
1897-98 :

Impôts directs.

Contribution foncière de Constanti- nople	275.092	
Contribution foncière des Vilayets.	2.236.902	
Temettu	742.153	
Taxe d'exonération du service milig taire.....	756.210	
Dime.....	4.332.338	
Agnam	1.734.042	
Taxes et recettes diverses.....	305.060	10.531.729

Impôts indirects.

Douanes.....	2.165.784	
Sel.....	786.190	
Tabac.....	754.296	
Spiritueux.....	248.535	
Timbre	277.110	
Pêches.....	107.616	
Dime des tabacs.....	100.000	
Dime des soies.....	106.387	
Recettes diverses	191.013	4.736.390

Recettes administratives.

Départements militaires.....	532.793	
— civils.....	2.522.771	3.055.564

Tributs.

	1.136.346	
TOTAL GÉNÉRAL.....		18.927.749

Nous avons vu dans le chapitre précédent l'en-
semble des recettes de l'ancien régime, mainte-
nant nous voulons donner quelques précisions

avec des chiffres sur leur montant. Le tableau reproduit ci-dessous contient les prévisions des recettes du premier budget ottoman de l'exercice 1863-1864. L'examen de ce tableau nous montre que l'ancien régime tirait la plus grande partie de ses recettes d'abord des impôts directs. Le montant des contributions directes dans le budget en question s'élevait en effet à 212 millions de francs or en chiffres ronds, en second lieu le montant des contributions indirectes s'élevait à 120 millions de francs or. En somme l'ensemble des recettes faisait un total de 346 millions de francs or.

LE PREMIER BUDGET OTTOMAN (EXERCICE 1863-1864)

BUDGET DES RECETTES

Contributions directes.

Impôt foncier.....	78.193.000 francs (or).
Rachat du service militaire.....	13.834.000 —
La dîme.....	74.891.000 —
Taxe sur les moutons.....	20.305.000 —
Taxe sur les porcs.....	335.000 —
Droits de pêche.....	1.315.000 —
Pêcherie.....	326.000 —
Tapou.....	2.875.000 —
TOTAL.....	212.174.000 francs (or).

Contributions indirectes.

Les douanes.....	57.600.000 francs (or).
Tabacs.....	13.800.000 —

Droits sur les contrats.....	361.000 francs (or).
Papier timbré.....	3.450.000 —
Droits sur les spiritueux.....	2.875.000 —
Droits divers.....	28.175.000 —
Salines.....	14.375.000 —
TOTAL.....	120 336.000 francs (or).

Produits divers.

Postes et Télégraphes.....	2.307.000 francs (or).
Produit de la vente des propriétés de l'Etat.....	1.295.000 —
Imprimerie Nationale.....	251.000 —
Propriétés de l'Etat.....	442.000 —
Forêts.....	365.000 —
Fermes impériales.....	1.998 000 —
Muines.....	2.136.000 —
TOTAL.....	8.794.000 francs (or).

Recettes spéciales.

Ministère de la Marine.....	1.387.000 francs (or).
Ministère du Commerce.....	558 000 —
TOTAL.....	1.945.000 francs (or).

Tributs diverses.

De l'Egypte.....	9.200 000 francs (or)
De la Valachie.....	575.000 —
De la Moldavie.....	345 000 —
De la Serbie.....	529.000 —
De la Samas.....	92.000 —
Du Mont Athos.....	28.000 —
TOTAL.....	10.769.000 francs (or).

TOTAL GÉNÉRAL. 346.198.000 francs (or).

Le deuxième tableau reproduit ci-dessous représente le montant des recettes de l'exercice 1875-1876. Il se caractérise particulièrement par deux points très importants. D'abord par le progrès de 22 millions de francs or que les recettes du budget ont fait dans un intervalle de 11 ans car le montant des recettes qui était en 1864 de 346 millions de francs or est devenu 570 millions de francs or en 1875. Cette augmentation tient à plusieurs causes que nous ne voulons pas chercher ici. En second lieu les tributs payés par différents pays vassaux à l'empire ottoan ont subi aussi une augmentation appréciable car le montant des tributs qui était en 1864 de 10 millions de francs or est devenu 18 millions de francs or en 1875.

LES RECETTES DE L'EXERCICE 1874-1875

Contributions directes.

Verghi.....	74.973.000 francs.
Impôt foncier et patentes.....	17.250.000 —
Exonération militaire.....	19.156.000 —
TOTAL.....	111.379.000 francs.

Contributions indirectes.

Dîmes.....	161.000.000 francs.
Quart des dîmes.....	40.250.000 —
Taxe sur les moutons et porcs..	50.769 000 —
Douanes.....	47.725.000 —
Tabacs.....	34.600.000 —

Droits sur les soies.....	5.244.000 francs.
Droits sur les spiritueux.....	1.750.000 —
Tapou.....	17.250.000 —
Papier timbré.....	11.500 000 —
Enregistrement.....	2.300.000 —
Taxes judiciaires.....	2.875 000 —
Droits divers.....	10.565.000 —

TOTAL 385.628.000 francs.

Recettes diverses.

Salines.....	18.975.000 francs.
Propriétés de l'Etat.....	8.050.000 —
Recettes spéciales du Ministre de la Marine.....	2.875.000 —
Recettes spéciales du Ministre du Commerce.....	402.000 —
Recettes de la police.....	27.000 —
Droits sanitaires.....	863.000 —
Mines.....	3.484.000 —
Postes et Télégraphes.....	10.522.000 —
Cadastre.....	736.000 —
Divers.....	7.818.000 —

TOTAL 34.782.000 francs.

Tributs.

Tribut d'Egypte.....	17.250.000 francs.
» de Valachie.....	575.000 —
» de Maldives.....	345.000 —
» de Serbie.....	529 000 —
» de Samos.....	92 000 —
» de Mont Athos.....	16.000 —

TOTAL 18.807.560 francs.

TOTAL GÉNÉRAL. 570.566.560 francs.

Le tableau suivant contient les évaluations des recettes de l'exercice 1897-1898. Il peut être considéré comme le budget moyen des recettes des dix dernières années du régime d'Abdul-Hamid, car la situation ne s'est pas modifiée sensiblement durant cette période décennale.

RECETTES DE L'EXERCICE 1897-1898 (1313)

A. — Impôts directs.

Impôt immobilier de Constantinople.....	275.022	livres turques.
Impôt immobilier des Vilayetes, Temettu.....	2.236.902	—
Taxe d'exonération du service militaire.....	742.135	—
Dîmes.....	886.210	—
Aghnams....	4.332.338	—
Taxes et recettes diverses.....	1.754.062	—
TOTAL.....	305.060	—
	10.531.729	livres turques.

B. — Impôts indirects.

Douanes.....	2.165.784	livres turques.
Sel.....	786.190	—
Tabacs.....	754.295	—
Spiritueux.....	248.535	—
Timbres.....	277.110	—
Pêcherie.....	107.616	—
Dîmes des tabacs.....	100.000	—
Dîmes des soies.....	106.387	—
Recettes diverses.....	191.013	—
TOTAL.....	4.736.930	livres turques.

C. — Recettes administratives.

Départements militaires.....	532.795	livres turques.
Départements civils.....	2.522.771	—
TOTAL.....	3.055.564	livres turques.

D. — Tributs.

TOTAL DES TRIBUTS..	1.136.316	livres turques.
TOTAL GÉNÉRAL.....	18.927.746	livres turques.

Le tableau suivant contient les prévisions des recettes budgétaires de l'année 1326. Celui-ci, comme le précédent, attire notre attention par ce fait que le montant des contributions directes est plus élevé que celui des contributions indirectes. En effet le montant des impôts directs s'élève à 13 millions de livres turques or en chiffres ronds, tandis que le montant des impôts indirects ne s'élève qu'à 7 millions de livres turques en chiffres ronds.

TABEAU DES RECETTES BUDGÉTAIRES (Exercice 1326)

Contributions directes

NATURE DES RECETTES	PRÉVISION	CHIFFRES VOTÉS	Livres turques
Impôt foncier.....	2.519.420		—
Temettu.....	503.994		—
Taxe d'exonération militaire	1.289.612		—
Prestations.....	553.938		—
Aghnams.....	1.814.152		—
Dîmes.....	6.731.107		—
Impôts divers.....	233.669		—
TOTAL.....	13.725.892	13.638.285	—

Contributions indirectes.

Droits de timbre et d'Enregistrement.....	1.113.152	1.113.444	—
Douanes.....	4.217.752		—
Vins et spiritueux.....	283.079		—
Taxes diverses.....	329.981		—
TOTAL.....	4.825.812	4.825.771	—

Produits des Monopoles.

Sel.....	1.227.770		—
Tabacs.....	965.754		—
Postes et Télégraphes.....	912.129		—
Poudres à feu.....	104.325		—
Divers.....	50.466		—
TOTAL.....	3.262.424	3.341.264	—

Exploitations industrielles de l'Etat.....	402.889	402.896	—
Produit des Domaines ...	313.651	312.838	—
Tributs.....	871.716	893.871	—
Produits divers du Budget.	1.132.896	1.288.732	—
Total Général des Recettes..	25.848.332	26.015.101	L.T.

Le tableau reproduit ci-dessous contient comme le précédent les prévisions des recettes budgétaires de l'exercice 1327. Dans ce budget les impôts directs fournissent la plus grande partie des recettes nécessaires à l'Etat. Le montant des impôts directs s'élève à 14 millions de livres turques or en chiffres ronds, au contraire le montant des impôts directs ne s'élève qu'à 7,5 millions de livres turques or en chiffres ronds.

TABLEAU DES RECETTES BUDGÉTAIRES (Exercice 1327)

Contributions directes.

NATURE DES CRÉDITS	PRÉVISION	LIVRES TURQUES
Impôt Foncier{.....}	2.600.413	—
Temettu.....	595.990	—
Exonération militaire.	1.300.520	—
Prestations.....	600.950	—
Aghnams.....	1.912.150	—
Dimes.....	6.801.100	—
Impôts divers.....	250.652	—
TOTAL	14.061.774	—

Contributions indirectes.

Droit de timbre et d'en- registrement.....	1.119.440	—
Douanes.....	4.220.700	—
Vins et spiritueux....	286.040	—
Taxes diverses.....	325.980	—
TOTAL.....	4.720.650	—

Produit des Monopoles.

Sel.....	1.230.700	—
Tabacs.....	970.750	—
Postes et Télégraphes.	950.100	—
Poudre à feu.....	106.300	—
Divers.....	52.400	—
TOTAL.....	3.310.250	—

Exploitations indus- trielles de l'Etat..	407.800	—
Produit des domaines.	312.610	—
Tributs.....	871.316	—
Produits divers.....	1.135.000	—
TOTAL.....	2.726.726	—
TOTAL GÉNÉRAL.....	26.418.840	—

Quand aux dépenses ! Sous l'ancien régime dans les dépenses régnait le même désordre que dans les recettes. Là encore les prévisions ne constituaient qu'en de très vagues approximations. Les deniers publics n'étaient pas centralisés dans une caisse unique ni compris dans une comptabilité générale. Chaque administration faisait l'emploi des recettes qu'elle a perçues elle-même et demandait en plus au ministère des finances une certaine quantité d'argent qu'elle donnait en payement à ses créanciers. Sous l'ancien régime le vrai budget n'existait pas. Il n'est pas question d'affectation de crédit à tel ou tel service. Chacun d'eux tirait du ministre des finances l'argent nécessaire au besoin. Dans ces conditions aucun contrôle n'était pas possible au milieu d'une pareille désorganisation. Voici le tableau suivant qui contient les prévisions des dépenses du premier budget ottoman de l'exercice 1863-1864.

LE PREMIER BUDGET OTTOMAN

(EXERCICE 1863-1864)

BUDGET DES DÉPENSES

Dette extérieure	40.430.000 francs.
Dette intérieure	32.775.000 —
Intérêt et amortissement des	
Eshames	5.266.000 —
Intérêt de l'Emprunt intérieur . .	7.179.000 —
Dettes dues à la Caisse des or-	
phelines	668.000 —

Dotation des provinces du Hedjaz et du Yemen	8.523.000	francs
Liste civile du sultan et autres allocations	27.712.600	—
Pensions et secours	7.847.000	—
Conseil supérieur de la Justice, conseil des Trésors	1.579.000	—
Ministère de la Guerre	95.198.000	—
Direction générale de l'Artillerie	4.370.000	—
Ministère de la Marine	24.191.900	—
» de la Justice	2.402.000	—
» de la Police	4.789.000	—
» de l'Intérieur	41.082.000	—
» de l'Instruction publique et des Travaux publics	1.084.000	—
» des Vacoufs	4.627.000	—
» des Affaires Etrangères	3.016.000	—
» des Finances	15.000.000	—
» du Commerce	458.000	—
TOTAL	327.194.000	francs.

Service de la Dette extérieure.

Emprunt de 1854	5.249.000	francs.
» de 1855	6.202.000	—
» de 1858	8.750.000	—
» de 1860	3.408.000	—
» de 1862	16.000.000	—
TOTAL	39.678.000	francs.
TOTAL GÉNÉRAL	366.872.000	francs.

Voici un deuxième tableau résumé des dépenses de l'exercice 1897-1898 que l'on peut prendre comme type du budget des dépenses des dix dernières années du règne d'Abdul-Hamid, car la

situation ne s'est pas modifiée sensiblement durant cette période décennale.

DÉPENSES DE L'EXERCICE 1897-1898 (1313)

A. — Liste civile impériale.

Liste civile du sultan.....	627.172	livres turques (or).
Allocation à la famille impé- riale.....	305.378	—
TOTAL.....	932.550	livres turques (or).

B. — Dette publique.

Dette consolidée.....	4.943.679	—
Dette flottante.....	1.539.574	—
TOTAL.....	6.483.253	livres turques (or).

C. — Allocations pieuses et diverses.

TOTAL.....	795.490	livres turques (or).
------------	---------	----------------------

D. — Départements militaires.

Guerre.....	5.296.953	livres turques (or).
Marine.....	653.170	—
Artillerie.....	552.122	—
Gendarmerie.....	1.254.174	—
TOTAL.....	7.756.419	livres turques (or).

E. — Départements civils.

TOTAL.....	3.828.470	livres turques (or).
TOTAL GÉNÉRAL.....	19.796.182	livres turques (or).

Les dépenses des principaux services administratifs de l'empire ottoman s'élevaient en moyenne

à une vingtaine de millions de livres turques (455 millions de francs). Chaque année les recettes étant inférieures aux dépenses, le budget laissait un déficit couvert par des emprunts extérieurs cotractés à l'étranger soit par des avances figurant à la dette flottante. Le système fiscal de l'ancienne Turquie reposant en grande partie sur l'agriculture devait aussi provoquer l'augmentation de la dette flottante, car les rentrées d'impôts étaient très irrégulières et souvent tardives et on avait besoin de ressources immédiates. Le ministre des finances s'adressait donc à des banquiers de Galata, à la banque ottomane, à la banque d'agricole et à différents autres établissements comme la société des phares. Toutes ces institutions de crédit jouaient un rôle important dans les finances ottomanes.

TABLEAU DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES (Exercice 1326)

NATURE DES CRÉDITS	CRÉDITS VOTÉS	LIVRES TURQUES
Dépenses ordinaires..	8.374.480	—
Dette publique	493.440	—
Liste civile	217.635	—
Corps législatif	3.168.544	—
Ministre des Finances.	18.848	—
Cour des Comptes...	477.567	—
Direction générale des douanes.....	790.114	—
Direction des Postes et Télégraphes...	108.987	—
Cadastre.....	26.778	—

Grand vizirat	1.310.544	livres turques.
Ministre de l'Intérieur.	450.405	—
Ministre des Affaires Etrangères.....	498.571	—
Ministre de l'Instruc- Publique.....	1.161.337	—
Ministre des Travaux Publics et du Commerce	395.844	—
Ministre de la Marine.	9.000.000	—
Ministre de la Guerre.	489.677	—
Ministre de la Justice et Cultes	946.398	—
Sûreté publique.....	32.750	—
Conseil d'Etat	238.714	—
Cheik-ul-Islamat	763.684	—
Mines, Forêts et Agri- cultures	615.843	—
Chemins de fer du Hédjaz	1.640.312	—
Fabrication des muni- tions de guerre..	1.757.019	—
Gendarmerie	100.000	—
TOTAL DES DÉPENSES ORDINAIRES.....	<u>32.997.722</u>	—

Dépenses extraordinaires.

Guerre	1.750.000	—
Travaux Publics.....	946.062	—
TOTAL DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES,	<u>2.966.062</u>	—
TOTAL GÉNÉRAL	35.693.784	—

M. Charles Laurent a cherché à évaluer ces découverts annuels : il est arrivé à trouver que de 1882 à 1907 l'excédent des dépenses s'était élevé à 1.691 millions de francs en chiffres ronds en

25 ans, soit une moyenne annuelle de 64 millions de francs, soit 2.800.000 livres turques. Le tableau suivant contient les prévisions des dépenses de l'exercice 1327.

TABLEAU DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES (Exercice 1327)

NATURE DES CRÉDITS	PRÉVISION	LIVRES TURQUES
Dépenses ordinaires.....	10.705.529	—
Dette publique.....	493.280	—
Liste civile.....	196.258	—
Corps législatif.....	3.558.584	—
Ministre des Finances....	19.171	—
Cour des Comptes.....	510.157	—
Direction générale des Douanes.....	804.108	—
Direction générale des Postes et Télégraphes.	115.821	—
Cadastre.....	274.78	—
Grand vizirat.....	1.146.123	—
Intérieur.....	483.109	—
Sûreté publique.....	330.082	—
Conseil d'Etat.....	239.216	—
Affaires Etrangères.....	504.754	—
Cheik ul islamat.....	783.266	—
Justice et cultes.....	912.179	—
Instruction publique.....	1.159.719	—
Travaux publics et Com- merces.....	495.081	—
Mines, forêts et agriculture	792.153	—
Chemin de fer du Hédzaz.	1.414.261	—
Marine.....	9.078.106	—
Guerre.....	491.371	—
Fabrication des munitions de guerre.....	1.843.635	—
Gendarmerie.....	100.000	—
TOTAL GÉNÉRAL..	35.007.746	livres turques.

A l'origine, dans l'empire ottoman, il y avait seulement des contributions directes. Celles-ci ne comprenaient que la capitation, la dîme et l'impôt foncier. C'étaient là les principaux impôts directs d'origine ancienne dont l'existence remonte au prophète. Quoique l'impôt sur le revenu, le tapou (sorte de droit de succession sur les fiefs dont l'usufruit était concédé aux habitants), les taxes judiciaires, les taxes sur les mariages, les amendes, soient-ils impôts directs, ceux-ci ne sont venus s'ajouter à cette liste que très tard vers 1800. En outre, le sultan (1) disposait de ressources considérables évaluées par les ambassadeurs Vénitiens à 14 millions de ducats, soit 140 millions de francs en monnaies de cette époque, ce qui représenterait 18 ou 20 fois plus aujourd'hui. Le grand Vizir doublait cette somme par la vente des fiefs et charges des grades et privilèges, des gouvernements et commandements (vénalité des offices). Par ce trafic des fonctions le trésor avait des recettes assez considérables. Enfin une source de revenus importante consistait et dans l'altération des monnaies et dans la confiscation des successions en déshérence et des biens des exilés et des condamnés. Il faut y ajouter des tributs levés sur les pays conquis

(1) Voir Ahmed Rassiun, *Histoire générale de la Turquie*, page 751 et suivantes.

auxquels on laissait une certaine autonomie ou certains privilèges. Le plus important était le tribut d'Égypte qui s'élevait à 755.000 livres turques. Il a joué un grand rôle dans les finances ottomanes en servant de gage aux divers emprunts. Les autres pays tributaires au début du XIX^e siècle étaient la Moldavie, la Valachie, la Serbie, Chypre, Samos, Mont-Athos.

En fin de compte la porte tirait des impôts directs dans une époque très reculée toutes les recettes qui lui étaient nécessaires ; cette politique financière était très défectueuse et critiquable en plusieurs points de vue (nous ne voulons pas les montrer en détail), signalons seulement qu'elle pesait trop sur l'agriculture et laissait indemne beaucoup de richesses qui pouvaient être d'excellentes matières imposables. Quant aux impôts indirects, ils ont une origine plus récente ; ils ont été créés, en effet, non pas par le coran mais par des ordonnances édictées par le souverain. Les principaux étaient : les droits de douane, le timbre sur les contrats, ventes et obligations constatés par des écrits, les droits d'octroi dans les villes, le monopole du sel et du tabac. Essayons maintenant de donner un tableau aussi résumé que possible de la législation fiscale telle qu'elle existait avant la réforme financière de 1925. La capitation ou (*haradj*), celle-ci était un tribut personnel payé par les sujets non

musulmans, mâles, majeurs, sains de corps et d'esprit. C'était une sorte de rachat, du droit d'existence, de prix de la tolérance des populations infidèles sur le sol de l'empire; c'était une capitation graduée qui divisait les assujettis en trois classes à raison de leur fortune, la première payait 2, la seconde 5 1/2 et la troisième 3 piastres par an. Cet impôt a été supprimé en 1856 lorsqu'on voulut admettre tous les sujets ottomans au service militaire. On s'aperçut bientôt de l'impossibilité de la fusion des deux races. On décréta alors que le service ne serait plus obligatoire pour les populations chrétiennes et qu'elles pourraient s'exonérer en payant une taxe de remplacement fixée à 50 livres turques. La taxe était payée par les communes à raison de 50 livres turques pour 135 habitants et elles devaient répartir ce contingent entre la population chrétienne.

DEUXIÈME PARTIE

La Réforme Fiscale de 1925

CHAPITRE UNIQUE

§ 1. — Les inconvénients du système fiscal de l'ancien régime.

Le point capital de la réforme de 1925 a été la suppression de la dîme qui a été réalisée par la loi du 17 février 1925.

Le procès de la dîme n'est plus à faire. Nous allons ici retracer sommairement les principaux défauts de cet impôt aux points de vue social, économique, politique et fiscal.

On sait que la dîme a existé longtemps en Europe occidentale, mais à titre de contribution religieuse. Dans les pays musulmans qui repoussent la distinction entre l'Eglise et l'Etat, la dîme a eu, au contraire, un caractère temporel, et c'est ce qui explique peut-être qu'elle y ait subsisté aussi longtemps à l'époque contemporaine.

A l'origine les inconvénients de cet impôt n'étaient pas très apparents, à une époque où le commerce et l'industrie étaient à l'état embryon-

naire et où la vie agricole était de beaucoup la plus pratiquée. L'absence de moyens de transports avait pour effet de limiter les relations économiques à l'emploi presque exclusif d'une seule méthode, celle du troc, d'autant plus que les instruments monétaires étaient en quantité très réduite. Il était donc normal et sans grands inconvénients économiques que l'impôt soit payé en nature et au point de vue social les prescriptions du coran, vivaces dans tous les esprits, commandaient elles-mêmes l'abandon d'une partie de la récolte à la Communauté, afin que l'Etat puisse venir en aide aux pauvres, aux veuves et aux orphelins et pourvoir à l'entretien des établissements religieux.

D'ailleurs, au fond, c'est pour faciliter aux croyants le paiement de l'impôt que la dîme était perçue en nature, vu la rareté des espèces monnayées.

Bien entendu, il en a été tout autrement du jour où l'industrie et le commerce se sont développés et où les moyens de transports ont fait de tels progrès que les relations économiques se sont transformées entièrement. L'apparition de la richesse mobilière et la multiplication des transactions portant sur cette richesse a obligé les Etats à réformer leurs systèmes fiscaux, en vue de rendre aussi rapide et aussi aisée que possible la perception de l'impôt. Il est évident que la dîme

est alors apparue comme ayant un mécanisme totalement incompatible avec les conditions nouvelles de la vie économique, à cause des formalités nombreuses vexatoires et forcément très lentes qu'elle comporte.

Les sociétés modernes ont renoncé à cet impôt dès le XVIII^e siècle, et on ne peut expliquer son maintien en Turquie jusqu'au premier quart du XX^e siècle que par des raisons religieuses et le caractère quelque peu arriéré de la société ottomane et les besoins du Trésor.

Pourtant, même en Turquie, l'évolution économique contemporaine avait rendu très saillants les défauts de la dîme.

Au point de vue social, la dîme avait deux effets également funestes :

D'une part elle donnait naissance à une classe d'intermédiaires parasites dont l'existence n'était d'aucune utilité sociale ou économique : savoir les adjudicataires de la dîme. Etant données les conditions qu'il fallait remplir pour obtenir la préférence, malgré la concurrence, il y avait forcément un certain nombre de personnes dans chaque région qui s'étaient spécialisées dans cette sorte de négoce. Ils ne reculaient devant aucun moyen pour pressurer le paysan, d'un côté, et pour frustrer l'Etat, de l'autre, principalement en se concertant entre eux pour fausser la concur-

rence et acquérir le marché au prix le plus bas possible.

D'autre part, cet impôt entravait complètement l'amélioration des conditions de vie du paysan. Sans parler du poids déjà très lourd de la contribution, la gêne occasionnée par son mode de perception accroissait les frais de l'exploitation dans de telles proportions que toute épargne devenait impossible, de sorte qu'il ne pouvait se former un capital agricole. A raison des nécessités du contrôle, il y avait quantité d'opérations que le paysan ne devait pas accomplir sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation des agents de perception. Par exemple, pour le battage, il fallait attendre l'inspection du collecteur de l'impôt, et il arrivait souvent que la récolte qui n'avait pu être rentrée à temps était détruite par la pluie ou l'orage.

Les longs délais que l'agriculteur devait ainsi subir l'empêchaient de vendre ses produits au moment le plus opportun et sur le marché le plus avantageux car il n'avait plus le temps de procéder aux transports nécessaires.

Il arrivait, par suite, que la récolte devait être consommée sur place ou vendue à vil prix, d'où des pertes énormes pour la classe paysanne.

Au point de vue économique, la dîme était également critiquable sous deux aspects différents.

D'abord, dans la mesure où l'Etat était obligé de procéder lui-même à la perception de l'impôt, ce qui se produisait lorsqu'il n'avait pu trouver d'adjudicataire, la puissance publique devait se transformer en négociant en céréales, et, dans cette entreprise, l'Etat turc ne se révélait certes pas plus capable que tout autre Etat.

Ensuite, la culture en Turquie était maintenue à cause du poids de l'impôt et des pertes que l'agriculture subissait à raison de l'incommodité de l'impôt, dans un état très arriéré. Les exploitants ne pouvaient acheter ni les engrais ni les machines nécessaires au progrès et à l'accroissement du rendement des terres.

Au point de vue politique, la dîme était la source d'une profonde inégalité entre les contribuables et elle ne pouvait que faire apparaître un antagonisme de classes. Il y avait une grande différence entre les impôts payés par les paysans et ceux que supportaient les habitants des villes. La dîme était au taux de 12,50 % comme nous le savons ; pour les raisons que nous avons indiquées ci-dessus, le poids de l'impôt était aggravé considérablement par les formalités de la perception. Enfin, la matière imposable représentait la seule ressource du contribuable, le paysan n'ayant généralement pas d'autres ressources que celles que lui procure l'exploitation de la terre.

Au contraire, jusqu'en 1875, les habitants de Constantinople étaient exempts de la patente et de la taxe d'exonération du service militaire, et après, au lieu de la dîme à 12,50 %, ils ne supportaient qu'un impôt sur le revenu à 5 % et cependant ces contribuables étaient beaucoup plus fortunés, dans l'ensemble, que les campagnards. Enfin, il y avait deux impôts, supportés par la classe agricole : l'impôt foncier non bâti et l'impôt sur le bétail, qui n'avaient pas d'équivalents dans les villes.

Cette inégalité fiscale était devenue particulièrement sensible avec les progrès de l'esprit démocratique au cours du XIX^e siècle, progrès auxquels la Turquie n'était pas tout à fait restée étrangère.

Au point de vue strictement fiscal, la dîme avait le grave défaut de comporter des frais de perception excessivement élevés, relativement à son rendement. L'Etat laissait, en fait, une grande partie du produit de la taxation aux mains des intermédiaires, les adjudicataires, ainsi que nous l'avons montré. Lorsqu'il procédait lui-même au recouvrement, il devait payer un grand nombre d'agents pour opérer les vérifications nécessaires, indemniser les contribuables des frais de transports, et il perdait encore au moment de la vente des récoltes qu'il avait entreposées.

D'autre part, la dîme était à la fois un impôt sur le revenu et un impôt sur le capital. De cette confusion, il résultait de sérieux inconvénients. Le capital productif était atteint au détriment de l'accroissement du revenu, qui était rendu impossible par la mutilation que subissaient les moyens de production. La matière imposable était arrêtée dans son développement, alors que les besoins de l'Etat ne cessaient d'augmenter avec les progrès de la civilisation. Les contribuables n'étaient pas taxés proportionnellement à leur capacité, car la même quantité de récolte supportait la même taxe, sans que le fisc distingue suivant que l'une ou l'autre avait coûté plus ou moins cher en engrais de toutes sortes, étant donnée la différence de fertilité des terres cultivées.

Sans doute, il est difficile d'établir pour chaque exploitant agricole quel est son revenu net. Les cultivateurs ne tiennent généralement pas une comptabilité comme les maisons de commerce. C'est pourquoi en France, par exemple, les bénéfices agricoles sont taxés, en principe, d'une manière forfaitaire. De toutes façons, la dîme était évidemment un procédé de taxation, auquel toute gère.

La dîme aboutissait, d'un autre côté, à des cas de doubles impositions : les mêmes denrées étaient taxées plusieurs fois : ainsi, les raisins payaient

la dîme chez le cultivateur, de même les feuilles de tabac, le miel, les orges, et ensuite le vin, le tabac, l'hydromel, et la bière payaient une taxe de consommation.

Tels étaient les inconvénients de la dîme en Turquie.

En outre : elle avait deux avantages insignifiants auprès de ces inconvénients graves. En premier lieu elle rapportait à l'Etat une grande ressource (surtout dans un pays essentiellement agricole comme la Turquie) et en deuxième lieu le mode de perception de la dîme en nature était commode aux paysans. Dans l'origine la dîme avait d'autres avantages et inconvénients religieux. Ceux-ci sont examinés de différents points de vue dans la conception de l'impôt chez les musulmans et que nous les reproduisons textuellement ci-dessous.

« Au point de vue humanitaire la dîme présente de nombreux avantages car elle permet de soulager les pauvres et les vieillards, de construire des asiles et des hospices pour panser les blessures des malades et des malheureux. C'est en outre une ressource assurée pour les chômeurs musulmans. Ainsi un musulman, un chrétien ou un juif pouvait frapper à la porte du (Beit-el-mal) pour demander assistance. La dîme aumônière présente un autre avantage, celui d'être une res-

source assurée pour l'Etat. Avec cet impôt on pouvait également faire une propagande religieuse réglementée et méthodique.

Les inconvénients.

Mais à côté de ces avantages il existe des inconvénients qu'on peut diviser d'après leur origine en deux parties : les inconvénients de la dîme dûs à la législation et les inconvénients dûs à l'application de cette législation.

Les inconvénients dûs à la législation elle-même. — Nous savons bien qu'un impôt doit être souple et non rigide, de même qu'une loi doit être en rapport avec les buts et les besoins de l'Etat. Dire que l'impôt doit être souple, c'est-à-dire qu'il doit être susceptible de varier dans son rendement entre un maximum et un minimum et même le cas échéant de disparaître quand on n'en a plus besoin. Il en est de la loi comme des impôts, il y a un principe général qui préside à la rédaction de toutes les lois. Le législateur doit se proposer le bonheur de la société, le maintien de l'ordre et du gouvernement. Il en est de même d'une loi constitutionnelle, malgré sa rigidité elle peut être révisée d'après les règles prévues par la constitution. La législation musulmane en général y compris la loi sur la dîme est contraire à la concep-

tion précédente qui est la base de la législation moderne dans son ensemble ou dans ses détails. Le coran, source des lois musulmanes, est un code en même temps qu'un livre saint. On ne peut ni changer ni modifier les textes qu'il contient sans porter atteinte à la religion et sans commettre un sacrilège. C'est pourquoi le flot des années et des siècles s'est brisé en vain sans pouvoir ébranler ni modifier cette législation intangible. Bien que les lois fussent démodées et même néfastes pour les musulmans, les califes et le gouvernement musulman les appliquaient toujours. C'est seulement au cours du dernier siècle que cette conception a évolué sous l'influence de la civilisation occidentale et du réveil de l'orient. Dès lors, on a commencé à négliger les lois canoniques en les appliquant exclusivement aux questions religieuses et non comme auparavant à la chose publique. Un autre inconvénient dû à la législation s'est aussi la conception de créer une certaine dîme aumônière, c'est-à-dire de ramasser de l'argent en vue de le dépenser et de le distribuer pour certains besoins. Sans examiner la véritable utilité de cette perception et de cette distribution ainsi que le caractère des besoins auxquels il s'agit de faire face. Dans la conception moderne on considère d'abord l'intérêt des citoyens et ensuite on crée les impôts. On dépense ces intérêts

dans l'intérêt public du pays qui varie selon les circonstances. On ne vise l'argent des citoyens qu'en raison de la nécessité de l'affecter à des dépenses indispensables.

Les inconvénients de la dîme aumônière dus à l'application de la législation musulmane. —

Le coran en imposant la dîme et en la distribuant de plein droit à une certaine catégorie de personnes a encouragé indirectement le chômage et la paresse. Cette conséquence néfaste est pourtant contraire à l'esprit du coran et à la pensée du prophète qui n'ont jamais rien voulu de semblable. Le livre sacré et l'apôtre stimulent au contraire les fidèles au travail et à la lutte pour augmenter leur bien-être.

Le coran dit aux fidèles : « Exploitez la terre ». Le prophète a dit à son peuple : « Celui qui travaille et obéit à son dieu est plus proche du bonheur que celui qui dépense tout son temps à faire des prières et des rites religieux. » Les califes, successeurs du prophète, suivirent une politique toute différente. Pour garder leurs nouvelles conquêtes, ils encouragèrent les musulmans vainqueurs à rester dans l'armée au lieu de les laisser travailler dans le commerce ou dans l'agriculture. Pour payer ces guerriers il y avait le trésor (Beit-El-Mal) et aussi la dîme qui répondait au besoin de certains d'entre eux tels que les pauvres et les

indigents, etc. Mais en appliquant la loi de la dîme on poussait ces oisifs à ne pas faire d'efforts pour le progrès de l'Etat. De cette politique des califes naquit le mépris du commerce et de l'agriculture dans le monde musulman. Cette hostilité subsista jusqu'au démembrement de l'empire ottoman et jusqu'à son effondrement. En effet, quand les Turcs assumèrent la responsabilité de la civilisation musulmane après leurs conquêtes en Orient (1), ils ne combattirent pas cette tendance hostile au commerce et à l'agriculture que nous venons de constater, au contraire ils la trouvèrent à leur goût et l'encouragèrent ainsi que la bureaucratie et ils regardèrent les commerçants et les paysans, qui représentent cependant les véritables forces vitales d'un pays, comme des éléments inférieurs de la société. Cette conception a fait beaucoup de tort au peuple musulman ainsi qu'à sa civilisation.

Une telle politique sociale avec toutes ses conséquences néfastes ne dérive par de la loi musulmane, elle est la conséquence de sa mauvaise interprétation par certains législateurs et surtout par

(1) Les Turcs ont conquis la Syrie, la Palestine, l'Egypte et le Soudan en 1517. Peu de temps après ils ont conquis toute la péninsule arabe et aussi la Perse. Il ne faut pas oublier qu'à un certain moment l'Afrique du Nord était sous leur autorité.

les conquérants, qu'il s'agisse des califes de l'empire musulman ou des sultans ottomans. »

En face du tableau très sombre que nous venons de tracer, on peut se demander comment la dîme a pu survivre aussi longtemps en Turquie. Nous avons dit que ce fait ne pouvait guère s'expliquer d'abord que par des raisons morales et religieuses.

Pour comprendre plus aisément l'influence de cet élément sur le maintien de la dîme, il faut approfondir quelque peu l'histoire des origines de la dîme (1).

Lorsque les musulmans avaient conquis une région, ils laissaient leur liberté aux habitants, mais ils ne leur laissaient pas la pleine jouissance de leurs biens, tout au moins de leurs biens immeubles.

Ceux-ci étaient divisés en trois catégories :

1) Ceux qui étaient compris dans l'agglomération des villes ou villages et dans un certain rayon autour n'étaient pas imposés.

2) Ceux qui étaient à l'extérieur des agglomérations n'étaient pas irrigués naturellement : ceux-ci payaient la dîme à raison de 10 % ; le produit de cette taxe n'appartenait pas au Trésor, il était exclusivement destiné aux pauvres de la localité.

(1) Voir Hassantahsin, professeur à la Faculté de droit de Constantinople : *Les impôts turcs sous l'ancien régime*.

La terre en question s'appelait araziochriyé et l'impôt harradj mukassemé.

3) En troisième lieu, ceux qui étaient aussi à l'extérieur des villes ou villages étaient irrigués naturellement. Ceux-ci, le conquérant se les appropriait en principe. Néanmoins, il les laissait le plus souvent aux mains des détenteurs, anciens propriétaires, mais à charge de payer :

1° Un droit fixe, sorte de loyer qui était dû, qu'il y ait ou non une récolte ;

2° Un droit proportionnel ou dîme variant de 10 à 50 % et basé sur la récolte.

Ces terres s'appelaient harradjiyé et l'impôt (harradj muvazaf.

Etant donné ce caractère complexe de la dîme, on comprend que la puissance publique ait hésité pendant si longtemps à le supprimer. D'abord, la dîme affectée aux secours d'assistance, n'appartenait pas, en principe, au sultan mais aux pauvres et il ne pouvait dépendre, en théorie, du gouvernement de la supprimer. Quant à la dîme consistant dans un droit fixe, c'était plus un fermage, une redevance due à raison de l'occupation de la terre qu'un impôt, de sorte que sa disparition aurait pu paraître consister dans une véritable aliénation du domaine de l'Etat.

En outre de ces considérations plutôt théoriques, il faut bien dire que la survivance de la

dîme s'expliquait aussi comme celle de tous les impôts très anciens, par le fait que cet impôt pratiqué depuis très longtemps donnait un rendement certain, et que le Trésor pouvait hésiter à le supprimer, dans la crainte de ne pas être en mesure de le remplacer par une taxation d'une égale productivité. Il s'est passé, pour la dîme, ce qui a lieu en France en ce moment pour l'octroi.

« Adapté aux premières conditions d'existence de la première moitié du XIX^e siècle, écrit M. le Professeur Allix, à propos de l'octroi (1), l'octroi ne l'est pas au rythme de la vie contemporaine. Conçu pour un régime de trafic modéré et de commerce local, il n'est pas compatible avec la circulation intense et rapide de l'époque actuelle. La barrière de l'octroi est maintenant, il faut le reconnaître, infiniment plus gênante qu'il y a cinquante ans et il est infiniment probable que les obstacles que les octrois apportent à la commodité et à la rapidité des échanges les condamneront à disparaître à plus ou moins longues échéances... »

Le législateur français a bien essayé à plusieurs reprises de supprimer les octrois, le Constituant en 1791, l'assemblée nationale en 1848, les lois récentes du 24 février 1897, du 21 février 1918

(1) Allix et Lecerclé: *Les Contributions indirectes*, Paris, 1930.

et du 13 août 1926, mais il a toujours été impossible de trouver des taxes de remplacement qui permettent une suppression complète sans désorganiser les finances locales.

§ 2. — La Réforme financière de la loi
du 17 février 1925 (1)

Un des principaux soucis du nouveau régime a été de venir au secours de la classe agricole.

La première mesure qu'il a dû envisager a été la suppression de la dîme. Mais il a travaillé, en outre, d'une manière positive en faveur des paysans en développant le crédit agricole et les moyens de transports, notamment par la construction de nouvelles lignes de chemins de fer. Enfin, il n'a pas manqué de prendre des mesures de protection douanière en faveur de l'agriculture.

La suppression de la dîme a été l'œuvre essentielle de la loi du 17 février 1925.

Sous l'ancien régime, un des obstacles qui entravait toute réforme fiscale, c'était l'existence des privilèges stipulés par les capitulations au profit des étrangers (1). Comme l'on sait, l'origine

(1) Cette réforme est dûe au premier ministre turque Ysmet Pacha.

(1) Hassan Tahsim, professeur à la Faculté de droit de Constantinople : *Science et législation financière turque*.

des capitulations était la différence des religions et la nécessité de soustraire les chrétiens étrangers à la compétence des tribunaux turcs qui avaient un caractère religieux et ne pouvaient appliquer d'autre droit que celui inscrit dans le Coran.

Cependant les immunités fiscales des étrangers n'avaient aucun fondement de cette sorte, mais l'Empire Ottoman avait lutté vainement pour en obtenir l'abrogation. Ces immunités arrêtaient l'œuvre du législateur Ottoman, non seulement dans l'élaboration d'une meilleure répartition des charges fiscales entre les habitants, mais aussi dans la détermination de son tarif douanier.

Après la guerre de 1914, les capitulations ont disparu avec le traité de Lausanne le 20 juillet 1923, et la république a pu entreprendre en toute liberté une réforme de l'Etat, sous tous les aspects : social, politique, religieux, militaire, constitutionnel et financier (1).

Les réformateurs ont d'ailleurs largement uti-

(1) Parfaitement légitime alors que le pays n'offrait aux étrangers aucune sécurité, aucune garantie contre l'arbitraire des autorités locales. Elles constituaient dans le dernier temps sur certains points une restriction à la liberté d'action du gouvernement ottoman que rien ne justifie plus, elles le privait notamment en exemptant les étrangers de toute contribution directe d'une source de revenus qui lui seraient un appoint sérieux pour équilibrer son budget.

lisé les exemples fournis par les civilisations européennes.

En matière fiscale, le gouvernement républicain a créé de nouveaux impôts à l'image de ceux pratiqués en Europe occidentale, et il n'a laissé subsister parmi ceux de l'ancien régime que ceux qu'il a pu adapter aux conditions de la vie moderne, par exemple, l'aghnam, ou impôt sur les bestiaux et la taxe d'exonération du service militaire.

Pour remplacer la dîme, deux impôts ont été créés : plus exactement, il y a eu un nouvel impôt institué, et en second lieu, on a augmenté le taux d'un ancien impôt :

C'est l'impôt foncier des propriétés non bâties qui a été augmenté ; quant à la nouvelle taxe qui a été instituée, voici en quoi elle consiste :

Tous les produits qui étaient assujettis à la dîme sont restés taxés, au taux de 10 % en argent mais, le droit n'a dorénavant été dû que si le produit était expédié par un port ou un chemin de fer, de sorte que la perception avait lieu, non plus dans chaque exploitation, mais dans les ports et les gares, en même temps que les frais de transport et par les soins de la compagnie de chemin de fer ou de la compagnie de navigation.

La taxation a été rendue ainsi infiniment plus aisée mais, bien entendu, le rendement a beaucoup diminué.

Le trésor donna 5 % à chaque compagnie percevant la contribution à titre d'indemnité.

Cette méthode avait l'inconvénient économique de nuire à la circulation des denrées et, par suite, de restreindre l'importance des marchés, ce qui avait pour effet de restreindre la libre concurrence.

Les marchandises provenant d'un lieu éloigné étaient particulièrement atteintes, puisque, pour elles, les frais de transport étant déjà très élevés par rapport à ceux des denrées de la région, la taxation venait encore accroître leur prix de revient.

Afin de remédier à cette situation, la loi avait prescrit de distinguer, pour l'évaluation du prix de la marchandise, servant de base à l'impôt, suivant que le lieu de provenance était ou non éloigné de plus de 60 kms du lieu de destination. Si la distance était inférieure à ce chiffre, il n'y avait pas de raison de favoriser l'expéditeur, et le prix choisi comme base était celui pratiqué dans la localité du point de départ. Si, au contraire, les produits accomplissaient un voyage de plus de 60 kms on prenait pour base la valeur du produit au lieu de production.

Le système que nous venons d'exposer, n'a eu qu'une durée éphémère. Il a constitué une étape de transition vers la suppression totale de la

dime. La loi du 10 février 1926, est venue l'abroger. La République n'avait pu supprimer d'un seul coup l'ancien impôt, car la réalisation de son programme de réforme entraînait de grosses dépenses et elle n'avait pu se priver, d'un seul coup, d'une des sources les plus importantes dans le budget de l'Etat.

Toutefois, presque tout de suite, c'est-à-dire un an après, elle a pu songer à trouver dans un système fiscal établi suivant les principes démocratiques les plus modernes les recettes qui lui étaient nécessaires. C'est à l'étude de ce nouveau système fiscal, qui contient d'ailleurs encore, comme nous l'avons dit, certaines traces du passé, que nous allons consacrer les chapitres suivants.

TROISIÈME PARTIE

LE NOUVEAU RÉGIME

CHAPITRE PREMIER

LES RECETTES DE L'ÉTAT SOUS LE NOUVEAU RÉGIME
PEUVENT ÊTRE CLASSÉES EN SIX CATÉGORIES :
1° LES IMPÔTS DIRECTS. — 2° LES IMPÔTS INDI-
RECTS. — 3° LES MONOPOLES. — 4° LES DOUANES. —
5° LE TIMBRE ET L'ENREGISTREMENT. — 6° LES
RECETTES ADMINISTRATIVES.

LES IMPÔTS DIRECTS

Le législateur Turc a voulu donner une place prépondérante dans le système fiscal aux contributions directes, conformément à cette idée, que ce sont les impôts qui permettent le mieux d'atteindre à une taxation d'après la capacité véritable des contribuables.

Si l'on fait abstraction de la dîme, on remarquera que dans l'ancien régime les impôts directs étaient peu nombreux et fournissaient à peine le tiers des recettes de l'Etat (Voir tableau ci-dessus page).

Dans le nouveau régime, nous verrons qu'il y a plus de quinze impôts de cette sorte.

Les contributions directes ont, en outre, l'avant-

tage de procurer au trésor des recettes régulières, car les oscillations économiques n'affectent pas immédiatement leur rendement. Ils portent en effet sur le revenu ou le capital, donc sur des *situations permanentes*, alors que les contributions indirectes affectent des opérations ou des faits de consommation qui sont sujets à de grandes variations en quantité et en importance suivant les conjonctures économiques.

§ I. — L'Impôt foncier

SECTION I. — *Impôt foncier des propriétés bâties*

Cet impôt, institué par la loi du 14 juin 1926, frappe le revenu des maisons, et des usines.

Il y a deux sortes d'exemptions :

1° des exemptions temporaires :

a) les usines : fabriques, ateliers, moulins, etc., dont la construction ne remonte pas à plus de 5 ans. Le contribuable doit avoir fait une déclaration à l'administration deux mois avant l'ouverture des travaux ;

b) les maisons dont le revenu brut annuel ne dépasse pas 2.500 piastres. Quant à celles dont le revenu brut ne dépasse pas 10.000 piastres, le contribuable bénéficie d'un abattement à la base de 2.000 piastres.

Le législateur a surtout voulu éviter d'accroître

indirectement, par le poids de l'impôt, le prix des petits loyers, que l'on rencontre principalement dans les immeubles d'un faible revenu.

2° des exemptions permanentes :

a) les biens appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes ou aux établissements publics, pour la raison qu'il est inutile de faire payer quelque chose par l'administration, à l'administration elle-même ;

b) les maisons affectées à l'exploitation agricole : grange, écuries, greniers, etc., ceci en vue de favoriser l'industrie agricole, qui est si importante en Turquie.

L'assiette de l'impôt est le loyer de l'immeuble, lequel est évalué par une commission.

Du loyer ainsi déterminé est réduit de 25 % pour les constructions industrielles et les maisons d'habitation construites en bois afin de tenir compte de la dépréciation et des frais d'entretien.

La commission chargée des opérations de l'assiette, est composée de six membres, dont trois nommés par le gouvernement, parmi lesquels est désigné le président, et trois nommés par les assemblées locales parmi les propriétaires du lieu.

La commission procède aux évaluations en comparant les maisons non louées avec celles qui sont louées en tenant compte de la situation du

nombre d'étages, des matériaux ayant servi à la construction, etc.

Le propriétaire est tenu de déclarer à la Commission, lors de son passage dans chaque immeuble, les loyers qu'il perçoit. L'évaluation adoptée lui est communiquée, et il peut alors se pourvoir contre l'avis de la commission dans les deux mois de sa notification. Il fait à cet effet opposition devant la commission elle-même qui procède à un nouvel examen et communique ensuite au contribuable sa décision définitive. Ce dernier peut encore se pourvoir dans le mois qui suit cette seconde notification devant une commission supérieure. Celle-ci comprend le gouverneur ou le sous-gouverneur du lieu, président, un membre choisi par le gouvernement, le receveur de la région et trois propriétaires d'immeubles choisis par les assemblées locales. La commission de révision doit se prononcer dans les deux mois et sa décision est définitive.

Les opérations d'assiette ne se répètent pas chaque année. La jeune Turquie a adopté le principe de la fixité décennale des évaluations.

Ce principe comporte d'ailleurs quelques exceptions : tels que les cas de nouvelles constructions ou de démolition.

Le *taux* de l'impôt est uniformément de 12 % mais en fait il varie suivant la nature de l'im-

meuble, du fait qu'il y a un abattement de 25 % sur le revenu brut pour les maisons en bois, et les immeubles à usage industriel.

Le paiement doit avoir lieu en deux acomptes égaux, l'un au 1^{er} mois de l'année fiscale, l'autre six mois plus tard (1).

En vertu des articles 32 et 33 de la loi du 14 juin 1926, le propriétaire, le possesseur, ou à leur défaut les occupants de l'immeuble sont responsables du paiement. Pour les propriétés indivises, chaque propriétaire est responsable proportionnellement à sa part. Le produit de cet impôt a été, en 1929, de 8,750.000 livres turques.

SECTION II. — *Impôt foncier des propriétés non bâties.*

Depuis la loi du 13 juin 1926, l'impôt foncier des propriétés non bâties remplace, d'une part, la dime, d'autre part, l'ancien impôt foncier des immeubles non bâtis.

Cet impôt frappe le revenu des propriétaires ruraux ; s'ils louent leur terre, c'est le revenu immobilier qui est atteint ; s'ils l'exploitent eux-mêmes, c'est à la fois la rente du sol et le bénéfice de l'exploitation qui supportent la taxation.

(1) L'année financière commence le 1^{er} mars et finit le 28 février.

En cas de location, le fermier ne supporte aucune contribution, le propriétaire seul est redevable de l'impôt foncier, quitte à le récupérer comme il peut sur le fermier.

En somme il n'y a pas en Turquie une taxation distincte du revenu du capital foncier et de l'exploitation agricole comme en France. L'impôt foncier des propriétés non bâties remplit ce double rôle à lui seul dans la mesure que nous venons d'indiquer.

C'est pourquoi, la base de l'impôt n'est pas comme en France le loyer, le fermage, effectivement payé, ou évalué par comparaison, c'est-à-dire ce qu'on appelle le revenu cadastral, c'est au contraire, la valeur de la Terre en Capital.

Comme le taux de l'impôt est très réduit, est à un pourcentage du capital très atténué, c'est bien en réalité un impôt sur le revenu, non sur le capital.

Le taux est de 10 pour mille sur les terres dont l'évaluation a été faite après 1924 ; il est de 65 pour mille pour les terres dont l'évaluation remonte à 1915, date de la dernière évaluation générale, ceci afin de tenir compte de la dépréciation de la monnaie depuis cette époque.

L'évaluation est opérée pour une période de 5 ans par une commission composée de 5 membres, deux nommés par le ministre des finances,

dont un préside la commission, le troisième désigné par le Conseil municipal, le 4^e par le Conseil général, et un arpenteur.

L'estimation de la commission est notifiée au propriétaire qui a deux mois pour faire opposition auprès du conseil municipal en premier ressort et auprès du Conseil général et dernier ressort. Le produit de cet impôt a été en 1929 de 7.300.000 livres turques.

§ II. — Ahgnam ou impôt sur les bestiaux (cheptel vif)

Cet impôt tient lieu, en somme, en Turquie, d'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole.

C'est un des impôts de l'ancien régime qui a été conservé dans le nouveau.

Il existe en Turquie depuis fort longtemps et a une origine arabe. Il avait d'abord un caractère religieux, comme la dîme. Le Coran recommande de donner aux pauvres ou à l'Etat 4 sortes de dons.

Le 1^{er} c'est le don aumônier sur les denrées.

Le 2^e c'est le don aumônier sur les fruits.

Le 3^e c'est le don aumônier sur l'or et l'argent.

Le 4^e c'est le don aumônier sur les bétails.

L'aumône donnée a un caractère facultatif. Elle

était faite entre les mains des chefs religieux ou directement aux nécessiteux. Toutefois l'aumône fut assez vite réglementée, primitivement, la sanction était purement morale et religieuse, mais avec les progrès du pouvoir central dans les sociétés musulmanes, pouvoir à la fois religieux et temporel, l'aumône prit le caractère d'un véritable impôt.

L'aumône étant due sur tous les biens, lorsqu'elle se transforme en impôt, tous les biens servent de but à la taxation, c'est ainsi que sur les denrées, apparaît la dîme qui pour les croyants était ainsi une aumône muée en contribution obligatoire (abstraction faite de la doctrine sur la propriété des terres dont nous avons parlé ci-dessus) et l'aghnam ou impôt sur les bestiaux, qui étaient l'une des principales richesses à l'époque primitive surtout dans les populations nomades, ce qui était le cas des tributs arabes.

En dehors de la dîme aumônière sur les denrées, et de celle sur les bestiaux, il y avait encore celle sur les fruits des arbres et celle sur les métaux précieux.

Pour les troupeaux le tarif primitif de cet impôt était le suivant :

Pour un lot de 40 à 120 brebis, on devait donner
1 brebis ;

de 120 à 200, 2 brebis ;

de 200 à 300, 3 brebis ;

au-dessus de 300, une brebis en plus par centaine.

Pour 10 chameaux, 2 brebis ;

pour 15, 3 brebis.

pour 20, 4 ;

de 25 à 30, une chamelle de 2 ans ;

de 35 à 45, une chamelle de 3 ans ;

de 45 à 65, une chamelle de 4 ans ;

de 65 à 75, une chamelle de 5 ans ;

de 75 à 90, 2 chamelles de 3 ans ;

de 90 à 120, 2 chamelles de 4 ans ;

au-dessus de 120, une chamelle de 3 ans en plus par 40 chameaux.

Pour 30 vaches, un veau ;

pour 40 vaches, une vache de 2 ans ;

pour 70, une vache de 2 ans et un veau de 6 mois.

Pour les chevaux, l'impôt était payé en espèces à raison d'une somme égale à dix francs or par tête.

Les buffles étaient assimilés aux vaches et les chèvres au brebis. Pour les mulets et les ânes, il n'existait pas de dîme aumônière (1).

La république Turque a opéré la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la laïcisation des services

(1) Voir *La Conception de l'impôt chez les Musulmans*, Paris, 1930, page 33 et suivantes.

publics. La dîme aumônière sur les bestiaux est devenue un impôt sur les propriétaires de bestiaux (1).

Chaque année, l'administration ouvre dans chaque village ou quartier un registre sur lequel les propriétaires doivent venir eux-mêmes inscrire l'état des animaux qu'ils possèdent, les préposés du fisc vérifient ces déclarations, envoient les registres par l'intermédiaire des municipalités aux bureaux de l'administration qui procèdent à un contrôle et rend les rôles exécutoires. En cas de fausse déclaration, le contribuable supporte le quintuple du droit sur la matière imposable qu'il a dissimulée.

L'impôt est payable en deux acomptes : l'un à échéance du 5 juin, l'autre du 5 juillet (2).

Il y a peu d'exemptions, seulement pour les moutons et chèvres de moins d'un an, les chameaux de moins de deux ans et les autres mammifères s'ils ont moins de trois ans.

Il n'est pas permis de déplacer les animaux entre les 1^{er} avril et le 5 juillet, si ce n'est après en avoir obtenu l'autorisation, et ce, moyennant l'acquittement immédiat des droits. L'administra-

(1) Les Turcs ont pris des arabes leur religion, civilisation, et ils ont pris aussi cet impôt en déformant son caractère primitif et en faisant ce droit un véritable impôt de l'état temporel.

(2) L'année financière turque commence le 1^{er} mars.

tion remet dans ce cas un certificat de déplacement.

Les animaux peuvent circuler d'un village à l'autre pendant la période de recensement moyennant la délivrance d'un certificat délivré par le préposé du fisc dans le village. Le tarif pour chaque mouton, chèvre, âne, 60 piastres par an ; chameau 230 ; buffle, 200 ; vache, bœuf, 125 ; cheval, mulet, 155 ; porc, 350.

Voici le tableau des recettes procurées par l'Aghnam dans ces dernières années :

De 1336 à 1339 (de l'Hégire), pendant la guerre d'indépendante, on ne possède aucun renseignement, aucun budget n'ayant été dressé. L'assemblée nationale a donné au gouvernement les ressources qu'il a demandées sans faire d'état de prévision.

ANNÉES	TOTAL des recettes prévues au budget	AGHNAM
1924	129.214.610	4.900.500
1925	153.046.854	5.100.500
1926	190.158.854	9.451.000
1927	194.580.554	12.541.000
1928	207.143.000	13.003.000
1929	220.546.000	15.560.000
1930	222.732.000	16.100.000

(La dime a produit 27 millions)

Le produit de cet impôt est d'ailleurs destiné à augmenter à raison des relèvements de tarif.

§ III. — L'impôt sur les bénéfices professionnels
(Kazandj verghissi)

Cet impôt est une innovation de la loi du 27 février 1926. Il atteint toute personne physique ou morale exerçant une profession commerciale industrielle ou un métier sur le territoire de la Turquie.

Tels sont : les sociétés commerciales ou coopératives de toute sortes, ayant leur siège social en Turquie ou à l'étranger qui exploitent une entreprise sur le sol de la République.

Les professions libérales : médecins, dentistes, vétérinaires, avocats, ingénieurs, architectes, notaires, sage-femmes, journalistes, etc...

Tous les commerces et toutes les industries (hôteliers, commerçants de détail, fabricants, théâtres, commissionnaires, pharmaciens, etc.)

Les banquiers, changeurs et assureurs.

Les fonctionnaires et les employés des entreprises privées.

Il y a un certain nombre d'exemptions :

1° Les auteurs, traducteurs, professeurs de village et apprentis ;

2° Les artisans vendant leur produit sur place sans avoir boutique ;

Chasseurs, pêcheurs, éleveurs.

3° Les ouvriers agricoles : domestiques de ferme,

bergers et, d'une façon générale, toutes les personnes ayant une occupation dans l'agriculture (fermiers, etc.)

4° Les coopératives à forme non commerciale et ne réalisant pas de bénéfices distribués aux adhérents.

5° Les sages-femmes et les gardes-malades dans les villes de moins de 5.000 habitants.

6° Les marchands ambulants ayant moins de 18 ans et plus de 65 ans.

7° Les retraités et les bénéficiaires de secours publics.

8° Les hôpitaux, sanatoria, maisons de fous, les écoles primaires et les associations reconnues d'utilité publique.

9° Les manufactures de l'Etat.

10° Les employés des ambassades étrangères.

Tous les assujettis doivent tenir un registre dont chaque page est paraphée par un notaire ou par l'administration des finances, et sur lequel ils doivent inscrire toutes leurs opérations de l'année.

Au mois de juin, ils doivent adresser au fisc une déclaration de leur revenu net. Les employeurs sont également tenus de déclarer les sommes payées à leurs employés.

A défaut de déclaration ou en cas de non con-

formité de la déclaration au registre susvisé, l'administration procède à une évaluation d'office et l'assiette de l'impôt est augmentée de 20 %.

Le taux de l'impôt varie suivant la nature de la profession :

Les fonctionnaires de l'Etat ne paient que 3 %.

Les employés des entreprises privées, 4 % jusqu'à 100 l. et 5 % au delà.

Toutes les professions autres que le commerce de banque, change et assurance paient (1) :

Jusqu'à	5.000.....	12 %
—	10.000.....	15
—	20.000.....	20
—	50.000.....	50
Plus de	50.000.....	30

Les banques changes et assurances paient (2) :

Jusqu'à	3.000.....	7 %
—	10.000.....	8
—	20.000.....	10
—	50.000.....	23
Plus de	50.000.....	15

Certaines professions sont exemptées de tenir un registre (sans parler des fonctionnaires et em-

(1) La base de l'impôt pour ces professions est le revenu net.

(2) La base de l'impôt pour ces derniers est le revenu brut.

ployés dont les traitements et salaires sont déclarés par l'employeur) : ce sont :

Les loueurs de garages pour canots et automobiles, de remises pour voitures et d'écuries ; les boulangers, les réparateurs, ferblantiers, restaurateurs, cafetiers, serruriers, menuisiers, coiffeurs, épiciers, bouchers, marchands de primeurs, charbonniers et les tenanciers de maisons publiques.

Pour toutes ces professions l'imposition est forfaitaire. Elle est fixée à un certain pourcentage de leur loyer, en ce sens que la base de l'impôt est non le revenu réel, mais la somme obtenue en prenant tant pour cent du local occupé par l'exploitant.

Les loueurs de garages, etc., paient sur 35 % de leurs loyers ; les réparateurs, etc., sur 45 % ; les épiciers etc., sur 45 % ; les tenanciers de maisons publiques sur 75 % (cette dernière taxation a en vue d'atteindre tout particulièrement les célibataires qui sont évidemment les principaux clients de cette catégorie de fournisseurs).

Les contribuables susvisés doivent déclarer au mois de janvier de chaque année le chiffre du loyer des locaux qu'ils occupent. Pour contrôler cette déclaration, une commission se réunit au mois de février. Elle est composée du fonctionnaire civil du lieu le plus élevé en grade ou de son délégué, président, de deux agents de l'adminis-

tration et de deux personnes désignées par la Chambre de commerce ou à défaut par le conseil municipal.

Lorsque le contribuable est propriétaire des locaux qu'il occupe, on procède par comparaison.

L'industrie du transport et les négoce sur les foires et marchés sont également soumis à un régime spécial. L'impôt est calculé pour eux à raison de dix fois le revenu brut journalier de l'exploitant. Celui-ci est connu par une déclaration faite par le contribuable au mois de janvier de chaque année, déclaration vérifiée à l'aide de tous éléments d'appréciation par l'administration du port ou le conseil municipal suivant les cas.

Les employés des maisons de transports par terre ou par mer sont assujettis au même régime. Sont exceptés de ce régime, les entreprises utilisant des bateaux de plus de 50 tonneaux et les compagnies de chemins de fer.

Tous les contribuables assujettis à l'impôt sur le bénéfice des professions, doivent en outre, à l'exception des fonctionnaires, se procurer au début de chaque année un certificat de permission à défaut duquel ils n'ont pas le droit d'exercer leur profession. Ce certificat est délivré moyennant l'acquittement d'un droit, sorte de capitation qui varie suivant les catégories de métier exercé de 25 à 500 piastres. Les sociétés doivent payer 5 livres turques.

Quant à l'impôt sur les bénéfices, il est payé en deux acomptes : le premier un mois après la déclaration, le second six mois plus tard. Si la profession vient à cesser en cours d'année, l'année suivante le contribuable qui est taxé d'après le revenu réel d'après le registre de la loi paie au prorata, celui qui est taxé forfaitairement d'après le loyer ne paie plus, s'il a cessé d'occuper les locaux au moment ou doit être faite la déclaration. Le produit de cet impôt a été en 1929 de 13.900.000 livres turques.

Tels sont en Turquie, à l'heure actuelle, les impôts qui frappent essentiellement les différentes catégories de revenu, qui correspondent ainsi aux cédules du système fiscal français et aux « Scédules » du système anglais. On voit que la législation Turque est à cet égard plus simple, moins analytique que les deux législations sus-mentionnées. Ainsi on n'y trouve pas de distinction entre les revenus du travail et les revenus mixtes (combinaison du travail et du capital).

§ IV. — Le Droit fixe (sorte d'impôt global). (maglov verghi)

La loi du 8 février 1926 a créé une taxe qui vient se superposer aux impôts payés sur le revenu foncier ou sur les gains professionnels et qui joue en quelque sorte, quoique d'une manière beaucoup plus rudimentaire, le rôle qui est assigné en

France à l'impôt général sur le revenu et en Angleterre à la « Supertax ».

Tous les contribuables assujettis à un ou à plusieurs des impôts suivants :

impôt foncier des propriétés bâties,
impôt foncier des propriétés non bâties,
impôt sur les bénéfices professionnels,
acquittent, en outre, une surtaxe qui est calculée uniquement d'après le montant de leurs cotisations au titre des impôts ci-dessus énumérés.

Ainsi le contribuable qui, propriétaire d'une maison ou d'une ferme, est en même temps exploitant d'une maison de commerce paie au total, tant comme impôt foncier que comme contribution sur les bénéfices professionnels, plus de 101 piastres, doit acquitter en outre une surtaxe de 50 piastres. Peu importe qu'il soit compris dans les rôles d'un seul ou de plusieurs de ces impôts. On est bien ainsi en présence d'un impôt sur le revenu global, puisque le fisc envisage indirectement l'ensemble des revenus de l'assujetti, ceci il est vrai, indirectement, au moyen des contributions supportées au titre des différentes catégories de revenus. On remarquera combien ce système d'imposition globale est commode, il dispense de toute inquisition fiscale et de tout calcul compliqué pour distinguer ce qui est revenu ou capital, bénéfice net ou bénéfice brut.

Le contribuable doit déclarer chaque année avant le mois de septembre le chiffre des impôts auxquels il a été taxé pendant l'année au titre des impôts fonciers ou de l'impôt professionnel, cette déclaration est adressée à la recette buraliste de la localité. Il est évidemment facile de contrôler l'exactitude de cette déclaration.

Le taux de l'impôt varie proportionnellement à l'importance des cotisations imposés à l'assujetti au titre des contributions sus-indiquées.

Ainsi pour une cotisation de 101 à 500 piastres, le droit est de 50 piastres.

de 501 à 1.500.....	100	—
de 1.501 à 2.500.....	200	—
de 2.501 à 5.000.....	300	—

et ainsi de suite en augmentant de 100 piastres pour chaque nouvelle tranche de 2.500 piastres.

Le droit en question, qui s'appelle le droit fixe, est acquitté en deux acomptes égaux : l'un au mois de décembre, l'autre au mois d'avril suivant. Le produit de cet impôt a été en 1929 de 2.350.000 livres turques.

§ V. — La Taxe d'exonération du service militaire.

Le nouveau régime a adopté le principe démocratique du service militaire obligatoire pour tous, sans distinction de religion. Néanmoins la taxe

d'exonération du service militaire subsiste de la manière que voici.

La loi du 20 juin 1927 a fixé 18 mois la durée du service actif, pour les simples soldats comme pour les officiers de réserve. Toutefois si les besoins de l'armée le permettent, la durée de la présence sous les drapeaux peut-être réduite à six mois, avec l'autorisation du ministre de la guerre, pour les jeunes gens qui acquittent une taxe de 600 livres Turques. Les officiers de réserve ne peuvent bénéficier de ce régime.

Les recrues qui veulent obtenir l'exonération de un an adressent leur demande au bureau de recrutement qui la transmet au ministère de la guerre. En cas d'avis favorable, l'intéressé passe au bureau du fisc acquitter le droit de 600 livres Turques et, muni du reçu, se rend au bureau de recrutement qui l'envoie à son corps avec les pièces nécessaires pour assurer sa libération au bout de six mois. Le produit de cette taxe a été en 1929 de 1.200.000 livres turques.

§ VI. — L'Impôt sur les mutations et les successions (Impôt sur le Capital).

Comme dans l'ancien régime, il y a un impôt relevant de la même administration que celle qui régit les impôts directs qui frappent toutes les mutations à titre gratuit entre vifs ou après décès.

L'ancien impôt a d'ailleurs été considérablement remanié par la loi du 3 avril 1926.

A l'heure actuelle, l'impôt atteint les mutations à titre gratuit par succession, testament ou donation, du moment que le transfert de propriété est définitif. Pour les transferts subordonnés à une condition, le droit n'est dû que du moment où la pleine propriété est acquise par le bénéficiaire.

Les biens meubles sont taxés dans les mêmes conditions que les immeubles.

Peu importe que le légataire ou le donataire soit une personne physique ou morale.

Sont toutefois exceptés les biens recueillis par l'Etat en l'absence d'héritiers connus.

Les biens transmis entre parents au 1^{er} ou au 2^e degré lorsque leur valeur globale n'atteint pas 300 livres turques,

Les dons manuels.

Le bénéficiaire, héritier ou donataire ou légataire, doit déclarer la mutation à l'administration fiscale de X.

La déclaration est adressée au bureau du domicile du défunt, en cas de succession ou de testament, à celui du domicile du bénéficiaire en cas de donation.

L'administration est tenue au courant de tous les décès qui se produisent par les agents de l'Etat dans chaque localité et par les consuls pour les décès survenus à l'étranger.

La déclaration doit être faite dans les quatre mois du décès ou le mois de la donation.

Elle doit contenir les indications suivantes :

Le nom du défunt ou donateur, ceux des héritiers ou donataires, la nature des biens laissés et leur situation, leur valeur, le degré de parenté des intéressés.

L'administration détermine l'assiette de l'impôt de la manière suivante :

En matière de succession il y a lieu à la déduction des dettes. Pour prévenir la fraude la loi n'admet que la déduction des dettes reposant sur des preuves écrites ou sur une décision des tribunaux.

En ce qui concerne le contrôle de l'évaluation fournie par les déclarants, pour les immeubles, l'administration s'inspire de la valeur portée au cadastre pour l'impôt foncier ; pour les meubles, il y a deux procédés :

D'une part, les meubles peuvent être évalués par une commission composée de trois membres recrutés parmi les membres de la chambre de commerce du lieu d'imposition ou le conseil municipal.

D'autre part, on peut également procéder par voie d'adjudication entre les héritiers et c'est alors le prix offert par chacun d'eux pour chaque objet,

Tarif des Droits de Successions.

	100	500	2.000	5.000	10.000	25.000	50.000	100.000	200.000	500.000
	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.
Enfants et petits-enfants...	1	1.5	2	3	4	5	6	7	8	9
Conjoints	1.5	2	2.5	3.5	4.5	5.5	6.5	7.5	9	10
Parents et grands-parents...	2	3	4	5.5	7	7.5	10	11.5	13	15
Frères et sœurs.....	6	7	11	14	17	20	23	26	29	32
Oncles et tantes.....	3	5	7	9	11	13	15	17	19	21
Cousins germains et issus de germains.....	4	5	7	11	14	17	20	23	26	29

Tarif des Droits de Donations et legs

	1	1.5	2	2	2.5	3	4	5
	1.5	2.5	3.5	4.5	5.5	6.5	7.5	7.5
	3	5	7	9	11	14	16	17
	5	7	9	11	13	15	17	19
	7.5	10	12.5	15	17.5	20	22.5	25
	10	12.5	15	17.5	20	22.5	25	27.5

Mêmes degrés

dont il devient adjudicataire qui sert à l'établissement de la taxation.

Il faut reconnaître que ce procédé est moins efficace que le premier car il peut y avoir collusion entre les héritiers, aussi le fisc recourt presque toujours à l'évaluation par la commission.

Pour ce qui est du taux de l'impôt, il y a deux tarifs : l'un pour les biens transmis par voie de succession, l'autre pour les biens transmis par voie de testament ou de donations. (Voir p. 105).

Au-delà de 500.000, le taux est respectivement de 10, 12, 17, 24, 33 et 36 % en matière de succession. En matière de dons et legs 6, 10, 20, 22, 27,5 et 30.

Entre non parents le taux des transmissions par legs ou donations est le suivant :

Jusqu'à	100 liv.....	2 %
—	500	5
—	5.000	7
—	10.000	10
Plus de	10.000	12

L'administration adresse au contribuable un avertissement en vue de le mettre en demeure d'acquitter l'impôt.

A dater de la réception de l'avertissement, l'assujéti a un délai de 15 jours pour faire opposition à la taxation devant une commission nommée par

le Ministre des finances et composée de trois membres désignés par lui.

A défaut d'opposition, le redevable doit payer immédiatement le montant de sa cotisation sur les biens meubles. Au contraire, il jouit d'un délai de trois mois en ce qui concerne les impôts afférents aux immeubles. C'est qu'en effet dans ce dernier cas l'administration a une garantie suffisante dans le fait même de la possession de l'immeuble pour sa créance, d'autant plus que le bien ne peut pas être transmis sans une inscription sur les registres officiels.

La fraude est poursuivie et réprimée de la manière suivante :

Lorsque l'administration découvre que la déclaration n'a pas mentionné tous les biens assujettis, elle dresse procès-verbal. Le contribuable a la latitude de se pourvoir devant le tribunal pour revendiquer la véracité de sa déclaration par tous moyens de preuve et même par témoins. S'il échoue dans cette démonstration, il peut encourir une amende et, ses témoins, des peines de prison.

L'amende encourue en cas de fausses déclarations est du double des droits fraudés.

La créance du Trésor se prescrit de toutes façons par l'expiration d'un délai de cinq ans. L'agent du fisc qui n'établit pas qu'il a fait toutes diligences pour découvrir la matière imposable

paie les droits à la place de l'assujetti. Le produit de cet impôt a été en 1929 de 750.000 livres turques.

§ VII. — Autres impôts directs

Dans la législation française on connaît ce qu'on appelle les taxes assimilées aux contributions directes. Ce sont des impôts très divers qui présentent « le caractère commun d'être assis et recouvrés sur rôles nominatifs, comme les contributions directes ». (Girault. Manuel de Législation financière Paris 1925, page 145).

Ils ont aussi en théorie pure une grande ressemblance avec les impôts directs proprement dits, car, comme la redevance des mines, par exemple, ils ont pour objet de combler une lacune de la législation fiscale, ou bien ils servent à établir une surimposition du luxe, ce sont des taxes somptuaires. De toutes façons, ils atteignent des situations permanentes et sont par là des impôts directs.

En Turquie, il existe deux impôts que l'on peut pour la même raison rapprocher des principaux impôts directs, ce sont 1° l'impôt sur les mines ; 2° l'impôt sur les appareils de jeux.

Les mines en Turquie, sous l'Ancien Régime lorsqu'elles n'étaient pas exploitées par l'Etat étaient concédées, par voie d'adjudication au plus

fort enchérisseur, à des entreprises privées, particuliers ou sociétés.

L'exploitant acquittait deux droits distincts : un droit fixe déterminé par la surface de l'exploitation et qui était de 10 piastres pour 10.000 mètres carrés. L'autre qui était proportionnel au revenu brut.

Le droit proportionnel avait un taux différent suivant la nature de la mine.

Actuellement, il n'y a plus à proprement parler d'impôt sur le revenu pour les mines. Tout concessionnaire de mines doit être sujet Turc ou si c'est une société avoir 51 % de capitalistes Turcs. L'Etat ne prélève aucun impôt, mais il est associé obligatoirement avec l'exploitant pour 50 % et partage avec lui les bénéfices et les pertes dans cette proportion. D'ailleurs la proportion dans laquelle l'Etat est associé peut varier, car au moment de l'adjudication, c'est l'enchérisseur qui offre à l'Etat le partage le plus avantageux qui obtient la préférence.

L'impôt sur les appareils de jeux a été créé en Turquie par la loi du 30 septembre 1336.

Les propriétaires de café ou « gazines » acquittent chaque année pour chacun des objets suivants compris dans leur exploitation :

Billards.	500 piastres.
Jeux de tric trac.	300

Jeu de dames.....	300 piastres
Jeu d'échec.....	300

Ils doivent déclarer ces objets au fisc au mois de février. Avant le 15 mars ils doivent avoir acquitté le droit. Après le paiement une plaque est attachée à l'instrument. Tout appareil non muni de la plaque après le 15 avril rend son propriétaire passible d'une amende égale au double du droit fraudé. Pour la mise en service d'un appareil pendant le cours de l'année, il faut également acquitter le droit et se munir de la plaque réglementaire. Le produit de cet impôt a été en 1929 de 24.000 livres turques.

CHAPITRE II

LES IMPOTS DE CONSOMMATION OU IMPOTS INDIRECTS

D'après M. Paul Leroy-Beaulieu, l'impôt est indirect lorsque celui qui le paie au fisc ne joue que le rôle d'intermédiaire et se paiera à l'avance de l'impôt dont il se remboursera lui-même sur le véritable contribuable par voie de ricochet ou de répercussion.

Nous n'étudions pas dans le présent chapitre tous les impôts turcs qui présentent ce caractère, plusieurs chapitres sont consacrés par la suite, l'un aux droits de douanes qui sont bien des impôts indirects, l'autre au Timbre et à l'enregistrement que l'on classe généralement aussi dans la même catégorie, l'autre aux monopoles qui constituent bien au fond de vrais impôts sur la dépense.

Nous nous sommes bornés dans ce chapitre à l'étude des impôts qui taxent les consommations à l'intérieur du pays. Le législateur Turc a entendu donner une place prépondérante aux impôts directs, sur les situations permanentes à raison des inconvénients que présentent les impôts sur la consommation :

Le premier inconvénient de ces impôts c'est l'instabilité de leur rendement, les variations qu'il subit en fonction des crises économiques, entraînant des restrictions parfois très sensibles de la consommation ;

En second lieu, ces impôts sont, comme on l'a dit, des impôts proportionnels à rebours, en ce sens qu'ils frappent plus lourdement les contribuables modestes que les riches car il y a toujours un minimum de dépense indispensable à la vie courante, et que, d'autre part, ces dépenses ne peuvent pas pour un individu dépasser un certain chiffre, étant donnée la limite de la capacité de consommation humaine.

Enfin les impôts de consommation sont souvent d'un mécanisme compliqué.

En revanche ces impôts présentent certains avantages : Ils sont payés facilement par le redevable, à l'occasion d'une dépense, d'une consommation. C'est le commerçant qui joue le rôle de collecteur de l'impôt. Leur rendement suit presque instantanément les progrès de la prospérité générale. Enfin, personne n'échappe à leur emprise, car aucun sujet ne peut se passer d'un minimum de consommation courante.

Quoi qu'il en soit, retenant surtout leur principal défaut qui est l'improportionnalité, le législateur Turc a limité le nombre des impôts indirects

dans le nouveau régime. Il y en a quatre principaux : l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'impôt sur la consommation dans les établissements ouverts au public, l'impôt sur certaines denrées de consommation générale, l'impôt sur les transports. Nous examinerons en même temps que ces impôts indirects les taxes et péages perçus sur les navires et sur la pêche.

§ I. — L'Impôt sur le Chiffre d'affaires

Cet impôt a été créé par la loi du 1^{er} juin 1927. Auparavant, il y avait eu un impôt qui n'a eu qu'une durée éphémère, l'impôt sur les consommations en général, institué par la loi du 10 février 1926 que l'impôt sur le chiffre d'affaires est venu remplacer le 1^{er} juin 1927.

L'impôt qui avait été établi par la loi du 10 février 1926 était une taxe de 2.50 piastres % sur le prix de toute vente, réparation ou fabrication perçues du client dans les magasins de détail, maisons de gros, fabriques, ateliers, mines et carrières, et sur les courtages et commissions, dues aux banquiers courtiers commissionnaires, enfin sur les primes versées aux compagnies d'assurances.

Les opérations portant sur certaines denrées étaient exemptées : le pain, les objets soumis à un

monopole d'Etat, transports, opérations accomplies dans les bourses de valeurs ou de marchandises, consommations dans les établissements ouverts au public, hôtels café restaurants etc., spectacles, etc. De même étaient exemptés les petits artisans ayant un revenu annuel inférieur à dix livres turques tels que cordonniers, charbonniers, poissonniers, etc. Le recouvrement de l'impôt était assuré de la manière suivante :

Tous les négociants assujettis devaient tenir un registre paraphé par un notaire ou par le fisc ; sur ce livre étaient inscrites toutes les opérations effectuées, les unes à la suite des autres, auprès de chaque mention un timbre mobile était accolé, dont une souche était détachée pour être remise au client.

En cas d'infraction la pénalité était égale au triple du droit fraudé. L'administration contrôlait les registres et vérifiait si le nombre de timbres requis avait été apposé sur le livre. Mais, en pratique, les dissimulations étaient très faciles, il suffisait que le négociant s'entende avec le client et ne mentionne pas l'opération sur son livre.

Cet impôt à été loin de donner le rendement que le législateur en escomptait, précisément à raison de la facilité avec laquelle il pouvait être éludé.

La taxation en question avait d'ailleurs été or-

ganisée très rapidement, pour subvenir aux besoins urgents du Trésor. Nous avons vu dans la deuxième partie, qu'à la suite de la suppression de la dîme, la loi du 17 février 1925 avait créé le droit de 10 % sur les produits antérieurement soumis à la dîme. C'est pour éviter la double taxation des produits agricoles que la loi de 1926 avait supprimé le droit de 10 % et l'avait remplacé par l'impôt que nous étudions.

Dès les premiers temps de son application ce nouvel impôt fut sérieusement remanié afin d'en améliorer le rendement :

Parmi le contribuable assujettis, on pouvait distinguer trois catégories suivant la facilité avec laquelle la contribution pouvait être éludée ;

D'abord les sociétés de commerce, se trouvaient placées de par les règles de leur fonctionnement, dans des conditions qui rendaient la fraude impossible. Ces sociétés sont en effet obligées de tenir une comptabilité très précise, soumise au contrôle de l'Etat.

Pour elles la loi de 1926 a seulement été modifiée dans le sens d'une simplification du mode de perception. Au lieu d'apposer des timbres sur leurs livres, les Sociétés ont eu l'obligation de soumettre chaque mois au fisc un extrait de leur livre de recettes et de payer mensuellement les droits afférents au chiffre de ces recettes.

Les grandes maisons de commerce ne rentraient pas, elles non plus, dans la catégorie des fraudeurs. Ces maisons ne pouvaient songer à falsifier leurs écritures commerciales pour éviter le paiement de droits, somme toute, assez peu importants. Elles auraient risqué, en ce faisant, de se priver le cas échéant d'un moyen de preuve au cours d'un procès, leurs livres ne pouvant plus être produits en justice après avoir été truqués.

Seulement, pour elles, le fisc n'avait pu renoncer au système de la perception par le moyen de timbres mobiles. Ce procédé était vexatoire et entravait les opérations commerciales. Aussi la loi de 1926 a été modifiée en vue de donner à ces maisons la faculté de recourir à un forfait pour le paiement de l'impôt. Ainsi les grandes entreprises, non transformées en sociétés ont pu s'abonner pour le recouvrement de la contribution sur les consommations en général.

C'est parmi, les petits commerçants de toutes sortes que se trouvaient les vrais fraudeurs. Ces derniers ne tiennent pas, en effet, en Turquie, la plupart du temps une comptabilité régulière et, par suite, le fisc n'avait aucun moyen de vérifier la véracité des mentions inscrites au registre de la loi et surtout de découvrir les omissions qui pouvaient être commises. La loi de 1926 fut donc modifiée à leur égard en vue de supprimer pour eux l'obligation de tenir le registre légalisé et pa-

raphé. Ces petits commerçants ont été soumis obligatoirement au régime du forfait. Toutefois, cette réforme n'était qu'un palliatif insuffisant. Comme l'expose M. le Professeur Allix dans son cours à la Faculté de Droit de Paris, (les déficiences du régime de l'abonnement) « après avoir été assez en faveur autrefois le régime de l'abonnement a vu se réduire son champ d'application, parce qu'on a reconnu que c'est un procédé d'imposition extrêmement défectueux, qui fonctionne nécessairement au détriment de l'une ou de l'autre des deux parties. Ou bien le contribuable, à qui l'administration a consenti l'abonnement paye plus qu'il n'aurait payé dans les conditions normales, et, dans ce cas il sera lésé ; ou bien au contraire, l'abonnement lui redeviendra moins cher que l'application usuelle du droit et dans ce cas le préjudice sera pour le fisc. Et comme en général l'abonnement est facultatif, que le redevable ne se placera volontairement sous ce régime que s'il pense y avoir un avantage la partie lésée est généralement le fisc, le recouvrement de l'impôt se trouve compromis. D'autre part l'abonnement repose forcément sur des bases d'évaluation conjecturales et plus ou moins arbitraires. Enfin il crée une inégalité entre les contribuables qui en bénéficient et ceux qui sont maintenus sous le régime du droit commun. »

Le forfait adopté pour les petits commerçants

en vue du recouvrement de l'impôt sur les consommations en général, créé par la loi de 1926 revêtait les modalités que voici : Les agents du fisc évaluaient le montant du chiffre d'affaires que ces maisons devaient faire approximativement pour pouvoir subsister. C'était une commission composée d'un fonctionnaire des finances, le plus élevé en grade de la localité, d'un membre de la chambre de commerce et d'un membre du Conseil municipal qui évaluait le chiffre d'affaires des petits commerçants. Cette évaluation était communiquée à l'intéressé qui pouvait se pourvoir devant une commission supérieure présidée par un fonctionnaire civil assisté d'un autre membre de la chambre de Commerce et d'un autre conseiller municipal. D'après le montant du chiffre d'affaires ainsi déterminé le contribuable devait acquitter mensuellement, au plus tard le septième jour de chaque mois, sous peine d'une pénalité de 10 % pour retard le montant de l'impôt de 2.50 %. En cas de cession du fonds de commerce le fisc devait être prévenu un mois à l'avance.

L'impôt créé par la loi du 10 février 1926 a été supprimé dès le 1^{er} juin 1927 par la loi qui a établi à cette date l'impôt sur le chiffre d'affaires en vigueur actuellement.

L'impôt sur le chiffre d'affaires repose sur le principe suivant : Tous les objets fabriqués en

Turquie dans un établissement utilisant la force motrice, ou importés de l'étranger, et destinés à la vente à l'intérieur du pays doivent payer une taxe égale à 6 % de leur valeur marchande.

Ceux de ce sujets fabriqués qui sont destinés à l'exportation ne paient qu'un droit de 2.50 %.

Tous : les courtages perçus par les banques et les primes encaissées par les compagnies d'assurances supportent également une contribution de 2.50 %.

Aux principes ci-dessus énoncés il y a quelques exceptions :

- 1° Les matières soumises à un monopole d'Etat ;
- 2° Les produits traités dans les moulins utilisant la force hydraulique ou le vent ;
- 3° La boulangerie ;
- 4° Les mines ;
- 5° Le charbon de bois ;
- 6° Les tapis, fabriqués à l'intérieur à la main ;
- 7° L'imprimerie (journaux, livres, etc.).
- 8° Les objets destinés aux agents diplomatiques.

Le législateur a pris des mesures très intéressantes pour éviter les superpositions d'impôt. C'est ainsi que si la matière première d'un produit déterminé paie la taxe sur le chiffre d'affaires, l'objet fabriqué en est exempté. Mais il faut que la taxâ-

tion qui subsiste dans ces conditions soit égale à celle qu'aurait supportée la matière imposable exemptée. Par exemple, lorsque les matériaux non manufacturés n'ont payés qu'au taux de 2,50 piastres %, les produits finis acquitteront un droit de 3,50 % s'ils devaient être frappés au taux de 6 %.

En second lieu, les marchandises ayant supporté la taxe afférente à la vente à l'intérieur, sont exemptées du droit perçu à l'exportation lorsqu'elles viennent à être expédiées à l'étranger.

Le fisc restitue même aux produits importés qui ont payé 6 %, un montant égal à 3,50 % lorsqu'ils viennent à être exportés, car dans ce cas le droit n'est que de 2,50 %.

Enfin, pour les denrées qui entrent provisoirement seulement, le fisc restitue les 6 % perçus au titre de l'impôt sur le chiffre d'affaires en même temps qu'il restitue le droit de douane.

La taxe sur le chiffre d'affaires est recouvrée de la manière suivante :

Les entreprises assujetties, établies en Turquie doivent tenir un registre mentionnant suivant les cas les ventes effectuées, les quantités produites, ou les quantités acquises à l'étranger. Ce registre est annuel, il doit être coté et paraphé.

Le paiement du droit est basé sur la déclaration qui est faite par le contribuable au début de

chaque mois pour le mois écoulé. Le fisc contrôle cette déclaration à l'aide du registre en question. La déclaration tardive entraîne une pénalité de 10 % du montant de la cotisation. L'absence de déclaration expose le redevable à l'évaluation d'office par l'administration, avec comme pénalité le paiement du quintuple des droits. En cas de récidive, l'interdiction d'exercer la profession peut être prononcée.

Notons que pour les importations d'objet provenant de l'étranger, les importateurs doivent déclarer le prix qu'ils ont payé pour acquérir ces objets, sans déduire les frais de douanes, transports, etc. L'intention du législateur est en effet de taxer le chiffre d'affaires, c'est-à-dire le prix de vente au consommateur. En somme il n'y a que le profit personnel de l'importateur qui se trouve exonéré de l'impôt, de sorte que l'impôt n'atteint pas, en réalité, le prix de vente au client.

D'ailleurs en matière d'importation, il peut y avoir des contestations sur le prix réellement payé par l'importateur et c'est pourquoi une commission composée de commerçants (trois membres de la Chambre de commerce ou à défaut trois conseillers municipaux) lesquels prêtent serment, est chargée de dire quel est le prix véritable des objets importés d'après les cours du marché. Un appel peut être formé contre les décisions de cette

commission soit par le fisc soit par le contribuable, dans la quinzaine, devant une commission supérieure composée du plus haut fonctionnaire civil de la localité, d'un agent du fisc et d'un membre de la Chambre de commerce. Cette commission doit prendre une décision dans le délai d'un mois.

Pour les marchandises exportées on prend pour base la valeur qu'elles ont sur le marché dans la localité d'où elles quittent le pays. La Bourse de commerce de ce lieu, à défaut la Chambre de commerce ou le Conseil municipal, communique à cet effet au fisc chaque mois la liste des cours des principales marchandises.

Aussi bien à l'importation qu'à l'exportation ce n'est pas aux agents des douanes que les déclarations doivent être adressées mais à l'administration fiscale.

Observons enfin que c'est également au moyen d'un registre légalisé et paraphé que le fisc surveille les opérations des banques et des compagnies d'assurances et contrôle leur déclaration mensuelle. Le produit de cet impôt a été en 1929 de 18,900,000 livres turques.

§ II. — L'impôt sur la consommation dans les établissements ouverts au public

Il s'agit d'un impôt créé par la loi du 13 février 1926 et qui taxe les divertissements de toutes sor-

tes : consommations dans les cafés, bars, pâtisseries, glaciers, restaurants, brasseries, locations dans les hôtels, dans les salles de spectacles de toutes catégories (théâtre, concerts, cinémas, music-halls, cirques), dans les stades sportifs (combats de boxe, courses cyclistes, etc.), aux bains de mer, etc...

L'impôt est basé sur la facture payée par le client.

Le taux de la contribution varie suivant la nature du commerce de la manière suivante :

Il y a quatre classes d'établissements assujettis :

La classe de luxe : taux 30 %.

La première classe : 20 %.

La seconde classe : 15 %.

La troisième classe : 10 %.

Les hôtels sont répartis entre ces quatre classes.

Les restaurants sont distribués uniquement entre la première et la seconde, s'ils vendent aussi des spiritueux, et entre la seconde et la troisième s'ils ne vendent que des aliments.

Les bars et brasseries sont classés dans les premières, secondes et troisièmes classes, les cafés et pâtisseries dans les deux dernières seulement. Il n'y a qu'une seule classe pour les billets d'entrée dans les salles de spectacles de toutes sortes.

Le classement est effectué par le Conseil municipal du lieu en présence des représentants du fisc et des commerçants intéressés. L'opposition est reçue dans la quinzaine devant le Conseil général.

Le classement est valable pour trois ans.

Pour le recouvrement de cet impôt le législateur s'est inspiré du système qui avait été inauguré pour l'impôt sur les consommations en général, abrogé par la loi qui a créé l'impôt sur le chiffre d'affaires.

D'après ce système, sur un registre coté et paraphé, le commerçant devait apposer un timbre mobile à souche dont il remettait un coupon au consommateur. Les facilités de fraude avaient été telles, comme nous l'avons vu, que le législateur avait substitué à ce régime l'abonnement obligatoire, le contribuable acquittant mensuellement le droit d'après une évaluation forfaitaire du chiffre de ses ventes dans le mois.

C'est ce régime qui a été adopté pour les établissements de troisième classe, en ce qui concerne le recouvrement de l'impôt de consommation dans ces établissements.

Au contraire, pour les établissements des trois autres classes, il y a un système inspiré du procédé des timbres mobiles. Le commerçant remet à chaque consommateur un extrait d'un registre

à souche sur lequel est apposée la moitié d'un timbre mobile, l'autre moitié de cette vignette restant sur le registre. Bien entendu, tant sur le registre que sur l'extrait remis au client, doit figurer le montant de la facture avec le nom de la firme qui l'a délivré.

Nous devons signaler, en terminant, le régime particulier auquel sont assujetties les maisons publiques.

Dans ce genre d'établissements, il n'est pas d'usage de remettre au client une note ou une facture. Aussi le législateur turc ne veut-il connaître que le tenancier de la maison. Ce dernier est taxé d'une manière forfaitaire d'après les « signes extérieurs ». Le fisc considère d'ailleurs uniquement le loyer, l'importance ou la qualité du personnel attaché à l'établissement aurait pu être également prise en considération, mais l'Administration n'a pas voulu rentrer dans tous ces détails et se contente de rechercher la valeur locative exacte de l'immeuble occupé par la maison de tolérance, l'impôt étant égal à 75 % du prix payé pour le loyer ou que l'on pourrait obtenir de la location de cet immeuble lorsque le tenancier en est propriétaire.

L'impôt est payé en une seule fois au mois d'avril de chaque année et quelque soit la durée de l'exploitation pendant l'année, même en cas de cessation de « commerce ».

Le produit de cet impôt a été, en 1929, de 790,000 livres turques.

§ III. — L'impôt sur certaines denrées de consommation générale

Nous appelons ainsi une taxe qui avait déjà été instituée le 25 mars 1335 (de l'Hégire) pour pourvoir aux besoins financiers nés pendant la guerre.

Cette taxe frappait uniquement les denrées suivantes : le sucre, le thé, le café et le pétrole.

La loi du 15 avril 1337 y a également assujetti quelques autres produits de grande consommation :

A ce moment la nomenclature et le tarif de cette imposition s'établissaient comme suit :

Sucre.	15	piastres par kilog.
Pétrole.	6	—
Café.	20	—
Thé.	40	—
Riz.	10	—
Epices.	30	—
Margarine.	80	—
Bougies.	30	—
Savons.	5	—
Sacs.	5	—

A l'heure actuelle, il n'y a rien de changé à cet égard en ce qui concerne cet impôt.

Les droits sont recouvrés en même temps que les droits de douane à l'entrée des marchandises en Turquie. Ce sont en effet des produits dits exotiques qui passent forcément par la douane, ce qui facilite grandement la perception.

Au moment de l'établissement de la taxation, comme lorsque les taux et l'étendue d'application en ont été augmentées le législateur a pris des mesures temporaires et transitoires pour assurer la taxation des marchandises se trouvant en stocks à la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation.

Nous pouvons ranger également parmi les impôts sur les denrées de consommation générale, la *taxe sur le gaz et l'électricité*, instituée par la loi du 25 juin 1926.

C'est un droit égal à 10 % du montant de la facture due à la Compagnie du gaz et la Compagnie qui distribue l'électricité, par le consommateur particulier. Le législateur a exempté de l'impôt le gaz et l'électricité utilisés dans l'industrie afin de ne pas peser sur les prix de revient et d'éviter une hausse du coût de la vie.

La taxe est perçue par la compagnie en même temps qu'elle encaisse sa facture, moyennant une

ristourne de 2 %. Le produit de cette taxe a été, en 1929, de 325.000 livres turques.

§ IV. — L'impôt sur les transports

C'est la loi du 10 avril 1340 qui a introduit en Turquie l'imposition des transports qui n'existait pas dans l'ancien régime.

Le voyageur paie en vertu de cette loi une taxe proportionnelle au prix de son billet, taxe recouvrée en même temps que le prix du transport par l'entrepreneur, quel qu'il soit, compagnie privée, Etat, ou particulier.

Le taux de l'impôt varie suivant le moyen de locomotion utilisé et suivant la classe.

Sur les chemins de fer et les navires le taux est de 10 % en première classe, 7,50 en seconde, 5 % en troisième.

Sur les tramways et les chemins de fer d'intérêt local, c'est-à-dire ceux réunissant une grande ville aux communes avoisinantes, le tarif est de 5 % en première classe, 2,50 en seconde et en troisième classe. Il n'y a pas de perception inférieure à 10 paras.

Sont exemptés les étudiants, les inspecteurs et les policiers en uniforme.

Les produits sont versés mensuellement par l'entreprise de transport à la caisse du fisc, qui

lui alloue 5 % du montant des droits recouvrés à titre de rémunération.

Le produit de cet impôt a été en 1929 de 900.000 livres turques.

§ V. — Droits perçus sur la navigation et sur la pêche.

Les impôts que nous avons groupés sous cette rubrique appartiennent, dans une certaine mesure, à la catégorie des taxes, car, la taxe étant, par opposition à l'impôt, comme dit M. le Professeur Jèze (1) une somme d'argent versée par l'individu à l'Etat à l'occasion d'un service déterminé rendu à cet individu par les agents publics, les impôts en question, semblent bien, comme nous allons le voir, la contre-partie d'un avantage particulier. Cependant, certains n'ont pas ce caractère et ceux qui l'ont ne l'ont qu'en partie, de sorte que, ne faisant pas d'ailleurs dans cet ouvrage une étude particulière des taxes nous avons préféré examiner ici les contributions en question.

Voici d'abord les droits perçus sur les bateaux :

Droit de port : tous les navires abordant dans

(1) *Cours élémentaire de Science des Finances*, Paris, 1912, page 703.

un port et y embarquant ou y débarquant des marchandises ou des voyageurs doivent acquitter entre les mains de l'administration du port un droit proportionnel à leur tonnage.

Jusqu'à 3 tonnes.....	15 piastres (droit fixe).
» 30 tonnes.....	3 piastres par tonne à partir de la 3 ^e
» 100 tonnes.....	2 — — — — — 31 ^e
» 300 tonnes.....	1 — — — — — 101 ^e
Au-delà de 300 tonnes.	20 paras par tonne.

Droit de visa : tous les navires qui passent dans un port sans embarquer ni débarquer paient :

Jusqu'à 3 tonnes	droit fixe de 5 piastres.
» 30 tonnes	— 10 piastres.
» 100 tonnes	— 15 piastres.
» 300 tonnes	— 20 piastres.
au-delà de 300 tonnes	— 25 piastres. (1)

Permis de circulation : tous gens de mer doivent être munis de ce permis délivré au mois de mars de chaque année moyennant un droit de 300 piastres.

Droit sur les transbordements dans les ports : Toutes les barques faisant le transbordement des voyageurs ou des marchandises des navires au port et vice versa acquittent une taxe mensuelle de 100 piastres, pour le transport des personnes, 200 pour celui des marchandises, etc. Le produit

(1) Les navires qui ne restent dans un port que contraints par la tempête sont dispensés des droits de port et de visa.

de cet impôt a été en 1929 de 150.000 livres turques.

Droits de Phare : Ce droit est perçu pour chaque entrée dans un port, dans les mêmes conditions que le droit de visa. Il est proportionnel au tonnage, et n'est dû que par les navires d'un tonnage supérieur à 5 tonnes.

Ce qu'il y a de particulier à cet impôt c'est qu'il avait été affermé le 8 août 1276 (de l'Hégire) à une société étrangère moyennant une redevance fixe annuelle.

Il a encore été concédé à nouveau le 4 septembre 1924 à une compagnie privée qui doit abandonner à l'Etat 50 % du produit et se charger de l'entretien des phares et de la construction de nouveaux feux. Le produit de cet impôt a été en 1929 de 500.000 livres turques.

La pêche est restée taxée dans le nouveau régime comme elle l'était dans l'ancien en vertu de la loi du 19 avril 1297 (de l'Hégire). Actuellement, lors de la vente aux enchères du produit de la pêche, sous l'autorité de ses agents, l'Etat perçoit les droits que voici :

Droit principal : 20 piastres pour 100.

Droit de conservation : 1 piastre 5.

Frais de recouvrement : 1 piastre 5.

Total 23 piastres pour 100.

Les acheteurs lors de la vente à la criée, peuvent se rendre acquéreurs de la marchandise à crédit, à charge de fournir caution solvable et agréée par l'administration. Dans ce cas l'Etat ne perçoit pas le droit afférent aux frais de recouvrement, ce qui ramène le total des droits à 21,50 piastres. Les acheteurs à crédit doivent être munis d'un permis de circulation.

CHAPITRE III

LES DOUANES

En recouvrant, par le traité de Lausanne le 24 juillet 1923 sa pleine indépendance en matière financière internationale, la Turquie a pu par la loi du 7 juin 1929 transformer son régime douanier, qui, jusqu'alors, n'avait eu qu'un caractère strictement fiscal.

Le nouveau gouvernement a d'ailleurs aussitôt adopté une orientation nettement protectionniste.

En effet, dans l'ancien régime, les industries étrangères avaient eu toutes libertés pour anéantir toute tentative d'organisation d'une production proprement turque. On a vu notamment pour l'industrie du papier et celle de la stéarine et des bougies, comment les fabricants étrangers avaient su se grouper pour anéantir rapidement, grâce à une campagne de prix extrêmement bas, quelques entrepreneurs ottomans qui avaient voulu se lancer dans cette branche de la production.

Aujourd'hui, le gouvernement a toute latitude pour opposer à de telles manœuvres de la concurrence étrangère un relèvement momentané ou permanent des droits de douane.

Quoi qu'il en soit, jusqu'à nos jours, grâce aux restrictions que les capitulations imposaient à l'indépendance douanière de la Porte, la Turquie est restée un pays agricole et son essor industriel est encore à peine naissant.

Il en résulte que son système douanier est même actuellement demeuré très simple et qu'il ignore beaucoup des institutions des systèmes douaniers de grands États.

Bien entendu les droits sont perçus comme partout à la frontière terrestre ou maritime, grâce à la surveillance des agents des douanes.

La déclaration des denrées assujetties doit être faite au bureau de la douane par le transporteur, capitaine de navire, transporteur par voie ferrée ou par voie de terre avec pièces à l'appui, connaissance, lettres de voiturés, etc.

Seulement de la très grande variété de modalités qui existe dans les autres pays : système de l'entrepôt pour les marchandises qui doivent ressortir ultérieurement, système de l'admission temporaire pour les matières qui viennent seulement dans le pays pour subir une transformation industrielle et doivent repartir ensuite, drawback ou restitution à la sortie du droit perçu sur les matières premières employées dans la fabrication de l'objet manufacturé, transit ou exemption de droit pour les produits qui traversent sous wagons ou emballage tamisé etc., le système douanier

Turc ne pratique qu'une partie restreinte et uniquement des plus rudimentaire.

En effet, en dehors de l'acquit au comptant, il ne connaît que l'entrepôt ou le transit, car l'industrie ottomane n'est pas encore assez développée pour éprouver la nécessité de l'admission temporaire et du drawback.

Signalons qu'en ce qui concerne le transit, les marchandises admises à ce mode, doivent ressortir dans les six mois, sinon elles paient les droits.

D'ailleurs les droits sont perçus à l'entrée et c'est seulement lorsque la cargaison repart dans les six mois que les droits sont restitués. L'assujetti peut cependant s'exonérer du paiement des droits en fournissant caution. Au surplus il peut y avoir sortie partielle.

Au point de vue du service de la perception, la matière imposable est divisée en trois catégories, celle qui relève du service ordinaire et courant, celle qui relève des services techniques (laboratoire). Enfin, il y a un service spécialisé dans la surveillance des voyageurs et pour l'exportation.

La repression des fraudes consiste surtout dans la confiscation des objets dissimulés et non déclarés et dans l'acquittement du droit à titre d'amende.

Les poursuites se prescrivent par un an. Il y a

une prime à la dénonciation. (Un tiers des droits recouvrés).

Le tarif douanier turc est basé sur le système des droits spécifiques à l'exclusion des droits ad valorem, que le législateur a écarté à raison des difficultés de contrôle. Le droit ad valorem n'existe que pour les objets qui ne sont pas prévus au tarif. Le taux en est uniformément de 20 %. La valeur de la marchandise est connue par la déclaration du contribuable et pour parer à la fraude, le droit d'acheter le produit suivant la valeur déclarée a été donnée à l'administration.

Pour l'application des droits spécifiques, on prend le poids brut lorsque le droit ne dépasse pas 25 piastres aux 100 kilogs et le poids net au-delà. Pour le calcul du poids net il y a le système de la tare légale lorsque la denrée ne peut être séparée de son contenant : boissons par exemple, conserves, etc.

Pour ce qui est de la tarification douanière, la loi du 6 juin 1929 a adopté le système du double tarif, à l'exclusion du système du tarif unique ou autonome et de celui des tarifs conventionnels.

Il y a donc un tarif général, applicable en dehors de toutes conventions et le tarif minimum dont bénéficient les Etats qui ont signé avec la Turquie un traité de commerce. De ce nombre ont été dès 1924, la France, l'Angleterre, l'Italie,

le Japon, la Grèce, la Roumanie, la Serbie et récemment en 1930, l'Allemagne et la Bulgarie.

Les exportateurs établis dans les pays admis au tarif minimum doivent produire un certificat d'origine délivré par leur ministère du Commerce ou leurs Chambres de Commerce.

Ces certificats doivent être légalisées par les consuls ottomons.

Il y a en outre des denrées qui sont frappées d'une interdiction absolue d'importation. La prohibition douanière en Turquie atteint d'ailleurs uniquement les denrées agricoles et le tabac qui constituent pour la jeune République des industries vitales réclamant une protection particulièrement énergique.

Il y a un certain nombre d'exemptions :

Les bagages personnels des voyageurs, le mobilier personnel des sujets turcs décédés à l'étranger, les outils et machines apportés par les artisans, les modèles et échantillons n'ayant aucune valeur commerciale, les objets acquis par les musées, tout ce qui concerne l'armement militaire ou naval, les effets du personnel diplomatique.

Il y a en outre des exemptions qui sont stipulées en vue de favoriser l'industrie nationale, telles sont celles dont bénéficient les machines agricoles et l'outillage industriel. De même les animaux reproducteurs.

Enfin le Président de la République bénéficie personnellement d'une franchise douanière absolue. Le produit de la douane a été en 1929 de 71.000.000 livres turques.

97

lées

elles

coïnc

immu

CHAPITRE IV

LE TIMBRE ET L'ENREGISTREMENT

SECTION I. — Le Timbre

La loi du 28 mai 1928 n'a fait que remettre légèrement au point l'impôt du timbre qui existait antérieurement dans l'Empire ottoman.

Cet impôt, très productif est, comme l'on sait, d'un mécanisme très simple. Il suppose un écrit un document constatant un fait ou un acte juridique.

Il y a en Turquie comme dans les autres Etats le timbre fixe et le timbre proportionnel. Généralement, le droit fixe est réservé aux documents émis par l'administration dans l'intérêt des particuliers, exemple : timbre des brevets d'invention (en Turquie 5 livres), timbre sur le certificat de marque déposée (2 livres turques).

Le timbre proportionnel est utilisé pour les actes sous seings privés constatant une valeur pécuniaire : par exemple pour 1.000 piastres, le timbre est de 2 piastres, pour 1500, il est de 3 piastres, etc...

Il y a trois modes de perception, savoir : 1° le papier timbré ; 2° le poinçon (factures des com-

merçants) ; 3° l'apposition d'une vignette ou timbre mobile (reçus, affiches, documents officiels, etc.).

Les timbres mobiles et le papier timbré sont en vente en Turquie comme en France, chez les débiteurs de tabac et, en outre, le cas échéant, chez des débiteurs spéciaux. Les débiteurs ont une prime de 5 %.

Nous ne pouvons entrer ici dans tous les détails du tarif du droit proportionnel et du droit fixe. Le taux varie en effet suivant chaque catégorie d'actes obligations, actes commerciaux, polices d'assurances, etc.

Il y a de nombreuses exemptions. On en compte au moins 26. Citons seulement les emprunts d'Etat, bons du Trésor, affiches administratives, pétitions aux Chambres, affiches électorales, etc.

Le produit du timbre a été en 1929 de 8.000.000 livres turques.

SECTION II. — L'Enregistrement

La réforme fiscale n'a pas davantage modifié l'ancien impôt de l'enregistrement. La dernière loi qui le concerne est celle du 7 mars 1330 (de l'Hégire).

Comme nous l'avons dit, l'enregistrement consiste en Turquie, comme dans les autres Etats, dans l'obligation pour les particuliers de déclarer

aux bureaux du fisc la plupart des actes juridiques ou des faits juridiques qui affectent leur patrimoine. Cette déclaration est consignée sur un registre spécial et donne lieu à la perception d'une taxe. D'ailleurs l'emploi du mot *taxe*, en matière d'enregistrement ne doit pas abuser, car il s'agit bien en réalité ici d'un impôt et non du prix d'un service rendu par l'Etat aux particuliers. Sans doute, à l'origine, comme l'on sait, l'enregistrement répondait à un véritable besoin social en assurant la conservation des actes importants. Mais aujourd'hui, le tarif de la taxe s'est tellement aggravé qu'il est hors de proportion avec le service rendu, et, au surplus, les actes sont, par ailleurs, conservés le plus souvent aussi dans d'autres registres que ceux de l'Etat, par exemple chez les notaires.

En Turquie, l'enregistrement est obligatoire pour tous les actes authentiques et judiciaires. Il n'est que facultatif pour les autres actes et il ne s'applique d'ailleurs qu'en matière immobilière.

Aux actes authentiques et judiciaires s'appliquent ce qu'on appelle les droits d'actes.

Aux actes sous-seings privés constatant des transactions immobilières s'appliquent les droits dits droits de mutation.

Les ventes, hypothèques, échanges, partages, cession d'usufruit, d'immeubles ou de fonds de

commerce sont ainsi assujettis à des droits d'enregistrement.

Sans entrer dans les détails indiquons simplement qu'une vente immobilière paie, en Turquie, un droit de mutation égal à 5 % de la valeur de l'immeuble, s'il est bâti. 3 % seulement, si c'est un fonds de terre, ou un fonds de commerce.

Les hypothèques ne supportent dans tous les cas qu'un droit de 3 %. Les échanges et divisions 5 %.

La valeur considérée est celle qui figure au cadastre pour les immeubles.

Les redevables ont un an pour déclarer la mutation.

C'est le vendeur qui est débiteur de l'impôt.

Le paiement du droit peut être fractionné en 3 versements annuels pour les ventes. Le produit du droit d'enregistrement a été en 1929 de 200.000 livres turques.

CHAPITRE V

LES MONOPOLES

Le nouveau régime s'oppose à l'ancien régime, notamment par la multiplication des monopoles dans le système fiscal instauré actuellement.

La jeune république a créé, en dehors des vieux monopoles du sel et du tabac 13 nouveaux monopoles que nous allons passer rapidement en revue.

SECTION I. — Le monopole des Essences

Ce monopole a été institué par la loi du 25 janvier 1926. Il ne s'applique qu'au pétrole et à la benzine, à l'exclusion de leurs dérivés.

L'Etat est seul importateur de ces deux produits et les revend avec un bénéfice fixé uniformément à la somme de 8 piastres par kilog.

Le prix de la marchandise est déterminé de la manière suivante : Au prix d'achat, on ajoute :

Le droit de douane.

L'impôt de consommation.

Les frais de transports de manipulation et d'entrepôt. L'addition est alors augmentée de la somme de 8 piastres par kilog.

Le monopole est géré par un office doté de la personnalité morale, à la tête duquel se trouve

un conseil d'administration formé d'un Président et de 3 membres tous nommés par le Ministre des Finances avec l'agrément du Conseil des Ministres, et dont les décisions sont exécutées par un directeur nommé par le Ministre des Finances avec l'agrément du Président de la République.

Le Budget de l'office préparé par le Conseil d'Administration est soumis à l'assemblée nationale par le ministre des finances.

L'indépendance commerciale et financière de l'office est soigneusement assurée. Le conseil d'administration prend toutes les décisions nécessaires sans autorisation préalable ; l'examen du budget du monopole par le Ministre des finances et par l'assemblée nationale n'a que le caractère d'un contrôle. Ce contrôle ne vise qu'à prévenir la fraude, mais l'office à la libre disposition de ses capitaux. On ne peut mieux comparer ce régime, si ce n'est à celui adopté en France pour le monopole du tabac, depuis que les produits en ont été affectés à la dotation de la caisse d'amortissement par la loi du 10 août 1926.

En commercialisant le monopole des essences, la Turquie a voulu éviter tous les inconvénients inhérents au régime de la gestion budgétaire générale, dans lequel les dépenses du monopole, confondues avec les autres dépenses de l'Etat, risqueraient d'être parfois réduites en faveur d'au-

tres chapitres du budget, au détriment d'une bonne gestion, en retirant aux administrateurs la possibilité de s'approvisionner au moment favorable, en leur donnant, en revanche, la faculté de se procurer à tous moments des crédits supplémentaires, ce qui pourrait les pousser à négliger les occasions favorables.

Pour inciter le Conseil d'administration à agir dans un esprit tout à fait commercial, l'office ne reçoit pas des crédits annuels, mais a été doté d'un capital initial de 4.000.000 livres turques avec lequel il doit subsister par ses propres moyens.

La gestion du monopole est ainsi placée dans les mêmes conditions que le serait celle d'une entreprise privée. Ses dirigeants n'agissent pas comme des salariés qui n'ont pas d'intérêt personnel à la réussite de l'affaire mais comme des négociants ordinaires.

Depuis l'entrée en vigueur de ce régime, on a pu constater que la vente de la benzine laissait un bénéfice net de 20 % y compris la surtaxe de 8 %, et le pétrole 25 % y compris également la surtaxe. Il faut remarquer que le prix du produit n'est pas le même sur tout le territoire de la République, car il y a lieu de tenir compte des frais de transports pour les régions mal desservies.

Le bénéfice est plus considérable pour le pé-

trole, parce que ce dernier est en Turquie un produit de large consommation. Dans beaucoup de localités il consitue presque le seul mode d'éclairage en l'absence de l'électricité. La benzine est utilisée au contraire surtout pour l'automobile.

Lors de l'établissement du monopole, les stocks existants ont dû être déclarés dans le mois et tous ceux qui n'ont pas été vendus dans les deux mois, ont dû payer une taxe de 8 piastres par kilogs.

La déclaration était prescrite à peine d'une astreinte de 10 livres turques par jour de retard.

Quant aux quantités commandées avant l'établissement des monopoles et non encore reçues, les acheteurs ont du les prendre en livraison pendant deux mois, encore à charge de déclarer leur commande et de la vendre dans les deux mois. S'ils ont préféré réexporter le produit, le droit de douane et la taxe de consommation leur ont été restitués.

Les prix de vente des stocks et des quantités commandées avant l'établissement du monopole ont été fixés pour chaque région par une commission composée de deux fonctionnaires et de deux personnes désignées par la Chambre de Commerce ou le conseil municipal de la localité.

SECTION II. — Le monopole du Sucre

C'est également la loi du 25 janvier 1926 qui a institué ce monopole.

L'état est de même le seul importateur du sucre et des matières sucrées (confitures, chocolat, etc.) Le commerce en est libre ensuite à l'intérieur du pays.

Comme pour les essences, le prix de revente par l'Etat est fixé en ajoutant au prix d'achat, outre le droit de douane l'impôt de consommation et les frais de transports la somme de 8 piastres par kilogs.

Le prix de vente varie ainsi suivant les régions, puisque les frais de transports sont, suivant les cas, plus ou moins élevés.

Pour les négociants qui veulent exporter la marchandise, il y a restitution du droit de douane de la taxe de consommation et du droit de 8 piastres par kilog.

Le monopole du sucre est géré par l'office des essences, qui en comprend les frais et les profits dans un seul et même budget avec ceux du pétrole et de la benzine.

Ce monopole a un but plus économique que fiscal. En frappant d'une surtaxe le sucre importé il aboutit à favoriser énergiquement la fabrication du sucre de betterave à l'intérieur du pays.

Si l'état se contentait du droit de douane sur le produit provenant de l'étranger, et des impôts ordinaires de consommation, avec les impôts sur le chiffre d'affaires et sur la profession, on a calculé qu'il préleverait sur la marchandise une part

égale à 15 % environ de son prix d'achat, tandis qu'avec le monopole sa part s'élève à 20 %.

Lors de l'entrée en vigueur du monopole, les détenteurs de stocks ont dû déclarer dans le mois les quantités possédées et les écouler dans les deux mois au prix fixé par une commission composée de la même manière qu'en matière de monopole des essences.

Les commerçants qui ont pu prouver qu'ils avaient des commandes antérieures au 25 janvier 1926 dont ils devaient prendre livraison, ont été autorisés à les recevoir à condition de les vendre à l'intérieur ou de les réexporter dans le délai de deux mois.

SECTION III. — Le monopole des Cartes à jouer

La loi du 30 septembre 1336 (de l'Hégire) avait créé une taxe sur les appareils de jeux. La loi du 30 juin 1927 a créé le monopole de la fabrication de l'importation et de la vente des cartes à jouer.

Chaque jeu de cartes emballé doit contenir le poinçon de l'Etat sinon il ne peut circuler dans le commerce.

L'Etat ajoute au prix de revient du produit la somme de 100 piastres par jeu. Il y a une amende de 1.000 piastres pour les vendeurs d'un jeu non poinçonné. Le monopole comporte des dérogations en ce sens que, moyennant une au-

torisation spéciale, des particuliers peuvent fabriquer des jeux de cartes et les vendre en faisant poinçonner leurs produits et en payant la taxe de 100 piastres. De même, on peut obtenir une autorisation d'importation à charge de faire également poinçonner les jeux importés.

La répression de la fraude, dans ce monopole est facile à la frontière, pour l'importation, il n'en est pas de même pour la fabrication à l'intérieur, car la production ne nécessite pas un matériel encombrant et difficile à dissimuler.

Le monopole des cartes à jouer a, indépendamment de son but fiscal, l'avantage de restreindre dans une certaine mesure une consommation qui est plutôt nuisible au point de vue moral.

Lors de l'établissement du monopole il a été pris des mesures transitoires analogues à celles que nous avons relatées dans les pages qui précèdent pour les essences et le sucre à l'égard des détenteurs de stocks et les commerçants ayant passé des commandes à l'étranger. Le produit du monopole des cartes à jouer a été en 1929 de 40.000 livres turques.

SECTION IV. — Le monopole des Allumettes

Dans l'ancien régime, il n'y avait qu'un droit de 100 paras pour cent allumettes perçus au

moyen de l'apposition d'une vignette sur chaque boîte à la fabrication et à l'importation.

Le monopole a été établi par la loi du budget du 1^{er} mars 1924.

La fabrication, l'importation et la vente sont monopolisés au profit de l'Etat ou de la Société qui en sera éventuellement concessionnaire.

La fraude est réprimée par la confiscation et une amende de 25 piastres par boîte saisie.

Dès le 1^{er} mars 1924, le gouvernement avait affermé la gestion du monopole à une société anonyme pour une durée de 5 ans avec faculté de résiliation tous les deux ans. Le prix des boîtes d'allumettes devait être partout uniforme à raison de 2.50 piastres par 40 allumettes et 5 piastres par 100 allumettes.

L'Etat devait recevoir une redevance annuelle fixe. La société devait racheter les fabriques existant avant l'institution du monopole.

Le monopole a été concédé pour 25 ans en 1930 à une société américaine qui verse chaque année une redevance fixe au trésor (50.000 livres turques), plus une part sur les superbénéfices.

Lors de l'établissement du monopole, il a été pris les mêmes mesures que celles étudiées précédemment pour les autres monopoles.

SECTION V. — Le monopole de l'Alcool
et des boissons alcoolisées et hygiéniques

C'est la loi du 22 mars 1926, qui a créé ce monopole en l'étendant à l'importation, la vente et la fabrication.

Ce monopole a un but plus économique que fiscal. En effet, l'exportation est libre et la fabrication pour l'exportation est autorisée à condition que la destination du produit soit indiquée et prouvée. L'Etat veut pousser les vignerons à transformer les raisins en vins, car la culture de la vigne n'est d'un bon rapport que si l'exploitant fabrique le vin ou l'alcool. Toutefois, la fabrication pour l'exportation n'est libre que pour le raisin frais.

D'autre part, l'importation doit être totalement prohibée à partir de la cinquième année après l'établissement du monopole.

Pour les besoins intérieurs, le monopole n'est pas absolu, en ce qui concerne la fabrication. En effet, en dehors de la fabrication pour l'exportation qui est libre sous réserve d'une déclaration, la fabrication pour la fourniture au monopole peut également être autorisée, sans condition pour le vin et la bière, et à condition d'une capacité de fabrication de 250 litres par heure d'alcool pur pour les alcools. Pour ces derniers, l'entrepreneur

doit utiliser les appareils munis d'un compteur de manière à permettre un contrôle facile des agents de l'administration.

Toutes les fabriques existant avant l'entrée en vigueur du monopole et ne remplissant pas ces conditions ont été rachetées par l'Etat au prix fixé par l'administration des finances, d'accord avec les représentants des fabricants.

Les entrepreneurs qui n'ont pas voulu accepter le prix offert ont été contraints de vendre leur installation à l'étranger dans un délai de 3 mois sous peine de confiscation.

Le monopole achète la production des fabriques autorisées aux conditions suivantes :

Pour l'alcool, avec une plus value de 5 à 15 % sur le prix de revient.

Pour le vin, la plus value varie de 10 à 15 %.

Le prix est calculé par une commission comprenant des représentants de l'administration et des fabricants dans chaque région.

La marchandise est placée par le monopole dans des récipients scellés et marqués. La vente a lieu par bouteilles par les agents du monopole et les détaillants doivent revendre les bouteilles scellées et marquées. Le débit par verres est libre pour la consommation sur place. Les débitants sont assujettis à une licence.

Pour la circulation, il faut obtenir un permis

délivré par le monopole, du moment que la quantité transportée dépasse dix litres pour les boissons alcoolisées et hygiéniques et 1 demi-litre pour l'alcool. Le prix de vente par le monopole est fixé par le ministre des finances après approbation par le Conseil des ministres. Il est, à l'heure actuelle, déterminé comme suit :

Pour l'alcool pur au litre, 100 piastres à Stamboul, et dans le pays, 100 piastres plus le coût du transport.

Alcool dénaturé, 70 piastres à Stamboul, eaux de vie, cognac, liqueurs, etc.

240 à 300 piastres qualité extra.

160 à 220.

120 à 160.

Vins 40 à 120 piastres.

Bière 30 à 50 piastres.

Les boissons importées sont revendues avec un bénéfice net de 25 %.

L'Etat rétrocède 10 % de la recette nette aux administrations locales, départements et communes pour les besoins de leurs services publics d'Hygiène sociale.

La répartition de cette somme est faite au prorata de la population.

Ce système rappelle le régime existant en France sous le nom de Fonds communs. En France il y

a ainsi un fonds commun des boissons. Il a été créé en vue de préparer la suppression des octrois. M. Allix critique d'ailleurs le système des fonds communs. En ce qui concerne le mode de répartition d'abord, il est très difficile d'éviter les injustices. Si l'on prend uniquement pour base la population de chaque localité, on donne aux communes plus qu'elles n'ont besoin, car les services n'entraînent pas forcément des dépenses en rapport avec le nombre des habitants. D'autre part, les localités percevant sous cette forme une recette dont les habitants ne ressentent pas immédiatement le poids, sont incitées à plus de gaspillage dans son emploi. Au contraire, elles sont économes du produit des impôts locaux dont la population constate directement l'augmentation avec le surcroît des dépenses locales. Le produit du monopole de l'alcool a été en 1929 de 5.900.000 livres turques.

SECTION VI. — Le monopole du Tabac

Comme nous le savons, ce monopole existait dans l'ancien régime depuis 1879. La loi du 7 février 1926 a prorogé jusqu'à la fin de l'année financière 1930, le système de l'exploitation par l'Etat qui avait succédé en 1914 au régime de la concession à la Régie des tabacs ottomans.

Cette loi a en même temps précisé et réorgani-

sé les détails de l'organisation de ce monopole dont le fonctionnement est assez complexe.

Il faut distinguer la culture des plants de tabac et leur vente d'une part, et la fabrication et la vente des tabacs de consommation.

a) *La culture et la vente des plants de tabacs.*

La culture du tabac est libre. Mais chaque exploitant doit faire une déclaration avant le 1^{er} avril.

L'administration doit faire connaître avant le 15 avril si le planteur remplit les conditions légales et si elle ne s'oppose pas à ce qu'il plante. En cas d'opposition de l'administration, l'intéressé peut se pourvoir devant une commission qui comprend un fonctionnaire civil, un fonctionnaire du fisc et un agent du monopole. Cette commission apprécie si l'opposition de l'administration est fondée, notamment sur l'insuffisance des garanties présentées par le planteur. Elle doit statuer dans la quinzaine de la réception de la réclamation de l'intéressé.

La déclaration susvisée doit être renouvelée chaque année.

La culture faite sans déclaration préalable est réprimée par la confiscation de la récolte et, le cas échéant, une peine de prison.

Les plants doivent être effectués suivant des règles précises de manière à faciliter le recensement par les agents du monopole.

Ces derniers vérifient les quantités ensemencées dans le courant de juin.

Au mois de juillet, une commission se réunit dans chaque région pour procéder à l'évaluation de la récolte. Elle est composée de deux fonctionnaires : un civil, un fiscal et d'un représentant des planteurs. Ils prêtent serment devant les assemblées locales. L'estimation a lieu sur place en présence de l'exploitant, elle est arrêtée à la majorité des voix. Elle est couchée sur un registre, un double de chaque estimation est remise à chaque planteur qui peut se pourvoir devant une commission composée différemment.

Après la récolte, une deuxième commission est chargée de peser les tabacs secs et contrôler la quantité séchée avec l'évaluation faite par la première commission. Si une insuffisance est constatée, le planteur doit en indiquer les causes et justifier de leur existence. S'il ne peut donner de raisons valables et dûment prouvées, il est redevable envers le monopole des manquants. Au surplus, en cas de pertes de tout ou partie de la récolte, l'exploitant doit faire une déclaration dans les 48 heures pour que les agents du monopole puissent immédiatement contrôler le fait.

Le tabac sec ne peut être conservé par le planteur. Il doit l'expédier dans les entrepôts du monopole et a le droit de l'y conserver sans le vendre pendant deux ans, moyennant une taxe à partir

du 6^e mois. Au bout de deux ans l'administration a le droit de disposer du stock déposé, soit à son profit, soit pour l'exportation. Toutefois, elle ne peut s'adjuger le lot qu'après l'avoir mis en adjudication chez les exportateurs.

Le droit de magasinage varie d'un minimum de 15 paras pour une durée de moins d'une semaine, à un maximum de 20 piastres par mois, suivant le volume du ballot.

Le Planteur qui vend sa récolte à l'administration, ne fixe pas lui-même son prix. Celui-ci est déterminé d'après le cours du marché pour chaque catégorie, à l'exportation. Le cours est déterminé par une commission composée de représentants de monopole des planteurs et des exportateurs.

L'exportation par les planteurs est libre.

Le droit à l'exportation, perçu par l'Etat varie suivant la destination du produit. Ce droit s'appelle le Reftieh.

Il n'est perçu que pour l'exportation destinée aux pays suivants :

Perse.	7 piastres par kilog.
Crète.	4 —
Bulgarie.	3 —
Roumanie.	3 —
Serbie.	3,5 —
Egypte.	3 —

Il y a une qualité de tabac qui ne paie dans chacun de ces pays que 1.5 par kilog.

Le planteur doit faire une déclaration à l'administration lorsqu'il a vendu à tel exportateur. Ce dernier prend livraison à l'entrepôt du monopole, qui lui délivre moyennant caution et à charge de justifier de la destination, et après versement des droits d'exportation qui peuvent être dus. Le prix est payé par l'exportateur au monopole qui le fait parvenir au planteur sous déduction de tous frais qui peuvent être dus, notamment à titre de magasinage.

L'importation des tabacs bruts étrangers est exclusivement réservée au monopole.

b) *Fabrication et vente des tabacs de consommation.*

Le monopole de la fabrication et de la vente est absolu. La fabrication a lieu dans les manufactures de l'administration. La vente au détail est affectuée par des personnes choisies et surveillées par les agents du monopoles dans des boutiques ou débits de tabac dont le nombre et l'emplacement sont fixés par l'autorité.

L'administration ne peut pas confier l'exploitation des débits de tabac à qui il lui plaît, mais seulement aux mutilés de guerre, aux orphelins dont le père était combattant. Les mutilés peuvent, si leur infirmité les empêchent d'exploiter eux-mêmes, avoir un gérant auquel il ne peut être

rétrocédé que les deux tiers de la prime allouée pour la vente.

Toutefois, si l'Etat ne peut trouver dans une localité une personne remplissant les conditions pour exploiter un débit, il peut s'adresser à un particulier non mutilé, ni orphelin de la guerre, qui doit alors payer une licence appelée Beiyé.

Cette licence est de 750 piastres par an dans les chefs-lieux de départements, 500 dans les agglomérations communales, 250 si l'agglomération comprend moins de 200 feux.

L'autorisation de tenir un débit de tabac est rigoureusement personnelle et ne peut être cédée.

Les débitants sont assujettis à un certain nombre de prescriptions : propreté du débit, affichage des prix, vitrine pour les tabacs de luxe, tenue de registres, etc.

La répression de la Fraude est facilitée par ce fait que les produits ne peuvent être vendues s'ils ne sont pas revêtus du timbre du monopole et de la bande de garantie. En cas d'infraction, une amende de 200 piastres est infligée au délinquant, par kilog. saisi la marchandise est confisquée et il peut y avoir une peine de prison. Le produit du monopole du tabac a été en 1929 de 25.000.000 livres turques.

SECTION VII. — Le monopole des Papiers
à Cigarettes

La loi du 1^{er} mars 1341 a adjoint au monopole du tabac celui du papier à cigarettes, qui est géré par la même administration. Cette mesure n'avait, à l'origine, qu'un caractère temporaire et avait dû être renouvelée chaque année, mais la loi du 8 février 1926 l'a prolongée jusqu'à la fin de l'année 1930.

Des pénalités sévères frappent les particuliers qui fabriqueraient et mettraient en vente du papier à cigarettes, savoir, une amende de 25 piastres par bande de papier de 9 cent. de long. sur 5 de large.

Lors de l'établissement du monopole, les fabricants ont eu deux mois pour réexporter le papier commandé à l'étranger et non encore livré ou pour le vendre à l'administration. Ils ont eu une semaine seulement pour disposer de la même manière du papier qu'ils avaient en stock. Le prix de rachat par l'Etat fut débattu sous le contrôle d'une commission composée, comme dans les hypothèses analogues précédemment étudiées.

Les fabricants en question ont dû s'exécuter sous peine d'une astreinte de 100 livres turques par jour de retard, les détaillants, deux livres seulement.

Le monopole du tabac et du papier à cigarettes est géré comme celui des essences par un office doué de la personnalité morale et pourvu d'un capital, afin d'assurer une gestion vraiment commerciale de l'entreprise.

SECTION VIII. — Le monopole du Sel

Depuis son établissement en mars 1278 (de l'Hégire) le monopole du sel n'a pas subi de modifications très profondes. Aujourd'hui il est toujours exploité directement par l'Etat qui l'exploite par ses fonctionnaires et en embauchant des ouvriers des salines et autres lieux de production.

Actuellement le sel est vendu aux commerçants à raison de 6 piastres le kilog.

Des précautions sont prises à la vente et à la circulation pour éviter la fraude et la contrebande.

Lors de la vente au lieu de production un permis de circulation est remis à l'acheteur, lequel permis mentionne la quantité vendue, le nom de l'acquéreur, la destination et la durée du transport. A l'arrivée, ce permis doit être présenté aux agents de l'Etat chargés du service du monopole, qui procèdent à toutes vérifications. Le sel est revendu aux détaillants en présence des fonctionnaires du service.

Le ministre des finances fixe le prix du sel des-

tiné à l'exportation. Les exportateurs sont également assujettis à la formalité du permis de circulation. Aujourd'hui il y a une exportation considérable vers les pays balkaniques.

Pour faciliter la vente, la loi du 24 mai 1928 a prévu que des crédits pourraient être accordés aux marchands de gros qui achètent directement à l'Etat.

Les ventes à crédits ne peuvent porter sur des quantités supérieures à 1.500 tonnes, le paiement doit être garanti par la caution d'une banque. Le crédit est d'abord consenti pour une durée de trois mois. Si à l'expiration de ce délai les marchands fournissent de nouveau la caution d'une banque, un nouveau crédit de même durée peut être accordé. Le produit du monopole du sel a été en 1929 de 7.500.000 livres turques.

SECTION IX. — Le monopole des Poudres et des Explosifs

Nous groupons sous cette rubrique trois monopoles distincts qui ont été concédés chacun à une société anonyme turque différente :

Le monopole des poudres et des matières explosives, celui des cartouches et des articles de chasse, celui du petit plomb de chasse.

L'état qui a créé treize monopoles ne pouvait songer à les exploiter tous lui-même ; parmi ceux

déjà étudiés nous avons vu que l'un était concédé à une société étrangère (allumettes), les autres gérés par l'Etat ou par des offices qui sont encore des administrations publiques.

Le gouvernement a pris soin de n'établir aucun monopole sur des denrées de première nécessité afin de ne pas accroître le prix de la vie (sauf pour le sel).

D'autre part, il s'est efforcé de se décharger le plus possible de la gestion des monopoles établis sur des entreprises privées dont l'exploitation a forcément un caractère plus commercial.

SECTION X. — Le monopole des Poudres et des Matières explosives

Déjà sous l'ancien régime en 1285 (de l'Hégire) avait été établi un monopole sur les poudres et salpêtres à la fois dans un but fiscal et par mesure de sûreté nationale. La fabrication à l'intérieur, l'importation des poudres étrangères et la vente étaient absolument interdites aux particuliers.

L'Etat fabriquait lui-même à Constantinople dans la manufacture impériale : Barout, Khaneiamyré les poudres de chasse et de mines et les mèches servant aux explosions dans les mines.

La manufacture de Constantinople avait des dépôts dans les départements et dans les communes auxquels s'approvisionnaient les débitants. Ces derniers devaient être des personnes agréées

par l'administration. On les choisissait de préférence parmi les anciens officiers. Ils étaient soumis à l'exercice des agents de la régie. Ils devaient tenir un registre de leurs opérations en y mentionnant le nom et l'adresse de leurs acheteurs. Il était défendu de vendre plus de 2 kgs de poudre de chasse à la même personne et plus de 10 kgs de poudre de mine. La mine devait, au surplus, produire à l'appui de sa commande un certificat de l'ingénieur visé par l'administration. Au cas où une quantité supérieure aurait été nécessaire, il fallait faire une demande au ministre des travaux publics. Ce dernier ne pouvait autoriser l'acquisition d'une quantité supérieure à 30 kgs

Le gouvernement avait toujours le pouvoir d'interdire, suivant les circonstances, la vente des poudres dans telle ou telle localité.

Les débitants bénéficiaient d'une remise de 4 piastres par kgs pour la poudre de chasse et de 1,50 piastre pour la poudre de mine. Ils avaient 1 piastre pour chaque mèche de 10 mètres de long et 1 piastre par kilog de salpêtre.

Le règlement d'administration publique du 24 janvier 1297 (de l'Hégire) avait fixé de la manière suivante le prix de vente des produits :

Poudres de chasse : 12 piastres le kg.

mines : 9.50 —

Salpêtre de 1 degré : 12.

Salpêtre de 2 degrés : 9.

La saisie et la confiscation frappaient la vente et la fabrication clandestine des matières monopolisées. En outre, une amende du double de la valeur des produits saisis étaient prononcées contre les délinquants qui pouvaient aussi encourir une peine de prison.

Les poudres n'étant plus aujourd'hui fabriquées avec du salpêtre mais avec de l'acide nitrique, le monopole a maintenant cessé de s'appliquer au salpêtre.

Primitivement en Turquie, c'était la direction générale des fabrications militaires au Ministère de la Guerre qui était chargée de la gestion du monopole des poudres.

La loi du 28 novembre 1925 a confié cette gestion au ministre des finances, avec la faculté de la concéder à une société privée. Le ministère de la Guerre ne s'occupe désormais que de la fabrication de la poudre de guerre.

Le Ministère des Finances a aussitôt concédé le monopole, après l'avoir séparé en trois branches, à trois sociétés privées :

Une convention du 7 septembre 1926, passée à Angora entre le ministre et les représentants de la société qui s'est formée à cet effet, comprend les dispositions suivantes :

Le gouvernement concède à la société le droit d'exploiter le monopole des poudres et des ex-

plosifs depuis le 7 septembre 1926 jusqu'au 7 septembre 1956.

La société a l'exclusivité de la vente, de la fabrication et de l'importation.

Le capital social ne doit pas être inférieur à 1,500,000 livres turques. Il peut être augmenté jusqu'à 3 millions par décision du Conseil d'administration avec l'avis du ministre des finances. L'Etat a 50 % des parts de fondateurs.

Le siège social est à Constantinople. Le conseil d'administration doit être composé au moins pour moitié de sujets turcs.

La société s'est engagée à construire en trois ans les fabriques nécessaires pour que l'importation cesse d'être nécessaire pour les besoins du pays.

La société doit employer les matières premières indigènes de préférence à toute autre, même si elles coûtent 10 % de plus.

Les plans des fabriques et des dépôts projetés doivent être approuvés par le gouvernement.

Un commissaire du gouvernement contrôle les comptes de la société.

En échange des privilèges qui lui sont concédés, la société devra laisser à l'Etat, à l'expiration de sa concession tous les immeubles qu'elle aura édifiés pour la fabrication et les dépôts des produits, de même que l'outillage en bon état

de fonctionnement. Parmi les avantages qui lui sont accordés figure l'exemption des droits d'octrois pour la construction des immeubles et, d'autre part, l'Etat lui donne en location ses dépôts existants.

Le partage des bénéfices entre la société et l'Etat est réglé de la manière suivante :

La société doit à l'Etat une redevance fixe annuelle de 550.000 livres turques, quel que soit le chiffre des ventes. Mais à partir de 600 tonnes, la redevance augmente à raison de 250 livres par tonnes en plus jusqu'à 800 et au-delà 500 livres turques par tonnes plus 5 % du chiffre des ventes. Bien entendu, l'Etat perçoit en outre sa part dans les bénéfices en qualité d'associé. Le tarif des ventes est fixé, à l'heure actuelle, de la manière suivante :

Dynamite de gomme.	250	piastres.
Dynamite de gélatine.	250	—
Astralite.	220	—
Amonale.	220	—
Grizotin conche.	220	—
— ronche.	220	—
Poudre sans fumée de chasse.	600	—
Poudre noire de chasse.	200	—
Poudre noire de mine.	200	—
Capsule de 2 à 5 numéroté, l'unité.	3	—

Capsule de 6 à 7 numéroté, l'unité.	3 piastres
Capsule de 8 numéroté, l'unité.	4 —
Mèche, le mètre.	5 —
Mèche, le mètre.	6 —

La société a des magasins de vente dans chaque localité et délivre aux vendeurs des certificats et permis de circulation. Il est défendu de céder le produit à un prix différent du tarif et en cas d'infraction, la confiscation est prononcée et le délinquant encourt une amende. C'est d'ailleurs à l'Etat que vont les objets confisqués et le montant de l'amende, ceci afin de l'intéresser à la répression.

En garantie de ses obligations la Société a donné à l'Etat une caution de banque de 150.000 livres turques.

Le système de la concession a été adopté parce que le Gouvernement en escomptait les avantages que voici : D'abord, on encourageait par ce procédé le développement en Turquie d'une industrie privée pour la production de matières qui présentent le plus grand intérêt pour le service de la défense nationale. La République doit obtenir par ce moyen son indépendance vis-à-vis des pays étrangers auxquels elle ne sera plus obligée d'avoir recours pour ses fournitures de guerre.

D'autre part, la production par des entreprises privées est toujours d'un rendement supérieur à celle qui est organisée par les services publics de l'Etat.

Comme l'a fait observer M. Paul Leroy-Beaulieu dans son traité d'Economie Politique, il manque à l'Etat, en matière industrielle, le stimulant de la concurrence, la compétence et l'esprit de suite, parce que ses agents sont soumis aux vicissitudes de la politique et des consultations électorales. Les dirigeants des services publics qui touchent un émolument fixe ne sont pas poussés à mieux faire par la perspective d'un gain supérieur, et le risque de pertes. Au surplus la gestion par l'Etat est nécessairement formaliste et bureaucratique et entraîne par conséquent des frais généraux excessifs.

De 1285 à 1341 (de l'Hégire) le monopole a été exploité par l'Etat sans que des progrès sensibles aient été enregistré dans les méthodes et le volume de la production.

Dans le contrat de Concession que nous venons d'étudier, la Turquie s'est assurée des avantages précis qui sont très importants : d'abord, l'assurance que dans trois ans la production ne nécessitera plus aucune importation de matière première en provenance de l'étranger. Ensuite dans trente ans, l'Etat recueillera gratuitement toutes

les installations de la Société. En troisième lieu la répartition des bénéfices est toute à l'avantage de la collectivité : L'Etat prend d'abord 5 % du montant des ventes totales de l'année, et une redevance fixe quel que soit le chiffre des ventes. L'Etat est, en outre, participant aux bénéfices en qualité d'associé, puisqu'il a 50 % des parts de fondateurs et 50 % du capital social. Le produit de ce monopole a été en 1929 de 715.000 livres turques.

SECTION XI. — Le monopole des Cartouches et des Articles de chasse

Ce monopole créé par la loi du 3 juin 1926 a été également affermé à une société anonyme turque. Il s'étend à la fabrication à l'intérieur, à l'importation et à la vente.

Les conditions de la concession sont les mêmes que pour le monopole des poudres et explosifs : Engagement de ne plus importer dans trois ans, durée de la concession fixée à trente ans, obligations d'installer des fabriques et des dépôts qui reviendront gratuitement à l'Etat en fin de concession. L'Etat a la même part dans le capital, les bénéfices et prélève la même redevance sur les ventes.

Mêmes exemptions en matières d'octrois au profit de la Société, etc. La redevance s'élève à

137.320 livres turques jusqu'à 10 millions de cartouches de ventes, et ensuite 13.732 livres turques par million. Pour les mêmes chiffres sa part d'associé doit donner approximativement 33.480 livres turques et 3.347 livres turques. Pour les produits importés, il a 15.400 livres turques pour 4 millions et à titre de redevance, le bénéfice comme associé s'élevant à 6.630 livres turques.

Sur 100.000 boîtes plastorisées 25.200, redevance 6.495 part d'associé.

Sur chaque million en plus du premier, 3.591 redevance, 421 part d'associé.

D'ailleurs, ce mode de répartition est provisoire. Dès qu'il n'y aura plus d'importation, un nouveau système sera adopté. A ce moment les chiffres seront les suivants :

20 millions de cartouches, 490.597 livres pour redevance, 36.668 part d'associé.

Pour chaque million en plus, 24.529 redevance, 1.733 part d'associé.

De 20 à 50 millions, 6.600 de redevance par million.

Pour les boîtes plastorisées : jusqu'à 100 mille, 32.437 de redevance et 6.533 de part d'associé au delà pour chaque millier, 1.000 livres de redevance et 50 de part d'associé.

Pour tous les autres articles il a droit à une redevance forfaitaire de 4.000 livres. Le produit

de ce monopole a été, en 1929, de 290.000 livres turques.

SECTION XII. — Le monopole du petit plomb
de chasse

Ce monopole créé par la loi du 17 juillet 1927 a également été affermé à une société anonyme turque aux mêmes conditions que les deux monopoles précédents :

Les prix des produits sont actuellement les suivants, tels qu'ils ont été fixés par le ministre des Finances, d'accord avec les représentants de la société :

Le sac de 3 kilogs : 235,50 piastres, pris à Constantinople. En province, ce prix est augmenté des frais de transport.

Jusqu'à quatre tonnes l'Etat reçoit une redevance fixe de 130 mille livres turques et au-delà une somme de 3.251 livres turques par tonne. Sur les quantités exportées l'Etat ne perçoit aucune redevance, mais seulement sa part comme associé dans les bénéfices nets. Le Gouvernement a voulu, en effet, encourager l'exportation de ce produit.

Tant que la société n'a pas construit toutes ses installations elle donne à l'Etat une caution de 20.000 livres turques. Le produit de ce monopole a été, en 1929, de 130.000 livres turques.

CHAPITRE VI

LES RECETTES ADMINISTRATIVES

La réforme réalisée par le nouveau Régime turcs a apporté un changement particulièrement heureux dans le système pratiqué pour les recettes administratives. Alors qu'autrefois, ainsi que nous l'avons vu, chaque département ministériel avait la libre disposition des recettes encaissées par lui, lesquelles ne figuraient pas au budget général, ce qui avait pour effet de faire échapper à tout contrôle sérieux une appréciable proportion des finances de l'Etat, dans le nouveau Régime, au contraire, toutes les recettes de l'Etat constituent un fonds unique et les recettes administratives n'échappent pas à cette règle ; celles-ci sont, comme les produits, des impôts versés au Trésor et affectés, sans distinction d'origine, à l'ensemble des dépenses publiques.

Nous allons passer rapidement en revue les principales recettes de ce genre, recouvrées par les différents ministères :

1° Ministère des Postes et Télégraphes :

Les postes et les télégraphes sont gérés par l'Etat. Les téléphones sont concédés à une société

privée qui verse une redevance fixe au Trésor, plus une part sur les superbénéfices.

2° Ministère de l'Instruction publique :

L'enseignement public étant gratuit en Turquie, ce ministère ne recouvre que les droits d'inscription et d'examen (2,50 livres turques et 7,50 livres turques) et ceux de diplôme (10 livres turques) dans les universités. Toutefois dans les lycées les élèves paient annuellement 300 livres turques (500 dans le Lycée de Kalata Saraï (1).

Il y a d'autres établissements d'enseignement qui procurent aussi à l'Etat turc quelques recettes : signalons l'Ecole des Hautes Etudes commerciales, l'Ecole des Arts et Métiers, les écoles normales, l'école des P.T.T., l'école des Eaux et Forêts, ne produisent aucune recette, l'enseignement y étant gratuit.

3° Ministère de l'Agriculture :

Les fermes modèles fournissent des produits dont la vente laisse à l'Etat des bénéfices appréciables, de même l'école vétérinaire.

4° Ministère de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale.

De ce ministère dépendent des laboratoires qui vendent des produits d'hygiène, font des analyses

(1) Ce lycée, fondé il y a 67 ans à Constantinople (1863), est fréquenté surtout par la classe riche. L'enseignement y est donné en Français et il y a plusieurs professeurs français

et fournissent divers médicaments aux pharmaciens.

5° Ministère des Affaires étrangères :

Ce département recueille les taxes sur les passeports, légalisation des signatures, etc.

6° Ministère des travaux publics :

L'Etat Turc exploite par l'intermédiaire d'un office doté de la personnalité morale et ayant un budget propre approuvé chaque année par l'Assemblée nationale, un service de navigation dont les revenus nets vont au Trésor.

De même, depuis la guerre, c'est l'Etat qui exploite les chemins de fer, antérieurement concédés à des compagnies étrangères.

7° Ministère de l'Intérieur :

La direction du recensement dépendant de ce ministère perçoit des taxes sur la délivrance des extraits d'actes de naissance (10 piastres) sur les récépissés de déclaration de changement de domicile (5 piastres), les actes de mariage (5 piastres), les transcriptions de divorce (20 piastres).

8° Ministère de la justice :

Les procès donnent lieu en Turquie, comme partout ailleurs, à la perception de multiples taxes proportionnelles à l'intérêt du litige, dont le montant total va grossir le budget des recettes de l'Etat.

Nous avons passé en revue jusqu'à présent l'ensemble des impôts et des taxes du nouveau régime, maintenant nous voulons donner quelques précisions avec des chiffres sur le montant d'ensemble des recettes et des dépenses du nouveau régime.

Le tableau suivant contient le montant des dépenses de l'année 1930 :

Nature des Crédits	Crédits votés	livres turques
Corps législatif	2.366.949	—
Liste civile du Président de la République	324.722	—
Liste civile du Président du Conseil .	866.774	—
Cour des comptes	802.582	—
Conseil d'Etat	219.694	—
Dette publique	33.016.995	—
Direction générale des Domaines	5.041.538	—
— des statistiques	53.888	—
— des cultes	1.653.119	—
— du cadastre	1.330.225	—
— de la sûreté publique	4.435.964	—
Gendarmerie	8.915.649	—
Fabrications militaires.....	4.101.431	—
Postes, télégraphes, téléphones	5.835.210	—
Cartographie	668.426	—
Ministère des finances	16.802.643	—
— de l'intérieur	4.566.794	—
— des affaires étrangères	3.881.959	—
— de l'hygiène	4.502.216	—
— de la justice	7.056.214	—
— de l'instruction publique ..	8.199.709	—
— des travaux publics	33.013.867	—
— du commerce	13.326.534	—
— de la guerre	61.663.421	—
TOTAL GÉNÉRAL	222.644.513	—

Les dépenses des budgets annexes.

Service de navigation	5.448.954	—
Service de sauvetage	273.317	—
Administration sanitaire	539.088	—
Chemin de fer de l'Etat	53.123.000	—
Direction générale des vacoufs	3.118.906	—
Université de Stamboul	889.342	—
Service d'irrigation de Koniah	231.359	—
Ecole d'ingénieurs civils	439.770	—
Travaux publics	320.000	—
Les écoles pensionnats des villages	647.323	—
TOTAL	65.711.039	—

Le tableau reproduit ci-dessous contient le montant des recettes de l'année 1930 :

Les impôts directs.

L'impôt foncier des propriétés bâties..	8.775.000	—
— — — — — non bâties.	7.350.000	—
L'impôt de répartition des trois départements (1)	50.000	—
L'impôt sur les bénéfices professionnels	13.950.000	—
Taxe d'exonération du service militaire.	1.200.000	—
Taxe sur les bestiaux.....	15.250.000	—
Le droit de succession et de mutation .	800.000	—
Les forêts privées	150.000	—
Le droit des mines	750.000	—
Le droit sur les tracteurs	25.000	—
TOTAL	48.280.000	—
Les douanes	71.700.000	—
L'impôt sur le chiffre d'affaires	19.000.000	—
L'impôt sur les consommations spéciales et divertissements	800.000	—
L'impôt sur les appareils de jeux	25.000	—
La taxe sur le gaz et l'électricité	325.000	—
L'impôt sur les transports	950.000	—

Le droit de port	150.000	—
Le droit des phares	500.000	—
Le droit d'inspection sanitaire sur les animaux	100.000	—
Le droit de pêche et de chasse	700.000	—
TOTAL	94.250.000	—

Les monopoles.

Tabacs	25.000.000	—
Sel	7.750.000	—
Allumettes	2.000.000	—
Cartes à jouer	40.000	—
Revolver	50.000	—
Cartouches et articles de chasse	290.000	—
Poudre et matières explosives	715.000	—
Petit plomb de chasse	130.000	—
Alcool et boissons alcooliques et hygié- niques	5.900.000	—
Postes	3.000.000	—
Télégraphes	2.500.000	—
Téléphones	375.000	—
Téléphones et télégraphes sans fils ...	525.000	—
Hôtel de la monnaie	25.000	—
TOTAL	48.300.000	—

Timbre	8.200.000	—
Taxe judiciaire	1.400.000	—
Taxes diverses	2.125.000	—
Taxe d'enregistrement	2.600.000	—
Produit des écoles	250.000	—
— des services agricoles	10.000	—
— vétérinaires	1.000	—
— sanitaires	40.000	—
Recettes spéciales du Ministère de l'hy- giène	15.000	—
Imprimerie nationale	25.000	—

Produit des mines	50.000	—
Part de l'Etat sur les bénéfices des Compagnies d'assurances	250.000	—
Produits divers	5.610.000	—
Produits des vacoufs	600.000	—
Droits divers	550.000	—
Produit des impôts abrogés	500.000	—
TOTAL GÉNÉRAL	222.732.000	—

Les recettes des budgets annexes.

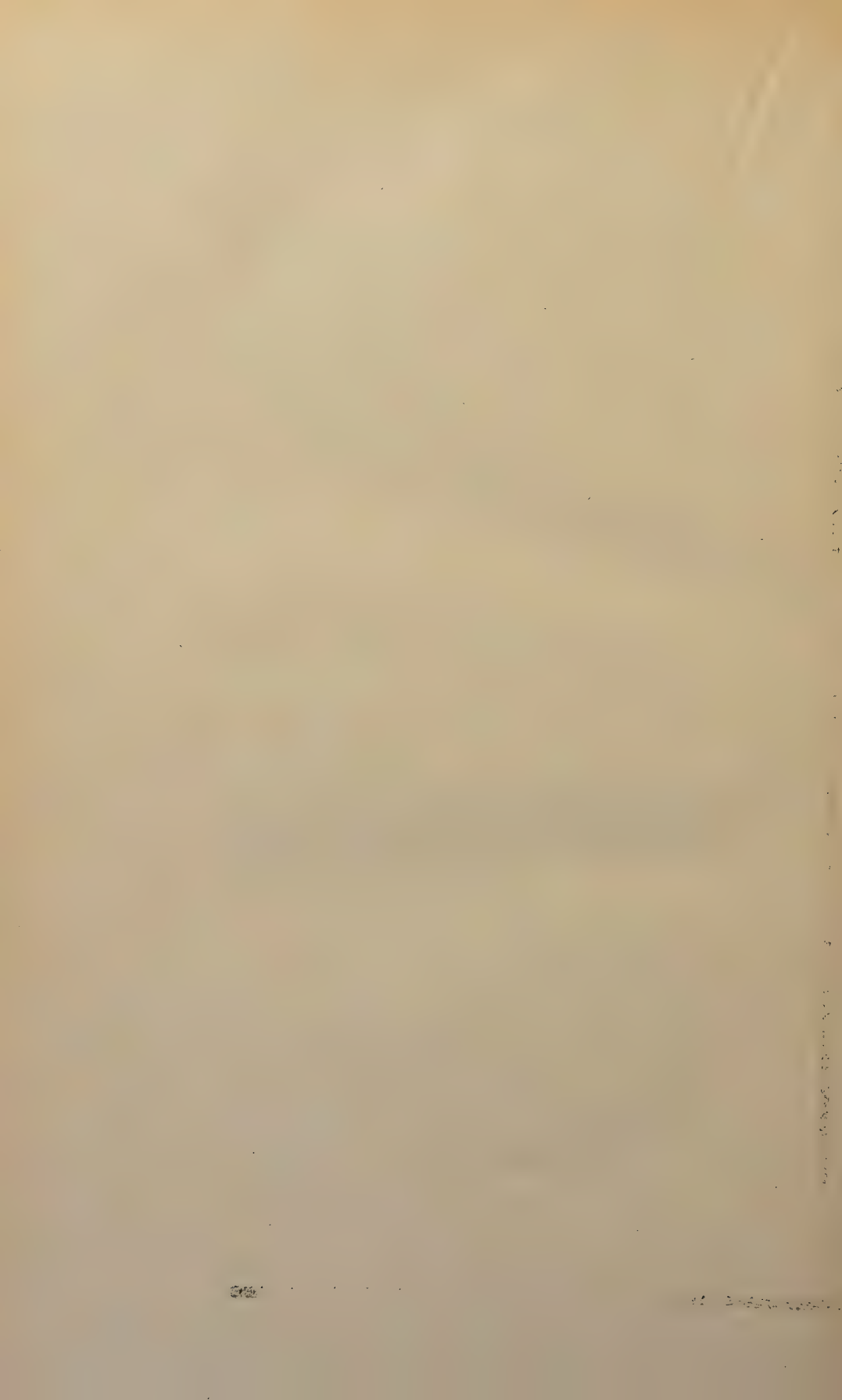
Service de navigation	5.467.120	—
— de sauvetage	301.000	—
Administration sanitaire	770.000	—
Chemin de fer de l'Etat	53.230.000	—
Direction générale des vacoufs	3.119.000	—
Université de Stamboul	890.500	—
Service d'irrigation de Koniah	231.359	—
Ecole d'ingénieurs civils	439.770	—
Travaux publics	320.000	—
TOTAL	65.418.749	—

L'examen des différents chiffres reproduits ci-dessus révèle un équilibre parfait entre le montant des recettes et des dépenses du nouveau régime (nous avons vu que l'ancien régime avait toujours des budgets en déficit). Le budget actuel ne connaît plus depuis longtemps aucun déficit. Il a toujours un excédent de recettes qu'on emploie soit pour l'amortissement des dettes, soit pour la construction des voies ferrées. Si l'on jette un coup d'œil sur le montant des recettes et des dépenses depuis 1924 jusqu'à nos jours on constate une progres-

sion considérable des recettes et des dépenses d'une année à l'autre. En 1924 par exemple le total des recettes prévues au budget était de 129.214.610 de livres turques. Les recettes sont devenues de 153.046.854 de livres turques en 1925 et ainsi de suite de 190.158.854 de livres turques en 1926, de 194.580.554 de livres turques en 1927, de 207.173.000 de livres turques en 1928, de 220.546.000 de livres turques en 1929 et de 222.732.000 de livres turques en 1930. Cette progression des recettes et des dépenses tient à plusieurs causes. D'abord la progression des dépenses s'explique par ce fait que l'Etat voulant moderniser et réformer la nouvelle Turquie dans tous les domaines de la vie sociale n'a cessé d'augmenter le volume de ses dépenses annuelles pour subvenir à certains travaux d'utilité publique ; quand à l'augmentation des recettes il est facile de comprendre que l'augmentation des dépenses sans l'augmentation corrélatrice des recettes est impossible et pour cela l'Etat pour couvrir ses dépenses doit trouver les moyens nécessaires en créant par exemple de nouveaux impôts ou en majorant les tarifs des anciens impôts ; et le législateur turc s'étant servi de ces deux moyens pour augmenter les recettes de son budget. D'ailleurs l'augmentation des dépenses de chaque année est faite dans le but d'augmenter les facultés contributives des assujettis, c'est-à-dire que la plus grande partie des

dépenses sont réservées pour la construction des chemins de fer, ports, routes, fabriques, canaux, et pour aider les cultivateurs en leur ouvrant des crédits plus grands. Par conséquent la progression des recettes provient de la création de nouveaux impôts et de la majoration du tarif des anciens impôts et particulièrement à l'augmentation des facultés contributives des assujettis. Une autre caractéristique du budget actuel c'est l'existence de plusieurs budgets annexes qui présentent de multiples inconvénients théoriques et pratiques que nous ne voulons pas discuter ici.

Si l'on veut que dans un budget la régularité et l'exactitude règnent il faut englober l'ensemble des recettes et des dépenses dans un budget unique sans doter les différents services publics des budgets spéciaux. Mais le législateur turc a agi ici conformément à ce principe que la dotation des différents services publics importants par des budgets spéciaux assure un meilleur fonctionnement des services considérés. D'ailleurs ce point de vue du législateur turc est critiquable.



QUATRIÈME PARTIE

Les Ressources des Budgets locaux

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET APERÇU HISTORIQUE

L'étude des finances locales dans la République Turque ne manque pas d'un certain intérêt, au point de vue du droit français, car d'une part les collectivités locales ont été organisées dans ce pays à l'image du système administratif français, de sorte que le problème si délicat des finances locales s'y présente à peu près dans les mêmes termes qu'en France et d'autre part, les solutions adoptées par le nouveau Gouvernement Turc constituent un premier essai de quelques-uns des divers systèmes de réforme qui peuvent être envisagés.

Comme les provinces françaises, les provinces Turques ont connu successivement le régime domanial, le régime féodal et le régime administratif contemporain.

Le régime domanial d'où est sorti le régime féo-

dal a consisté en Turquie, comme en Europe occidentale, dans un système de concessions de terres par les grands propriétaires fonciers. Ces concessions étaient faites en échange de prestations en nature et en argent.

Le régime féodal s'est installé dans le territoire de l'ancien Empire Byzantin, comme dans le reste de l'Europe et il y a duré du VII^e siècle jusqu'au début du XVIII^e siècle. Les terres étaient toutes réunies au Sultan par le lien féodal, qui se distinguait du lien domaniaI, comme l'on sait, en ce qu'il n'était pas seulement réel mais aussi personnel. Dans ce régime les collectivités locales dans l'ancien Empire turc n'avaient aucune autonomie en matière financière, ni aucune personnalité juridique. Bien entendu, la Turquie a senti comme les autres Etats le besoin de réformer cet état de choses qui ne répondait plus aux besoins de la vie moderne, c'est pourquoi au siècle dernier l'Empire ottoman a adopté purement et simplement l'organisation départementale et communale qui existait en France et a organisé des conseils généraux et des conseils municipaux. Toutefois les divisions du territoire ont été faites en trois sortes de collectivités douées de la personnalité, savoir les départements, les districts et les communes, alors qu'en France il n'y a que le département et la commune qui ont un budget distinct de celui de l'Etat.

Sans entrer dans plus de détail sur cette organisation administrative, examinons les recettes qui ont été mises à la disposition des collectivités locales :

Le budget des localités n'a pas été alimenté toujours par le même système de recettes. Dans ces tous derniers temps une réforme assez importante a été réalisée.

Primitivement, les recettes en questions pouvaient se ramener aux quatre grandes catégories que voici :

1° Les centimes additionnels aux impôts d'Etat.

2° Les fonds communs constitués avec une portion prélevée sur les impôts d'Etat.

3° Les recettes formées par les impôts perçus uniquement par les localités et qui se subdivisent en deux espèces :

1) Celles créées au profit des départements et des districts, savoir : taxe vicinale et taxe sur les moyens de transports.

2) Celles créées au profit des municipalités et qui comprennent, outre les précédentes un certain nombre de contributions qui ne peuvent être levées que dans les villes, soit la taxe de balayage, la taxe d'abattage, le droit sur les autorisations de bâtir, l'octroi, etc...

4° Les produits domaniaux.

Ce qui caractérise le régime financier des collectivités locales turques, c'est que pour assurer les recettes nécessaires à certaines dépenses que l'Etat considère comme indispensables et qui doivent être rendues obligatoires pour les localités, le législateur de ce pays n'a pas procédé comme en France en prévoyant l'inscription d'office de ces dépenses dans les budgets décentralisés, il a au contraire adopté le système de l'affectation de recettes, en réservant le produit de certaines contributions ou de partie de celles-ci à tels ou tels services tels que par exemple l'Instruction Publique ou la Banque agricole, ou encore la voirie départementale.

Si ce principe est toujours demeuré en vigueur en revanche, une importante réforme a été consacrée dans la détermination des ressources locales, réforme à laquelle nous faisons allusion plus haut. En effet, le 1^{er} juin 1929, le système des centimes additionnels a été complètement aboli et a été remplacé par une généralisation du système des fonds communs.

Nous étudierons dans les deux chapitres qui vont suivre d'une part les recettes des départements ou districts (villayets) d'autre part celles des municipalités.

CHAPITRE II

RESSOURCES DÉPARTEMENTALES

§ 1^{er}. — Centimes additionnels et fonds communs.

La loi du 31 mai 1926 avait posé le principe suivant lequel la plus grande part des recettes départementales était constituée par des centimes ajoutés aux impôts d'Etat et recouvrés en même temps que ces derniers.

Le nombre des centimes en question était fixé chaque année par les autorités départementales dans les limites d'un maximum qui variait avec chaque sorte de contribution. Par exemple, sur l'impôt foncier le nombre des centimes ne pouvait aboutir à une surimposition égale à 15 % du montant de l'impôt perçu par l'Etat.

Ce système avait deux inconvénients qui ont rendu son abolition nécessaire :

En premier lieu il était une source de grandes inégalités dans la taxation des différentes sortes de revenu suivant les régions.

En second lieu et surtout, au point de vue Turc, il laissait une trop grande liberté aux collectivités décentralisées, qui étaient seules juges du nombre

des centimes à établir et surchargeaient parfois les contribuables sans grande nécessité.

Les collectivités les plus pauvres étaient précisément celles où les impôts étaient les plus lourds, car c'étaient dans ces localités qu'il y avait le moins de contribuables riches en état de procurer un rendement appréciable aux finances locales.

Le système des fonds communs généralisé le 1^{er} juin 1929, à la suite de la suppression des centimes a eu pour effet de retirer aux localités leur indépendance dans une importante partie des recettes fiscales départementales. C'est dorénavant l'Etat qui distribue aux départements une partie des impôts qu'il recouvre, suivant les besoins de ces localités, besoins qu'il arbitre lui-même suivant certains critères déterminés par la loi. A cet effet l'Etat a augmenté le tarif de certaines de ses contributions, de sorte que cette distribution ne diminue en rien ses propres recettes. Seulement dorénavant tous les sujets turcs supporteront une taxation uniforme à quelque région qu'ils appartiennent.

D'ailleurs le système des fonds communs a été déjà pratiqué avant 1929 sur quelques impôts d'Etat. Il a seulement été étendu aux impôts sur les revenus par la loi du 1^{er} juin 1929 pour remplacer les centimes additionnels.

Nous allons passer en revue les différents fonds

communs existant actuellement, y compris ceux créés dernièrement :

Sur la recette procurée par l'impôt foncier des immeubles bâtis situés dans les limites du département l'Etat donne 15 % à ce département. Il lui donne 18 % sur le produit de l'impôt foncier des immeubles non bâtis ; 3 % du produit de l'impôt sur le bétail, pour tous les animaux recensés dans la circonscription.

Ces fonds communs ont été institués en 1929.

Déjà la loi du 19 mars 1928 avait attribué aux départements 10 % du montant des droits de mutation perçus sur les successions ouvertes dans la circonscription, et sur les donations ou legs qui y étaient recueillis.

La loi du 22 mars 1926 avait déjà également constitué un fonds commun alimenté par un prélèvement de 10 % sur le monopole de l'alcool, dont le produit était réparti entre les départements proportionnellement à leur population.

Aujourd'hui ce sont également les fonds communs qui fournissent les recettes affectées à certains services publics locaux, sans passer par le budget des collectivités décentralisées.

Comme nous l'avons indiqué l'Etat a évité de confondre la gestion financière de ces services avec celle des autres services locaux afin de mieux en assurer le fonctionnement. On pouvait craindre

en effet que les conseils généraux ne réduisissent ses services à la portion congrue ou même ne leur allouassent pas les crédits les plus indispensables pour combler des services que l'Etat considère comme moins important pour la collectivité.

Les services qui bénéficient ainsi du régime de l'affectation de recettes sont divisés en trois catégories :

Administrations particulières (routes, etc.) ;
Instruction publique ;
Banque agricole.

Voici pour chacune d'elles les ressources procurées par le système des fonds communs :

1° Administrations particulières :

a) Fonds commun de l'impôt foncier bâti :
3 % de la recette réalisée par l'Etat sur tous les immeubles bâtis se trouvant dans le ressort du département (loi du 18 mai 1929) ;

b) Impôt foncier non bâti : 3 % de la recette, dans les mêmes conditions ;

c) Taxe d'exonération du service militaire : 50 livres turques par chaque cote individuelle établie dans le département (le tarif de la taxe est comme nous savons le 600 livres turques) ;

d) Revenus professionnels : 2 % de la recette réalisée par l'Etat sur tous les contribuables domiciliés dans la circonscription ;

e) Impôt sur le bétail : 4 % de la recette encaissée par l'Etat sur les moutons et les chèvres taxées dans le département ; 2 % pour les chameaux, vaches et bœufs ; 3 % pour les chevaux et 1 % pour les porcs.

2° Instruction publique :

a) Impôt foncier bâti : 15 % ;

b) Impôt foncier non bâti : 19 % ;

c) Revenus professionnels : 28 % ;

d) Impôt sur le bétail : chèvres et moutons 25 % ; chèvres d'angora 21 % ; chameaux, bovins et chevaux 32 % ; porcs 28 % (1).

3° Banque agricole (loi du 21 février 1925) :

6 % de la recette de l'Etat au titre de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties dans le ressort du département.

Lorsque le législateur turc a supprimé, le 17 mai 1929, le système des centimes additionnels, et lui a substitué celui des fonds communs généralisés, il a dû pour éviter la diminution des recettes destinées au Trésor, relever le taux des impôts fournisseurs des fonds communs nouvellement créés.

(1) La répartition ci-dessus indiquée par les administrations particulières et l'Inst. Publ. a été fixée par la loi du 17 mai 1929.

Le tableau ci-dessous mentionne les relèvements de tarif réalisés par rapport à la loi du 30 janvier 1926 :

IMPOT SUR LE BÉTAIL :

<i>Loi du 30 Janvier 1926</i>	<i>Loi du 17 Mai 1929</i>	
Chèvre.....	30 piastres	60 piastres
Mouton.	30	60
Chèvre d'angora ..	25	50
Chameau.	150	230
Buffle.	120	200
Vache et bœuf...	80	125
Cheval et jument.	100	155
Ane.	30	60
Porc.	200	350

IMPOT SUR LES REVENUS PROFESSIONNELS :

<i>Loi du 27 Février 1926</i>	<i>Loi du 17 Mai 1929</i>	
20 % du loyer.	35 % du loyer.	
35 —	45 —	
30 —	55 —	
75 —	130 —	

Pour les contribuables assujettis à la déclaration de leurs revenus nets :

Jusqu'à 5.000 liv.	6 %	12 %
— 10.000	7 %	15 %
— 20.000	10 %	20 %
— 50.000	12 %	25 %
Au-delà	15 %	30 %

Pour les contribuables seulement assujettis à la tenue des registres et taxés d'après le revenu brut :

Jusqu'à 3.000 liv.	3 %	7 %
— 10.000	4 %	8 %
— 20.000	5 %	10 %
— 50.000	6 %	12 %
Au-delà	7,5 %	15 %

Le versement du produit des fonds communs aux collectivités locales et aux services bénéficiaires d'une affectation de recettes est opéré par l'Etat de la manière suivante : pour les impôts payables par acomptes, une semaine après le recouvrement de chaque acompte. Pour le fonds commun de l'alcool une semaine après le début de chaque année financière.

On peut se demander en terminant qu'est-ce que l'on doit penser de la solution adoptée par le législateur turc en 1929 en ce qui concerne le problème des finances locales et consistant dans la généralisation du système des fonds communs.

Il est certain que les budgets locaux seront par ce procédé alimentés d'une façon régulière et sûre et ne seront plus abandonnés à l'imprévoyance des assemblées décentralisées. En revanche il est incontestable que ce système contient un vice grave. Au lieu de reposer sur le principe, bien ou mal appliqué par les collectivités locales, d'une recherche des véritables besoins de la circonscription, il aboutit à procurer à celles-ci des ressources dont le montant est déterminé d'une manière forfaitaire et partant arbitraire, à l'aide de critères qui ne donnent pas toujours des résultats conformes à la réalité. Ainsi, on ne peut nier que les circonscriptions populeuses auront le plus souvent à satisfaire à des besoins qui seront plus que proportionnels au nombre de leurs habitants et surtout à l'étendue des terres bâties ou non bâties comprises dans leur ressort. Le système des fonds communs ne tient pas compte non plus des ressources propres à certaines localités qui vont ainsi se trouver alimentées bien au-delà de leurs véritables besoins et seront incitées par suite au gaspillage. Si les dépenses votées par le Conseil général devaient être couvertes par des surtaxes établies par lui, cette assemblée serait certainement beaucoup plus économe que s'il s'agit de disposer de sommes recouvrées par l'Etat au moyen d'une taxation établie par le Parlement et

dont les contribuables ne peuvent pas attribuer le poids à leurs élus locaux.

§ II. — La taxe vicinale.

En Turquie, comme en France, la voirie terrestre est divisée en deux parties, l'une qui comprend les routes nationales et se trouve gérée par l'Etat avec les ressources du budget général, l'autre qui comprend les routes départementales et locales gérée par les collectivités décentralisées, plus exactement par ce que l'on appelle les Administrations particulières bénéficiaires de diverses affectations de recettes,

Pour couvrir les dépenses de construction de réparation et d'entretien des voies qui leur incombent les départements et les communes ont reçu le droit de lever un impôt particulier, dont le produit leur est entièrement réservé et que l'on appelle la taxe vicinale.

Cet impôt a été réglé une dernière fois par la loi du 6 octobre 1929. Comme, en France, l'impôt des prestations, cette contribution présente en Turquie le caractère très particulier de pouvoir être acquittée par le contribuable en nature ou en argent à son choix.

Tous les hommes de 18 à 60 ans, domiciliés dans le ressort de la collectivité locale considérée sont assujettis à la taxe vicinale. Toutefois les

étrangers doivent avoir une résidence de plus de 6 mois ; de plus ils ne peuvent s'acquitter qu'en argent. Il y a de nombreuses exemptions :

Le personnel des ambassades, légations et consulats, sous réserve de la réciprocité ;

Les indigents invalides ;

Les pères de 5 enfants vivants ;

Les étudiants ;

Les militaires sous les drapeaux ;

Les gendarmes.

Comme nous l'avons indiqué la taxe vicinale peut être payée en nature. C'est le Conseil général qui fixe le nombre des journées de travail exigées chaque année des contribuables. Ce nombre ne peut être inférieur à 10 jours ni supérieurs à 12.

Le travail doit être fourni au mois de mai.

Le contribuable qui s'est acquitté reçoit un certificat. Tout redevable arrêté sans certificat a partir de juin paie l'impôt en argent augmenté de 50 %.

Le redevable se présente aux services compétents. Si ces derniers n'ont pas l'emploi de cette main-d'œuvre dans un lieu situé à moins de douze heures de marche, ils la rétrocède aux agents de l'Etat ayant des travaux de voirie à effectuer sur les routes nationales dans la région.

Le contribuable qui préfère s'acquitter en argent doit payer 8 livres turques pour 10 jours de travail ou 10 livres pour 12 jours. Le paiement est effectué en deux acomptes suivant les modalités fixées par le Conseil général.

Le recouvrement de cette taxe est opéré en ce qui concerne les agents des administrations publiques par voie de retenue sur leur traitement. Les services de la voirie locale reçoivent les fonds recueillis par chaque administration de cette manière. Les agents du fisc procèdent d'autre part au recouvrement de la taxe sur les contribuables non fonctionnaires. Ils touchent à cet effet une prime de 1 % de la recette s'ils ont levés moins de 75 % de la recette totale, et 2 % s'ils ont recouvrés plus de 75 %. Les services de la voirie ont par ailleurs dans les villages des préposés auxquels ils donnent à titre de prime 1 % jusqu'à 60 % de la recette, 2 % jusqu'à 75 %, 3 % au-delà. Ces préposés ont en effet plus de mérite à faire de grosses rentrées que les agents du fisc, parce qu'ils ont moins d'autorité sur les contribuables.

§ III. — La taxe sur les moyens de transport en service dans le département.

Cette taxe existe en Turquie depuis assez longtemps. A l'heure actuelle elle est perçue sous

forme de centimes additionnels aux impôts sur les transports recouvrés par l'Etat, C'est en somme une survivance du régime des centimes additionnels.

Le nombre des centimes ne peut aboutir à une surimposition supérieure à 5 % des droits levés par le Trésor. Le conseil général ne peut établir de tels centimes que sur les services de transports publics desservant uniquement des localités comprises à l'intérieur du département.

CHAPITRE III

LES RESSOURCES MUNICIPALES

Indépendamment des sources de recettes que nous avons étudiées dans le chapitre précédent et qui sont communes aux départements ou districts et aux municipalités, celles-ci en ont quelques-unes qui leur sont propres et que nous allons passer rapidement en revue.

La plus importante de beaucoup est l'octroi. Nous lui réservons donc un § spécial, reportant l'examen de toutes les autres sous un § suivant.

§ 1^{er}. — L'Octroi.

Les droits d'octroi sont des contributions indirectes perçues au profit des collectivités locales sur les objets de consommation. En conséquence, toutes les matières consommées à l'intérieur sont soumises à ce droit, sans distinction. Aucune différence de régime ne peut être instituée entre les objets introduits de l'extérieur et les objets récoltés, fabriqués ou préparés à l'intérieur du périmètre de l'octroi. L'octroi a un caractère réel et ne peut porter que sur les choses sans faire acceptation des personnes et il exclut, en principe, tout privilège et tout traitement de faveur.

On ne peut pas dire que l'octroi est douane intérieure, car, en matière de douane, toutes les matières payent à l'entrée le droit et les produits similaires préparés à l'intérieur ne sont pas soumis au droit. Au contraire, en matière d'octroi, les produits similaires préparés à l'intérieur paient le droit de consommation. Par conséquent, il ne faut pas comparer l'octroi à la douane.

Dernier caractère de ce droit : les matières rentrées dans le périmètre de l'octroi sans y être consommées, et les matières préparées à l'intérieur du périmètre de l'octroi pour être exportées ne paient pas le droit, car, dans les deux cas, elles ne sont pas consommées à l'intérieur de la localité. Nous reviendrons plus loin sur ces deux points.

1°. — Le régime actuel des octrois

1° Conditions dans lesquelles une collectivité peut provoquer la création d'un octroi.

Les octrois font partie des ressources ordinaires de la collectivité locale et pour cela leur création ne nécessite pas l'accomplissement de formalités. Au contraire, la décision du Conseil municipal est suffisante pour les créer, à condition que cette création n'impose que les matières indiquées dans le tarif-type et sans dépasser les taxes fixées, et si le conseil municipal veut passer

des tarifs types, il doit obtenir l'autorisation du Conseil général.

Les collectivités locales dont les ressources sont insuffisantes peuvent établir l'octroi, sur la demande du Conseil municipal. Le Conseil municipal peut se saisir d'office ou même être saisi par le président du Conseil municipal. La loi régissant cette matière est la loi du 6 mars 1340 (de l'Hégire).

2° — *Les tarifs d'octroi*

Les droits de l'Assemblée municipale au point de vue des tarifs.

Les tarifs de chaque octroi contiennent :

1° La nomenclature des objets taxés.

2° La quantité des droits afférents à chacun d'eux.

Ces deux éléments doivent être en harmonie avec le tarif type dont nous parlerons plus loin.

Par la création de l'octroi, le Conseil municipal vote en même temps le tarif de l'octroi qui doit être conforme au tarif type et il fait un règlement pour appliquer l'octroi créé. S'il veut imposer les choses qui n'existent pas dans le tarif type ou établir un taux plus élevé que celui du tarif type, doit demander l'autorisation du Conseil général.

Le tarif établi par le Conseil municipal ne dure

que trois ans ; il doit être revisé au bout de ce temps. Au contraire, le règlement fait par lui n'est pas voté pour une durée limitée. Lorsque le tarif arrive à son terme de validité, le Conseil municipal a donc à délibérer de nouveau sur la prorogation ou sur les modifications utiles, sinon le tarif cesse de plein droit.

L'intention du législateur est d'adapter toujours les tarifs aux besoins. Avec le temps, les tarifs perdent leur commodité ; si on ne les revise pas fréquemment ils deviendront surannés. Le pouvoir donné aux conseils municipaux dans la législation turque est très grand. Leurs décisions sont exécutoires tant qu'elles restent dans les limites tracées par la loi. Sont exécutoires par elles-mêmes les délibérations du Conseil municipal imposant des objets non encore compris dans le tarif local, à condition que ces objets figurent dans le tarif type, à condition que ces objets figurent dans la nomenclature du tarif type et que le taux des droits ne dépasse pas le maximum de ce tarif. Le tarif type en vigueur est celui de la loi du 10 mars 1340 (de l'Hégire), aux termes de laquelle les matières imposables sont groupées en quatre catégories :

1° Comestibles ; 2° Boissons et liquides ; 3° Combustibles ; 4° Produits divers.

Le tarif type donne, d'une part, la nomencla-

ture de tous les articles qui peuvent être imposée et, d'autre part, le maximum des taxes.

1° *Les Comestibles.* — Dans la première catégorie comestibles, figurent : 1° tout d'abord les viandes fraîches importées, de toutes sortes, vaches, bœufs, veaux, etc., basse-cour, etc., gibier, etc. ; 2° les poissons de tous genres ; 3° les viandes de charcuterie, saucisses, jambons ou caviar, de tous genres, noir, rouge, blanc, fromages, graisses, suif, lard ; 4° les fruits secs de tous genres, et 5° les légumes secs ; 6° les épices de toutes sortes, conserves, vinaigre, sucre et matières sucrées, chocolat, café, thé.

La loi du 6 mars 1340 a exclu de l'application des droits d'octroi les grains et farines, les fruits frais, le beurre, le lait, les légumes frais.

2° *Les boissons et liquides.* — Dans la seconde catégorie, boissons et liquides, figurent les sirops de tous genres, eaux gazeuses, eaux minérales, eau de Cologne, savon de toilette, alcool, huile de foie de morue, vinaigre, huile végétale. Les exceptions sont le vin, la bière, l'eau-de-vie, parce que ces trois derniers sont soumis au monopole de l'Etat.

3° *Les combustibles.* — Dans la troisième catégorie, combustibles, figurent notamment le pétrole, la cire, les bougies, les huiles et essences

minéraux à brûler, le calciure de calcium, etc., mèches, allumettes.

4° *Produits divers.* — La quatrième catégorie, produits divers, comprend le caoutchouc, les pierres à bâtir, plâtre, ciment, marbre, briques, plomb, cuivre, fil de fer, vitres, mercerie, chaussures, etc.

5° — *Perception des droits*

Tous les droits que nous venons d'énumérer sont perçus à l'effectif.

Cependant, les abonnements sont possibles en matière d'octroi. Il en existe de deux sortes :

1° L'abonnement commercial qui est consenti à une corporation toute entière de contribuables exerçant une même profession. Les intéressés qui sont représentés devant le fisc par un syndic se répartissent entre eux la somme à verser. Des abonnements individuels peuvent également être consentis.

2° L'abonnement industriel peut être accordé individuellement aux industriels qui travaillent pour l'extérieur ; leurs matériaux bénéficient de la franchise pour les matériaux et combustibles employés à leur fabrication. Quant aux matériaux et aux combustibles consacrés à leurs besoins domestiques, c'est-à-dire les matériaux importés sous forme de produits bruts et exportés

de nouveau sous forme de produits fabriqués, ils ne sont pas soumis aux droits, mais l'industriel peut consommer pour lui une partie de ces matériaux. Dans ce cas, il doit payer l'impôt et l'abonnement existe pour cette partie consommée à l'intérieur par l'industriel.

La déclaration obligatoire du redevable.

Dans tous les cas où il n'y a pas d'abonnement, la perception des droits d'octroi a pour base la déclaration obligatoire du redevable. Celle-ci doit intervenir à chaque introduction dans la ville, ou à chaque fabrication à l'intérieur des lieux assujettis. Elle doit être exacte, précise et spontanée. La déclaration est faite à l'entrée du périmètre de l'octroi, au bureau le plus proche. Pour les fabrications ou récoltes effectuées à l'intérieur, elle doit intervenir après la fin des opérations. Les agents de l'octroi ont le droit de procéder à toutes recherches et perquisitions dans les véhicules, voitures, bateaux, etc. Les conducteurs doivent faciliter les vérifications et recherches des préposés, ouvrir, par exemple, les caisses ou ballots, les colis.

4° *Surveillance des objets fabriqués ou récoltés à l'intérieur des lieux assujettis.*

Les fonctionnaires de l'octroi ont le droit de procéder à des vérifications à domicile (art. 15 de la loi 21 mars 1925).

5° *Procédés spéciaux d'exonération des objets soumis aux droits d'octroi.*

Pour l'application de la règle que les droits d'octroi ne frappent que les objets destinés à la consommation locale, il a fallu prévoir un certain nombre de procédés spéciaux destinés à exonérer des droits les objets qui ne remplissent pas cette condition. Ce sont le passe-debout et le transit.

Le passe-debout. — Les marchandises qui ne font que traverser la ville passent en franchise accompagnées d'un passe-debout qui est délivré moyennant caution ou consignation des droits à l'entrée et qui donnent lieu lors de la sortie à la libération de la caution ou à la restitution des droits consignés. Le passe-debout n'est valable que 24 heures.

Le transit. — Aussi les marchandises séjournant plus de 24 heures doivent-elles être placées sous le régime du transit. Dans ce cas, le conducteur doit, soit au moment de l'introduction de la marchandise, soit lorsqu'il est déjà muni d'un passe-debout faire avant l'expiration du délai de 24 heures, une déclaration de transit, en indiquant les lieux où seront déposées les marchandises qui peuvent être déchargées et qui pendant leur séjour restent sous la surveillance des agents de l'octroi. La consignation ou le cautionnement des droits subsistent pendant toute la durée du

transit. Dès la sortie des objets dûment constatée, la caution sera libérée et les droits consignés restitués. En cas de passe-debout, le déchargement n'est pas possible. Au contraire, en matière de transit le déchargement est toujours possible, même pour les marchandises séjournant moins de 24 heures.

Le régime de l'entrepôt n'existe pas dans la législation turque.

En matière d'octroi, il y a plusieurs exemptions, d'abord la plupart des objets soumis à un monopole d'Etat concédé ou non à une société privée, ne paient pas le droit d'octroi. De même, les matières importées par l'Etat pour la construction des travaux publics, par exemple : pont, route, voie ferrée et les ravitaillements pour les troupes. Le droit d'octroi n'existe pas pour les objets fabriqués dans le périmètre de l'octroi, s'ils sont exportés. Les objets fabriqués à l'intérieur pour la consommation locale avec les matières premières qui ont déjà payé le droit à l'entrée paient l'octroi sur la différence entre le droit sur les produits fabriqués et celui sur la matière première.

L'administration des octrois. — Le droit d'octroi est administré suivant l'un des modes prévus par la loi du 6 mars 1340 : *régie simple, bail à ferme*, recouvrement par *les agents* du ministère

des finances, *récouvrement* par l'administration des douanes.

La régie simple. — Les règles de la régie simple qui est le système le plus répandu et le plus pratiqué, consiste en ceci que l'octroi est recouvré par les agents municipaux, sous l'autorité du maire (dans les petites localités), ou le préfet de la ville (dans les grandes villes).

La ferme. — Ici les produits de l'octroi sont mis en adjudication moyennant un prix forfaitaire fixé, ne variant pas et ne comportant aucune allocation pour frais de gestion, ni aucune clause de partage des bénéfices. L'adjudication est faite avec publicité. Elle est consentie pour deux ans, au minimum. Ne peuvent être adjudicataires : les fonctionnaires, les magistrats et les militaires. Le législateur veut sauver les recettes publiques des influences possibles des agents cités ci-dessus. L'adjudicataire fournit un cautionnement égal au quart du prix annuel. Il ne peut céder son droit, sauf l'autorisation du gouverneur ou sous-gouverneur ; il doit se soumettre à toutes les obligations du règlement et du tarif. Il a droit à la moitié des amendes et des confiscations. Il est maître de son personnel.

La perception de l'octroi par les agents du Ministère des Finances. — Les collectivités lo-

cales obtiennent l'autorisation du ministère des finances pour que l'octroi soit recouvré par les agents du ministère des finances. Naturellement, dans ce cas, les collectivités locales donneront un pourcentage des frais de recouvrement lequel sera déterminé dans la convention passée entre le ministère des finances et la collectivité locale. Par exemple, 2 % des recettes recouvrées par les agents appartindront au ministère des finances. Les recettes recouvrées par les agents du ministère doivent être versées chaque mois aux caisses locales.

La perception de l'octroi par l'administration des douanes. — Si le périmètre de l'octroi se trouve à coïncider avec la frontière, avec l'autorisation du ministre des finances, les agents des douanes recouvreront aussi l'octroi, en même temps que le droit de douane et verseront chaque mois aux caisses locales les montants des droits recouvrés de ce chef.

En matière d'octroi, la fraude et la contrebande sont punis sévèrement. En cas de contrebande, il y a confiscation et double droit dû pour les objets confisqués. La confiscation s'étend aux récipients, par exemple, futailles, caisses, enveloppes, paniers, sacs, et même aux voitures et tous autres moyens de transport.

L'octroi fait partie de la taxe locale, mais, dans

la législation fiscale turque, c'est un droit qui appartient à la recette municipale, bien que nous ayons placé l'octroi au nombre des taxes locales, qu'il appartient au département.

§ II. — Autres impôts perçus par les municipalités

SECTION 1. — LA TAXE D'ABATTAGE

Cette taxe a été réglementée pour la dernière fois par la loi du 26 février 1340 (de l'Hégire). Aux termes de cette loi, les animaux de boucherie ne peuvent être abattus que dans les abattoirs municipaux. A cet effet, le législateur a prévu le poinçonnage obligatoire de tout animal égorgé. C'est à l'occasion de l'apposition du poinçon réglementaire que la taxe est perçue.

En voici le tarif :

Agneaux et chevreaux...	4 piastres par tête.
Moutons et chèvres.....	7,50 —
Veaux.....	15 —
Bœufs et vaches.....	22,50 —
Chameaux et bouffles. ..	35 —

SECTION 2. — TAXE SUR LES EXPOSITIONS

Les municipalités ont le droit d'établir une taxe proportionnelle au produit des expositions qui ont lieu sur le territoire communal.

SECTION 3. — TAXE SUR LES LOTERIES

Les gagnants d'une loterie doivent abandonner
10 % de leurs gains à la municipalité.

SECTION 4. — IMPOT SUR LES BAUX

Pour être valable un contrat de location doit
avoir acquitté un impôt égal à 2 % du montant du
loyer stipulé à la municipalité dans laquelle le
contrat doit avoir effet.

SECTION 5. — TAXE DE BALAYAGE

Cette taxe a été créée par la loi du 6 mars 1340
(de l'Hégire). Elle est basée sur la valeur de l'im-
meuble riverain de la voie publique. Cette valeur
est déterminée par la taxation à l'impôt foncier.

Le tarif de la taxe est le suivant :

Jusqu'à 5.000 piastres, 2,50 piastres par mois.

— 10.000	— 5	—
— 20.000	— 7,50	—
— 30.000	— 10	—
— 40.000	— 12,50	—
— 50.000	— 15	—
— 100.000	— 17,50	—
— 200.000	— 20	—
— 300.000	— 22,50	—
— 500.000	— 25	—

et 25 piastres 50 par fraction de 10.000 piastres
en plus.

Ce sont les occupants de l'immeuble qui sont redevables de la taxe. Le tarif est double pour les hôtels, cafés, magasins, etc.

SECTION 6. — DROIT D'ECLAIRAGE

Ce droit est perçu dans les voies éclairées. Il est égal à la moitié de la taxe de balayage.

SECTION 7. — DROIT SUR DES PERMIS DE BATIR

Pour toute construction nouvelle il faut obtenir une autorisation que l'administration n'accorde que contre le paiement d'un droit égal à 1 % de la valeur du terrain à bâtir, au mètre carré, multiplié par la superficie et par le nombre d'étages, y compris les caves si elles dépassent deux mètres de hauteur. L'étage supérieur est compté pour moitié s'il ne dépasse pas deux mètres.

SECTION 8. — DROIT PERÇU SUR LES AUTORISATIONS D'OUVERTURE DE SPECTACLE

Le Conseil municipal en fixe le tarif à charge d'éviter que la somme des taxes perçues par la municipalité sur ces établissements à quelque titre que ce soit ne dépasse pas 10 % du revenu brut de l'établissement.

SECTION 9. — DROIT PERÇU SUR LES PERMIS D'INSTALLATION DE MOTEURS, ALAMBICS, etc.

Le Conseil municipal en fixe librement le tarif entre un minimum de 10 livres turques et un maximum de 50 livres.

SECTION 10. — DROIT PERÇU POUR LA DÉLIVRANCE DE PLAQUES AUX PORTEURS DANS LES GARES ET LES LIEUX PUBLICS ET L'APPOSITION DE L'ÉTIQUETTE LÉGALE SUR LES TONNEAUX SERVANT AU TRANSPORT DE L'EAU POTABLE.

Le tarif en est fixé par chaque municipalité.

SECTION 11. — TAXE SUR LES RIDEAUX DE BOUTIQUE ET LES ENSEIGNES DES COMMERÇANTS

La taxe est proportionnelle à l'étendue du rideau ou de l'enseigne (25 piastres par mètre pour les rideaux).

SECTION 12. — TAXE SUR LE COLPORTAGE

Ce droit est de 7 piastres par jour pour le colportage des marchandises dans les grandes villes (5 piastres dans les petites agglomérations). Il est abaissé respectivement à 5 et à 3 piastres si la marchandise est transportée à dos d'homme.

SECTION 13. — DROIT DE PLACE

Le tarif est égal à 5 piastres au minimum ou 10 au maximum par mètre carré de surface de la

place occupée par le marchand sur la voie publique.

SECTION 14. — DROIT DE PESAGE

Il s'agit du poinçonnage des appareils servant à peser ou à mesurer, lequel leur confère un brevet de sincérité et donne lieu à la perception d'une taxe dont le tarif est le suivant :

2,50 piastres pour chaque Dirhemlik (le dirhemlik est le poids pesant un certain nombre de dirhems. Le dirhem est la 400^e partie d'une ocque qui équivaut à 120 grammes 50).

25 piastres pour chaque poids de moins de 50 ocques, et 10 piastres en plus pour chaque fraction supplémentaire de 50 ocques.

25 piastres pour les balances fixes.

10 piastres pour les balances à mains.

100 piastres pour les bascules.

1 piastre pour chaque mesure de liquide.

5 piastres pour chaque cultchèque (mesure pour les grains).

5 piastres pour chaque unité de longueur.

Chaque année il y a une nouvelle vérification qui donne lieu à la perception de la moitié du droit.

En outre toute marchandise vendue en gros doit être portée sur la bascule municipale et supporte pour cette pesée un droit égal à 0,50 % de sa valeur déterminée par les cours du marché.

SECTION 15. — TAXE SUR LES MARCHÉS A BESTIAUX

Les municipalités perçoivent 2,50 piastres sur le prix de vente des chameaux, bouffles, chevaux, ânes, vaches, 7,50 % sur les porcs, 1 piastre sur les moutons, chèvres, agneaux.

SECTION 16. — TAXE SUR LES ANIMAUX DE TRAITS
ET SUR LES CHIENS

Les animaux de traits sont imposés à raison de 10 piastres par an, les chiens de luxe à raison de 10 livres turques par an, les chiens de chasse 5 livres.

SECTION 17. — DROIT SUR LES VENTES PUBLIQUES

Il est perçu un droit égal à 2,50 % du prix de vente dans les ventes aux enchères ayant lieu dans la commune devant un officier public.

SECTION 18. — TAXE SUR LES VOITURES

Voitures publiques à deux chevaux, 100 piastres par mois.

Voitures publiques à un cheval, 50 piastres.

Voitures publiques tirées par des bœufs, 25 piastres.

Pour les voitures réservées au transport des marchandises le tarif est réduit respectivement à 75 et à 25 piastres dans les deux premiers cas.

SECTION 19. — TAXE SUR LES AUTOMOBILES

Voitures publiques jusqu'à 12 chevaux : 200 piastres par mois, jusqu'à 20 chevaux 300, au-delà 500.

Voitures particulières, la moitié des droits ci-dessus.

A défaut de paiement du droit dans les sept premiers jours du mois, la voiture ne peut plus circuler.

Les motocyclettes paient 50 piastres par mois, les bicyclettes 25 piastres.

SECTION 20. — TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE NUIT

Les établissements autorisés à rester ouverts après l'heure de la fermeture légale ont assujettis sans pouvoir excéder 5 % du revenu brut.

SECTION 21. — TAXE SUR LES BILLARDS

Les communes peuvent percevoir sur les billards publics une taxe qui ne doit pas dépasser 5 % du montant du droit prélevé par l'Etat.

SECTION 22. — IMPOSITION DES PLUS VALUES FONCIÈRES

La Turquie a adopté, comme impôt municipal cette contribution sur laquelle l'attention a été

attirée tout particulièrement dans ces 20 dernières années par de nombreux travaux scientifiques et quelques expériences tentées notamment aux Etats-Unis (1).

Le droit en Turquie est égal à 20 % de la différence entre le prix d'achat et le prix de revente d'un immeuble urbain qui a été l'objet d'une plus value. L'impôt est payable dans un délai de 5 ans par acomptes égaux.

(1) Voir *Revue de Science et de Législation financière*, 1912

CONCLUSION

Les finances de l'ancien Empire Ottoman étaient dans une situation particulièrement précaires à la veille de la Révolution. C'était là les dernières étapes d'une longue décadence. A l'apogée de la puissance de la Porte le sultan était renommé pour sa richesse et l'importance de son trésor de guerre. Le roi de France Charles IX avait sollicité un prêt du sultan Soliman en 1563. Novagero évaluait à 16 millions de ducats en 1553 les recettes annuelles du Trésor turc. Les célèbres Tours (au nombre de sept) bâties par Mehmet II étaient pleines d'or et d'argent, affirmait en 1531 le grand vizir Ibrahim aux envoyé de l'empereur ; ce trésor n'était jamais entamé. Chaque année l'Etat y reversait la somme de 20.000 aspres (400 ducats). Cette réserve aurait suffi à soutenir une guerre de 80 ans, disait le grand vizir Rustem à Tréviano, ambassadeur de Venise.

La décadence financière de la Porte a commencé au XVII^e siècle. Les déficits annuels n'ont pas tardé à atteindre un demi million. Ni la vénalité des offices, ni l'altération des monnaies, ni les confiscations ne parvinrent à la combler. Le recours aux emprunts étrangers acheva de ruiner les finances des sultans. Le premier emprunt date

du 24 août 1854 (3 millions de livres sterling à l'Angleterre), bientôt suivi d'un second (1855) de 5 millions de livres sterling, et de 1857 à 1875 la Turquie contracta onze emprunts (1).

Le produit en fut très mal utilisé. Au lieu de servir par la construction d'ouvrages publics à l'augmentation de la capacité contributive des sujets, ces recettes furent gaspillées. La Turquie, ne parvenant pas à rembourser ni même à payer les arrérages fut rapidement obligée de subir la tutelle financière de l'étranger (Conseil d'administration de la dette publique ottomane).

La politique de l'ancien régime n'était pas moins désastreuse, comme nous l'avons vu dans la répartition des charges publiques entre les contribuables. La Porte s'en tenait aux recettes les plus commodes à percevoir et les plus productives sans aucun souci de justice fiscale et sans ménager l'avenir, n'hésitant à épuiser la matière imposable adoptée au mépris de l'avenir économique du pays.

La jeune République a opéré un redressement vraiment remarquable des finances turques. Elle a écarté résolument la politique d'emprunts afin de garder toute son indépendance vis-à-vis de l'étranger, et d'éviter le retour des entraves très

(1) *Essai sur les Causes de la décadence de l'Empire Ottoman*, Abdoullah Zeki. Paris, 1929, page 74 et suivantes.

lourdes imposées à l'ancien régime en ce qui concernait les douanes et l'imposition des étrangers.

Le système fiscal du nouveau régime, tel que nous l'avons décrit est dans l'ensemble en harmonie avec les principes les plus modernes de la science des finances.

En premier lieu, il y a un judicieux équilibre entre la part accordée aux impôts directs et celle faite aux impôt indirects. L'ancien régime, écrasant les habitants des campagnes avec la dîme, avait trop négligé l'impôt indirect, l'impôt sur la dépense qui atteint indifféremment toutes les classes de la société. Le premier soin d'Ismet Pacha fut, comme nous l'avons indiqué de substituer à la dîme un impôt sur la consommation.

En second lieu, le nouveau régime a supprimé la pratique détestable adoptée antérieurement et suivant laquelle les divers départements ministériels percevaient chacun de leur côté d'importantes recettes sur lesquelles le Trésor n'avait plus aucun contrôle.

D'ailleurs la politique de dépenses de la République est vraiment soucieuses de développer avant tout l'outillage national afin de développer la richesse nationale et particulièrement l'industrie agricole. C'est pourquoi en sept années le cabinet d'Angora a réussi à faire construire 1.800 kilomètres de voie ferrée, alors que l'empire ottoman ne lui avait légué qu'un réseau de 400 kilomètres

à peine. De même que les chemins de fer les routes et les canaux construits par le nouveau régime ont surtout servi jusqu'à présent à favoriser l'essor de l'agriculture que le manque d'outillage et la dîme avait si longtemps entravé. Le crédit agricole a été aussi considérablement encouragé par l'Etat et subventionné par lui.

En définitive, non content d'avoir réalisé le plus possible la justice fiscale dans le système de répartition des charges publiques, le gouvernement actuel de la Turquie s'efforce d'utiliser les recettes d'impôt à accroître la richesse des contribuables.

Cependant, il y a quelques ombres au tableau : Poussé par le souci de procurer au Trésor d'abondantes recettes en vue des dépenses nécessitées par les œuvres d'intérêt collectif dont nous avons parlé, le Gouvernement d'Angora a imposé aux contribuables turcs une charge parfois excessive. Il semble qu'il ait adopté à cet égard cette théorie selon laquelle l'impôt est toujours un bien d'une part parce qu'il serait le meilleur des placements, l'Etat s'en servant pour des travaux qui sont une nouvelle source de revenus pour les sujets. D'autre part parce qu'il est un stimulant qui pousse l'homme à produire davantage (1).

(1) Voir Girault, *Manuel de Legislation financière*, 2^e partie, p. 359.

On sait combien cette thèse est hasardeuse. L'impôt peut aussi bien décourager les initiatives individuelles quand il est trop lourd et il n'est pas pour que l'Etat fasse toujours de l'argent des contribuables un emploi plus judicieux que celui qu'en auraient fait ces derniers.

Dans un discours prononcé dans une société littéraire 20 ans après la publication de son célèbre ouvrage sur la richesse des nations, Adam Smith prononçait cette parole que l'on cite souvent (1) :

Pour élever un Etat du dernier degré de la barbarie au plus haut degré possible d'opulence, il ne faut que trois choses : la paix, des taxes modérées et une administration tolérable de la justice, tout le reste est amené par le cours naturel des choses.

Le cabinet d'Angora a pour excuses que se trouvant en présence d'une masse de dépenses qu'il était impossible de comprimer, liquidation de l'ancien régime et des finances de guerre, restauration économique du pays et amortissement d'une lourde dette publique léguée par ses prédécesseurs, il a voulu éviter absolument le recours à l'emprunt, ce qui est évidemment très louable.

Cependant il y a un point sur lequel le nouveau

(1) Voir *Histoire des Doctrines économiques des champs*, Paris 1927-1928 (doctorat), page 251 et suivantes.

système fiscal appelle vraiment une critique sévère, c'est l'abus qui y a été fait du procédé du monopole. Ce procédé est acceptable quand il porte sur quelques produits de luxe ou superflus tels que le tabac, la poudre de chasse, l'alcool, mais lorsqu'il englobe des produits de première nécessité comme le pétrole, le sucre, etc. Il présente un très grave inconvénient. Son objectif étant de procurer des recettes au Trésor, et en Turquie étant en outre d'encourager la création de certaines industries nationales, il aboutit directement et essentiellement à la cherté du produit qu'il frappe. Si le produit est de première nécessité le monopole devient un facteur de vie chère terriblement efficace. On peut craindre par suite qu'au lieu de développer les productions qu'il intéresse, il n'entrave les progrès en forçant la consommation à se restreindre considérablement.

Vu : *Le Doyen de la Faculté* -

H. BERTHELEMY.

Vu : *Le Président de la Thèse* :

Edgar ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Pages.
Considérations préliminaires.....	7
Bibliographie.....	11

REMIÈRE PARTIE

Les Impôts en Turquie au temps de la Monarchie absolue.

Les Impôts directs.

L'impôt foncier des propriétés bâties et non bâties, la capitation, l'impôt sur le revenu, la taxe d'exonération militaire, la taxe sur le bétail, l'impôt sur la pêche, le droit de succession, la dîme.....	15
---	----

Les Impôts indirects.

L'Impôt sur les spiritueux, le droit sur les vins, bière et eaux-de-vie, le droit sur les alcools, la licence des débitants de bois- sons, le monopole du sel et du tabac, les	
---	--

	Pages.
douanes, le droit de timbre et d'enregistrement, les tributs, les recettes administratives, l'état du budget sous l'ancien régime.	29

DEUXIÈME PARTIE

La Réforme fiscale de 1925

§ I. — Les inconvénients du système fiscal de l'ancien régime.....	63
§ II. — La réforme financière de la Loi du 17 février 1925.....	78

TROISIÈME PARTIE

Le nouveau Régime

Les Impôts directs.

L'impôt foncier des propriétés bâties et non bâties, l'impôt sur les bestiaux, l'impôt sur les bénéfices professionnels, le droit fixe, la taxe d'exonération militaire, l'impôt sur les mutations et successions.....	83
--	----

Les Impôts indirects.

L'impôt sur le chiffre d'affaires, l'impôt sur la consommation dans les établissements	
--	--

